

GLOBAL STUDIES INSTITUTE DE L'UNIVERSITÉ DE GENÈVE

COLLECTION « MÉMOIRES ÉLECTRONIQUES »

Vol. 144-2026

**S'émanciper par les armes. Itinéraires sociaux des
femmes combattantes dans le conflit à l'est de la
République Démocratique du Congo (1996-2021) :
l'émancipation dans l'assujettissement**

Mémoire présenté pour l'obtention
du Master en études africaines
par Dondedieu Ollier

Rédigé sous la direction de Stéphanie Perazzone
Juré : Didier Péclard
Genève, juillet 2025

Remerciements

C'est autant aux chemins de la connaissance qu'à ceux de la vie – qui coulent d'une même source pour moi – que je dois et dédie ce modeste mémoire.

Mes remerciements les plus profonds vont à mes deux directeur.es de mémoire :

À la Dre Stéphanie Perazzone, qui, dès nos premiers échanges, a cru en ce mémoire, m'a encadré et accompagné tout le long de son odyssée, avec une patience, une bienveillance, une disponibilité et une générosité inquantifiables ; voyant des possibilités là où mon esprit circonspect n'y voyait que des limites, m'aidant à structurer des pensées et des idées qui paraissaient confuses dans ma tête et sur le papier. Sans ses conseils et son accompagnement ô combien précieux, ce mémoire n'aurait sans doute pas cette forme.

Au Prof. Didier Péclard, qui m'a non seulement encadré et accompagné au cours de ce mémoire, avec une patience, une bienveillance, une disponibilité et une générosité tout aussi inquantifiables, mais qui en a aussi semé les graines, à travers son cours de *Sociologie politique des guerres civiles*, sans lequel ce sujet n'aurait pas vu le jour. Au-delà de ses conseils et de son accompagnement si précieux dans ce voyage de corps (Nietzsche, « toujours partir du corps ») et d'esprit, chacun de ses enseignements a été pour moi un moment d'apprentissage inouï.

Je tiens à remercier aussi la chercheuse Sylvie Imata, qui m'a été d'une grande aide dans la réalisation de ce mémoire, malgré l'instabilité dans l'est du Congo.

Au cheminement académique et de vie, fait de moments d'apprentissage et de réjouissances – lier l'utile à l'agréable, dit-on – de rencontres aussi bien amicales qu'intellectuelles, qui ont jalonné ces presque trois années de Master en Etudes africaines.

À mes gens (*batu na ngai*, comme on dit en lingala), et à toutes les personnes qui ont été, d'une façon comme d'une autre, un souffle donnant un peu de vie à ce mémoire.

À ma famille : mes frères, ma sœur, ma maman – celle qui m'a mis sur les chemins de la lecture –, mon père – ce poète contrarié –, pour leur soutien indéfectible.

À Salomé, pour sa tendresse infinie, sa présence lumineuse, sans quoi ce mémoire serait perdu dans la nuit.

Enfin, à Dieu, qui dispose et donne la vie.

Résumé

Cette étude part du constat que les récits dominants sur le conflit à l'est du Congo sont marqués par une dichotomie : homme-perpétrateur, femme-victime. Bien qu'elle reflète une réalité tragique, elle engendre également des exclusions, notamment celles des femmes qui participent activement au conflit et y jouent une myriade de rôles. En prenant le contre-pied de cette exclusion, l'étude propose une analyse critique du recours aux armes par certaines femmes combattantes dans le conflit à l'est du Congo. En retraçant leurs itinéraires sociaux, à travers des biographèmes et des images, elle met en lumière une dynamique de tension, que désigne la notion : d'« émancipation dans l'assujettissement ». En effet, si le recours aux armes leur a permis d'accéder à une forme d'autonomisation, leurs itinéraires sociaux révèlent aussi des procédures d'assujettissement. Celles-ci relèvent aussi bien de leur implication dans la lutte armée, que de leur vie antérieure, marquée par différentes formes de violence qu'elles ont subies, expliquant les moteurs de leur recours aux armes. L'étude identifie ici une « compénétration des violences », dans laquelle leur agentivité – tant dans le recours aux armes que dans la transition vers la vie civile – est saisie, en restituant leurs itinéraires sociaux dans le prolongement conflictuel à l'est du Congo, marqué par des logiques de guerre et d'entre-guerre. En ce sens, cette monographie apporte un nouvel éclairage sur les moteurs de la violence politique, en invitant à les problématiser à partir du genre.

« Écrire c'est montrer comment les êtres négocient avec la violence »¹.

Avertissement : Contenu sensible.

Ce mémoire peut contenir des informations ou des images pouvant être perturbantes pour certain.es lecteur.trice.s.

¹ Joyce Carol OATES « Joyce Carol Oates Écrire c'est montrer comment les êtres négocient avec la violence », in *Les Inrockuptibles*, 2010, <https://www.lesinrock.com/livres/joyce-carol-oates-ecrire-cest-montrer-comment-les-etres-negocient-avec-la-violence-115270-17-10-2010/>.

Sommaire

Remerciements	2
Résumé	3
Sommaire	5
Introduction générale	6

Chapitre I **Revue de littérature, prolongement conflictuel,** **et engagement féminin à l'est du Congo**

A. Revue de littérature, clarifications, et cadre conceptuels	19
B. Prolongement conflictuel à l'est du Congo	26
C. Engagement féminin dans le conflit à l'est du Congo	33

Chapitre II **Des itinéraires féminins de la guerre et de l'entre-guerre**

A. Des itinéraires féminins marqués par la guerre et des violences multiformes	37
B. Des itinéraires marqués par des logiques d'entre-guerre : le métier des armes	46
C. Mobilité sociale pour les femmes combattantes à l'est du Congo : la carrière des armes ?	52

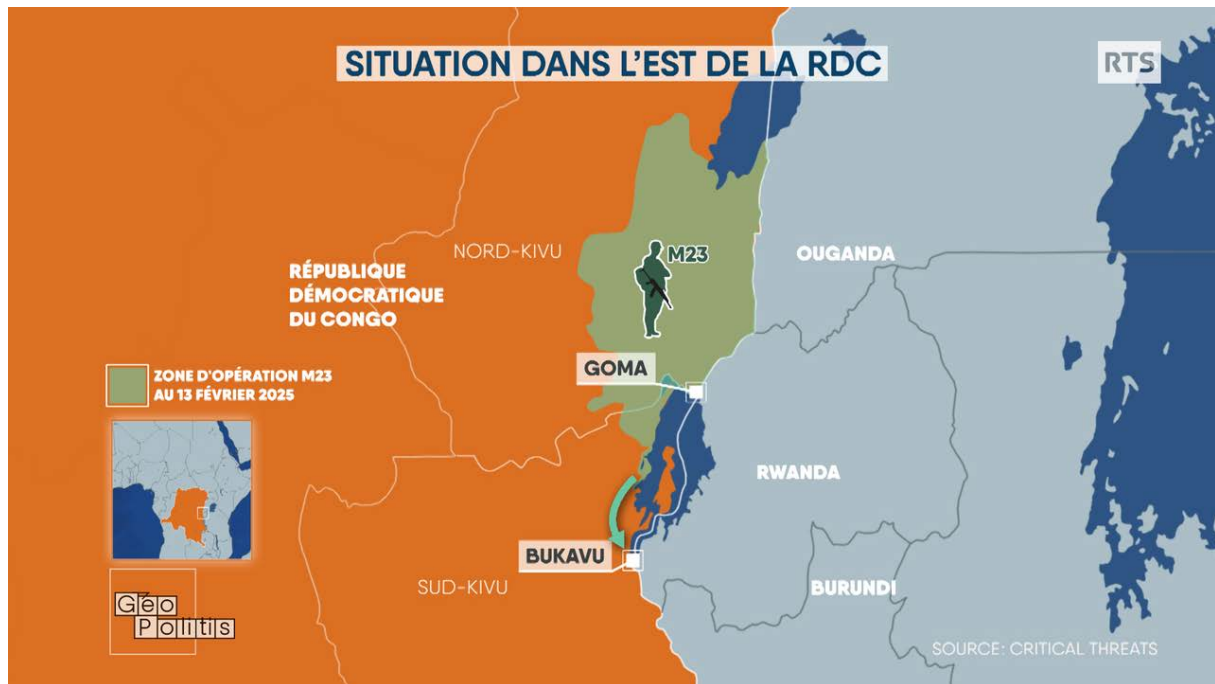
Chapitre III **La guerre à l'est du Congo comme un espace social alternatif** **et un terreau de transformations sociales**

A. La guerre comme un espace social alternatif	60
B. Expériences sexistes et transformations des rôles de genre au sein des groupes armés	64
Conclusion : de la marge au centre	74
Bibliographie	76
Table des matières	82

Introduction générale

I. Brève mise en contexte : l'est du Congo, l'éternel retour des armes

Le 17 février 2025, la ville de Bukavu, capitale de la province du Sud-Kivu, dans l'est de la République Démocratique du Congo (RDC), tombait aux mains du mouvement du 23 Mars, communément appelé M23-AFC soutenu par le Rwanda, après la chute quelques semaines auparavant de Goma, chef-lieu de la province du Nord-Kivu (voir la carte I).



Carte I. (Représentant la progression du M23-AFC à l'est de la RDC, avec notamment le contrôle de Goma et l'avancement vers Bukavu)²

Cet éternel retour des armes à l'est du Congo, couplé à la couverture médiatique minimaliste qui s'en est suivie, dans la presse internationale tout du moins, sont venus rappeler les problématiques et ambivalences de ce conflit, aux racines historiques profondes, mais dont l'emballement à partir des années 90, dans ces deux régions du Kivu notamment, a entraîné tout l'est du Congo dans un cycle interminable de violence, ayant causé de millions de mort.

D'abord, ses racines, liées principalement au génocide de 1994 au Rwanda et à l'implication rwandaise dans divers groupes rebelles dans l'est du pays, notamment le M23. Ensuite, la preuve, avec cette résurgence du M23 en dépit de sa dissolution suite à l'accord de paix signé avec le gouvernement congolais à Nairobi en 2018, de l'échec des tentatives à instaurer une paix durable dans la région et des dynamiques de fragmentation qui caractérisent la mobilisation armée dans ce conflit (j'y reviendrai plus loin dans cette étude). Enfin, comme une porte d'entrée dans cette étude, cette escalade de la violence a rappelé à quel point les visions sur les événements tragiques à l'est du Congo sont dominées par un récit unique et incomplet.

² GEOPOLITIS, « RDC, guerre sans fin », in RTS, 2025. <https://www.rts.ch/emissions/geopolitis/2025/video/rdc-guerre-sans-fin-28799052.html>.

II. Les ambivalences d'un récit unique et incomplet

En effet, les discours et les visions sur ce conflit sont dominés d'une part par des figures masculines, qui sont les auteurs des violences et les principaux acteurs des groupes armés, et de l'autre, à l'opposé, les femmes, qui sont principalement présentées en tant que civiles, ce qui se traduit par une représentation hégémonique des femmes dans ce conflit en tant que victimes. Cette dichotomie (homme auteur de violence, femme victime de celle-ci) se cristallise autour du discours du « viol comme arme de guerre », et l'attention accrue qu'il suscite auprès du public international, des donateurs, et des médias. C'est ce que Chloé Lewis révèle dans son étude des réponses institutionnelles à la violence sexuelle dans les conflits armés en RDC³. Elle décrit comment l'émergence de l'archétype de la « femme victime de viol », présentée comme désemparée, brutalisée et victimisée, a non seulement conféré une légitimité indiscutable à l'architecture de la réponse internationale (ayant abouti aux résolutions 1325 et 1820 de l'ONU), mais a aussi engendré un modèle hégémonique, simplifié, et essentialiste, qui a coïncidé avec l'émergence et la large diffusion de celui de « l'homme-perpétrateur »⁴. Ces deux modèles représentent assurément une image précise et tragique de la réalité dans l'est de la RDC. Cependant, ils ne constituent pas moins, tous deux mis ensemble, un récit unique, qui reste problématique, à plus d'un titre.

Il suffit d'adopter une vision nuancée du genre pour se rendre compte que les femmes et les hommes peuvent être à la fois victimes, auteurs, participants actifs ou résistants dans un conflit⁵. En ce sens, la reconnaissance – tardive, car les études féministes de la première heure, à l'ouverture au genre du champ d'études sur les conflits armés, étaient plus enclines à voir les femmes comme victimes de la guerre, considérée comme un haut-lieu de la domination masculine⁶ – qu'il existe aussi des formes de féminités militarisées et violentes a permis, non seulement de désessentialiser la catégorie « femme » (souvent réduite aux discours victimaires), mais aussi de mettre au jour son hétérogénéité et en lumière des situations où les femmes ont été impliquées dans les violences de conflits armés, y compris des violences sexuelles contre les autres femmes⁷.

De plus, ce récit unique ne constitue qu'une partie de l'histoire, qui tend à atrophier toute la complexité de ce qui se joue dans ce conflit. Chimamanda Adichie, écrivaine nigériane à la renommée internationale, alertait même, dans une leçon devenue culte : *The Danger of the single story*, sur la façon dont la répétition d'une seule et même histoire tend à limiter nos facultés de jugement critique : « une histoire unique engendre des stéréotypes et le problème avec les stéréotypes, ce n'est pas tant qu'ils soient faux, que le fait qu'ils soient incomplets. Ils ont tendance à faire d'une seule histoire, l'histoire tout court »⁸. Or, adopter un minimum de regard critique sur l'archétype de la « femme victime de viol », permet notamment de mettre au jour des durabilités coloniales. Une sculpture réalisée par Charles Samuel lors de l'exposition coloniale de 1897 en Belgique montre comment ce fut déjà une tendance coloniale de peindre la femme congolaise comme une victime :

³ Chloé LEWIS, *Gender protection / Protecting the gender order: rethinking responses to sexual violence in armed conflict and its aftermath*, Unpublished Thesis, Oxford, Oxford University, 2018.

⁴ *Ibid.*, p. 189 et p. 219.

⁵ Andrea MENDEZ, *Militarized Gender Performativity: Women and Demobilization in Colombia's FARC and AUC*, Phd thesis, Kingston, Queen's University, 2012.

⁶ Cynthia COCKBURN, *Des femmes contre le militarisme et la guerre*, Paris, La Dispute, 2025 ; Michel ANDREE, *Féminisme et antimilitarisme*, Donnemarie-Dontilly, Éditions iXe, préface de Jules Falquet, 2012 ; Cynthia ENLOE, *Maneuvers: The International Politics of Militarizing Women's Lives*, Berkeley, University of California Press, 2000.

⁷ Laura SJOBERG, « Women and the genocidal rape of women. The Gendered dynamics of gendered war crimes », in Debra BERGHOFFEN (et al.), *Confronting global gender justice : women lives, human rights*, Abington/New York, Routledge, 2010, pp. 39-52.

⁸ Chimamanda Ngozi ADICHIE, « The danger of a single story », in *YouTube*, 20 Juillet 2009.



Image 1⁹

Le symbolisme est à peine escamoté. La femme africaine, allongée sur ce qui ressemble à un rocher, est présentée dénudée, avec un bras levé, comme si elle implorait d'être épargnée ou appelait à l'aide, dans une scène de violence où l'homme africain, celui torse nu, affiche, bien qu'armé d'une flèche, une posture pusillanime face à l'agressivité de l'autre homme, représenté dans un accoutrement d'arabe. Ce qui, dans la structure coloniale dont l'exposition se faisait le miroir, impliquait une modalité où la masculinité et le pouvoir résident dans l'homme blanc (belge, ici) qui devait : protection, salut, et civilisation, à la femme congolaise opprimée et sans défense¹⁰.

Perazzone et Mertens dans un travail qui va au cœur de l'archive coloniale, mettent en lumière la persistance d'un regard colonial racialisé et sexualisé dans les discours et les réponses aux violences (sexuelles) qui sévissent en RDC, qui voient les femmes congolaises comme étant toujours déjà violées ou réduites au silence¹¹. Une vision qu'on retrouve notamment avec cette expression qui a fait date concernant les événements tragiques à l'est du Congo : « *l'homme qui répare les femmes* ». Même si elle consacre la

⁹ Charles SAMUEL, « Batetela défendant une femme contre un Arabe, groupe de sculptures réalisé pour l'Exposition coloniale de 1897 à Tervuren (Belgique) », in *Ji-Elle, Wikipédia*, 2012.

¹⁰ Kevin DUNN, *Imagining Congo: The international relations of identity*, New York, Palgrave Macmillan, 2003.

¹¹ Charlotte MERTENS et Stéphanie PERAZZONE, « For the archive yet to come », in *Review of international studies*, 2025, vol. 51 no. 2, pp. 196-218.

reconnaissance internationale du travail courageux et ô combien important du docteur Mukwege, elle ne demeure pas moins une expression qui montre à quel point les femmes congolaises ne sont pas perçues comme des agentes de leur (re)construction, comme si leur salut ne pouvait venir que d'un autre qu'elle-même. À ce titre, comme Martens et Perazzone le soutiennent, tous ces récits – circulant aussi bien dans les milieux universitaires que politiques – occultent les expériences quotidiennes de violence des femmes congolaises, en suggérant que les événements structurels (comme l'histoire pré / coloniale) n'ont pas de poids significatif sur la perpétuation de la violence en RDC¹², dépouillant ainsi « les sociétés africaines de toute dynamique interne réelle autre que la capacité de se désintégrer »¹³.

Cet imaginaire simplifié et dualiste de la « femme-victime » et de l'« homme-perpétrateur » a donc des implications matérielles importantes et concrètes. Dans le sens où, il masque non seulement les conditions historiques et structurelles plus larges dans lesquelles ces récits se déroulent, mais crée aussi des exclusions, que révèle notamment la mise en œuvre des programmes de Désarmement, démobilisation, et réintégration (DDR). Malgré son ouverture au genre – suite à l'adoption de la résolution 1325 du Conseil de sécurité de l'ONU sur les femmes, la paix et la sécurité en 2000, visant à accorder une plus grande attention à l'inclusion des femmes ex-combattantes dans les programmes de DDR – celles-ci restent pour le moins marginalisées de ces programmes. En guise d'exemple, la nouvelle approche du Programme de désarmement, de démobilisation, de relèvement communautaire et de stabilisation (P-DDRCS) ne mentionne pas explicitement les femmes combattantes, elle se contente de consacrer une courte section au genre et à la réintégration, en faisant référence aux « femmes associées aux groupes armés »¹⁴, une catégorie qui néglige l'action des femmes combattantes, escamotant la complexité de leurs rôles dans ce conflit armé.

Je soutiens donc que la large diffusion de ces archétypes génère une forme d'exclusion épistémique qui empêche que la situation des femmes combattantes dans l'est du Congo soit « connue », mieux comprise et donc prise en compte. Ainsi, en partant de cette question : comment tisser « un horizon féminin de la guerre »¹⁵ à l'est du Congo, qui soit capable de rendre compte des expériences des femmes combattantes tenues en marge par ce récit unique et incomplet ? Cette monographie vise à pallier les exclusions engendrées par cette histoire incomplète en abordant le cas des femmes combattantes dans le conflit à l'est de la RDC. En effet, contrairement à ce récit unique qui ne voit les femmes à l'est du Congo que comme des victimes du conflit, les femmes sont aussi engagées dans la lutte armée dans l'est de la RDC, comme le donne à voir cette image de l'iconographie, réalisée par la photographe italienne Francesca Tosarelli :

¹² *Ibid.*, pp. 196-218.

¹³ Amy NIANG, *The Postcolonial African State in Transition: Stateness and Modes of Sovereignty*, Londres, Rowman & Littlefield International, 2018, p. 11.

¹⁴ Britt WERELDS, *Female combatants' identities and a gendered analysis of Disarmament, Demobilisation and Reintegration processes in eastern Congo*, Master's dissertation, Ghent, Ghent University, 2023.

¹⁵ Camille BOUTRON, *Femmes en armes : itinéraires de combattantes au Pérou (1980-2010)*, Rennes, Presses universitaires de Rennes, 2019, p. 179.



Image 2. Photographie de femmes combattantes (parmi elles, sans doute aussi des enfants soldats, au vu de l'apparence juvénile de certaines) Mai-Mai Shetani/FPD, Nyamilima, North Kivu, RDC¹⁶

Des études ont même montré que certaines combattantes rejoignent volontairement les groupes armés et y jouent une myriade de rôles¹⁷. Si certaines d'entre elles sont victimes d'exploitation (sexuelle notamment), d'autres peuvent acquérir un sentiment d'autonomisation grâce à leur participation à des groupes armés¹⁸, une question importante, que cette exclusion épistémique, hélas, ne permet pas de considérer. Or, mettre en lumière la place des femmes qui font usage de la violence dans des contextes collectifs, c'est sortir d'une double dissymétrie. D'un côté celle qui nous amène à reconnaître, que le schéma et la réalité des « violences sur les femmes » l'emportent largement sur la violence des femmes ; peu perçue, ou du moins peu considérée, comme je viens de le montrer. De l'autre, celle qui consiste à reconnaître que l'accès des femmes, tout autant que celui des hommes, au pouvoir de la violence peut détenir une dimension politique et émancipatrice et l'on doit reconnaître, dans certains cas, sa légitimité¹⁹. C'est ce que je me suis attelé à montrer tout le long de cette monographie, qui explore les expériences vécues des femmes combattantes dans les groupes armés, de leur socialisation avant leur recours aux armes jusqu'à leur transition vers la vie civile, dans le conflit à l'est du Congo.

En retraçant leurs différents itinéraires de vie, je propose une analyse critique des conditions historiques, politiques, sociales et structurelles dans lesquelles ces recours aux armes s'inscrivent, et des transformations sociales que leur implication dans la lutte armée ont engendré, dessinant une dynamique de tension entre les temporalités (temps biographique, temps courts de l'évènement, les durabilités coloniales), les échelles (individuelles et collectives), les espaces (sphères privées, sphères publiques), les catégories (civil/combattant, victime/agent, voire structure/agency), etc. Une tension dont l'articulation laisse à désirer dans la production des travaux sur les conflits armés.

¹⁶ Franchesca TOSARELLI, « Ms Kalashnikov », in *Iconographie Matchbox Media Collective*, 2014. <https://www.flickr.com/photos/80073447@N02/albums/72157635805097933>.

¹⁷ Britt WERELDS, *Female combatants' identities and a gendered analysis of Disarmament, Demobilisation and Reintegration processes in eastern Congo*, *op. cit.*

¹⁸ *Ibid.*

¹⁹ Coline CARDI et Geneviève PRUVOST, *Penser la violence des femmes*, Paris, La Découverte, 2012.

Ces transformations sociales mettent en lumière notamment ce que j'ai désigné comme « l'émancipation dans l'assujettissement ». Car, si le recours aux armes a permis à ces femmes d'accéder à une subjectivité politique, à la citoyenneté militaire, à un métier (des armes), à l'espace politique et social alternatif de la guerre, où elles ont pu bénéficier des avantages sociaux, à une plus grande autonomisation, entraînant des transformations des rôles de genre; leurs itinéraires sociaux ont révélé des modalités et procédures d'assujettissement. Celles-ci sont inhérentes notamment aux techniques de subjectivation visant à les insérer dans la logique des groupes armés, à l'économie sexuelle qui organise la vie militaire dans un groupe armé, aux pratiques réflexives par rapport à leur féminité militarisée, mais aussi aux différentes formes de violence qu'elles ont subi avant leur recours aux armes, et qui expliquent les moteurs de celui-ci. C'est ce que j'appelle « une compénétration des violences », qui s'est révélée cruciale non seulement pour saisir leur agentivité, tant dans leur recours aux armes, que dans leur transition vers la vie civile, mais aussi pour restituer leurs itinéraires sociaux dans le prolongement conflictuel à l'est du Congo, marqué par des logiques de guerre et d'entre-guerre.

Dans un contexte international marqué par la prolifération des conflits armés, il est plus crucial que jamais d'introduire le genre comme une grille d'analyse de ces conflits, car il permet de problématiser les différentes formes de violence qui y sont à l'œuvre. La présente monographie nous montre que la violence des femmes est plus politique que sa marginalisation ne permet d'en prendre la mesure.

III. Problématisation : sortir de la dépolitisation

Cela dit, il faut reconnaître que la violence des femmes, en plus de ne pas être un phénomène nouveau²⁰, est souvent dépolitisée et sa dimension subversive niée. Une dépolitisation qui, comme avec l'exclusion que je viens de mettre en évidence en amont, a aussi des implications matérielles importantes et concrètes.

Prenons le niveau institutionnel et politique. Bien que la promotion du genre a permis de rendre certaines questions plus visibles au sein des organisations internationales, la question des violences sexuelles constituant un ordre de jour important dans l'agenda international²¹, cette ouverture au genre s'est faite au prix d'une dépolitisation. En guise d'exemple : dans la résolution 1325, le « genre » est utilisé comme un synonyme de « femmes », ce qui passe sous silence la construction sociale des identités de genre et ses conséquences²². En outre, comme déjà évoqué plus haut, la mise en œuvre des programmes postconflit reste marginalisante et dépolitisante pour les femmes combattantes.

De plus, malgré un intérêt croissant avec des études qui ont pu documenter l'implication des femmes aux conflits armés aussi bien dans les organisations insurgées que dans les institutions militaires, et dans différentes régions du monde²³, cette dépolitisation est aussi manifeste dans la littérature, car les femmes qui se sont engagées dans des groupes armés sont parfois considérées comme n'ayant aucun pouvoir lorsqu'il

²⁰ *Ibid.*

²¹ Chloé LEWIS, *Gender protection/Protecting the gender order: rethinking responses to sexual violence in armed conflict and its aftermath*, *op. cit.*

²² Marielle DEBOS, « Conflits armés », in Catherine ACHIN et Laure BERENI, *Dictionnaire. Genre et science politique. Concepts, objets, problèmes*, Paris, Presses de Sciences Po, « Références », 2013, pp. 103-114.

²³ Karla CUNNINGHAM, « Cross regional trends in female terrorism », in *Studies in Conflict and Terrorism*, 2010, n° 26, pp. 171-195 ; Miranda ALISON, « Cogs in the wheel? Women in the liberation tigers of Tamil Eelam », in *Civil Wars*, 2003, vol. 6 no. 4, pp. 37-54 ; Priscyll ANCTIL AVOINE, « Disembodying Combat: Female Combatants' Political Reintegration in Nepal and Colombia », in *Defence and Security Foresight Group*, 2021, vol. 1 no. 24 ; Maria Eriksson BAAZ et Maria STERN, « Fearless Fighters and Submissive Wives: Negotiating Identity among Women Soldiers in the Congo (DRC) », in *Armed forces & society*, 2013, vol. 39 no. 4, pp. 711-239 ; Kathleen M. JENNINGS, « The political economy of DDR in Liberia: a gendered critique », in *Conflict, Security & Development*, 2009, vol. 9 no. 4, pp. 475-494 ; Luna KC et Gemma VAN DER HAAR, « Living Maoist gender ideology: experiences of women ex combatants in Nepal », in *International Feminist Journal of Politics*, 2019, vol. 21 no. 3, pp. 434-453 ; Megan H. MACKENZIE, *Female soldiers in Sierra Leone: Sex, Security, and Post-Conflict Development*, New York, New York University Press, 2012 ; Andrea MENDEZ, « Militarized Gender Performativity: Women and Demobilization in Colombia's FARC and AUC », *op. cit.*

s'agit de rejoindre volontairement un groupe armé, et sont décrites comme des servantes, des épouses soumises ou des prostituées forcées²⁴.

Maintenant plaçons le curseur ailleurs, la médiatisation de l'action violente des femmes est souvent dépolitisante. Au travers d'une analyse des représentations médiatiques de la violence féminine par la presse occidentale dans le cadre de la « guerre contre le terrorisme », Sjoberg et Gentry ont mis en évidence comment l'action politique violente des femmes est souvent réduite à des réactions de « mères vengeresses », de « monstres » irrationnelles ou de « putains »²⁵, visions qui nourrissent le paradigme d'une violence féminine qui serait exceptionnelle (car guidée par des émotions déviantes) et subalterne (parce qu'elle ne peut être politique, à cause justement de ces émotions qui la guident). On voit donc comment la violence des femmes est stigmatisée, et donc dépolitisée, du fait notamment de cet « ordre social que sous-tend l'assignation majoritaire des femmes à la position de l'« a-violence »²⁶.

Tout autant que l'exclusion épistémique évoquée en amont, cette dépolitisation pose elle aussi problème, ou des problématiques qui se recoupent je trouve. Car toutes les deux alimentent une certaine perception de la violence des femmes comme illégitime et un tabou, empêchant ainsi, non seulement de comprendre pourquoi elles ont recours aux armes mais aussi de prendre la mesure des rôles qu'elles jouent dans ces conflits, des dynamiques politiques et émancipatrices qui sous-tendent leur usage de la violence. Or, aux antipodes de cette tradition théorique qui considérerait que la violence ne peut fonder une légitimité politique²⁷, Fanon concevait l'usage de la violence comme un dernier et seul recours pour les populations opprimées²⁸. Un moyen de contestation politique à même de leur permettre de s'imposer dans le champ politique. Cette approche fanonienne de la violence comme un moyen d'émancipation politique, est notamment cruciale pour saisir les processus et mouvements de décolonisation à l'œuvre en Afrique dans les années 60, auxquels les femmes ont aussi pris part²⁹. Car la violence fait partie intégrante de la trajectoire historique de la formation des Etats, surtout en situation coloniale³⁰. Néanmoins, c'est aussi cette dimension irréductiblement universaliste de la violence comme moyen d'émancipation politique, qui a fait dire à certains théoriciens, à l'instar d'Ernesto Laclau³¹, que les luttes contemporaines d'aujourd'hui, plus identitaires, sont en coupure nette avec cette forme d'émancipation politique. On pourrait alors, en paraphrasant Fanon, légitimement se poser cette question : l'usage de la violence conduit-il la femme à se libérer de la domination qu'elle subit ?

En partant de la perspective de Cardini et Pruvost qui soutiennent que : « L'usage de la violence peut être revendiqué par les femmes comme une ressource »³², je défends l'idée de la violence comme une ressource d'émancipation comme une autre, en situation d'oppression ou de domination. D'autant que, comme le montre Perazzone, les conflits armés et la violence politique dans notre monde « colonial moderne », naissent et sont souvent alimentés par des problèmes de domination : des relations de pouvoir inégales entre les structures étatiques, les institutions du marché et les peuples selon des critères raciaux, de classe et de genre, qui glorifient l'assujettissement de certains par d'autres³³. En s'appuyant sur la pensée politique de bell hooks, elle soutient que seule la remise en question de ces politiques de domination peut permettre à un nouvel ordre d'émerger³⁴. Ce qui m'amène à formuler cette série de questions qui seront au cœur de cette monographie :

²⁴ Maria Eriksson BAAZ et Maria STERN, « Fearless Fighters and Submissive Wives: Negotiating Identity among Women Soldiers in the Congo (DRC) », *op. cit.*

²⁵ Laura SJOBERG et Caron GENTRY, *Mothers, Monsters, Whores: Women's Violence in Global Politics*, Londres/New York, Zed Books, 2007.

²⁶ Coline CARDI et Geneviève PRUVOST, *Penser la violence des femmes*, *op. cit.*, p. 56.

²⁷ Hannah ARENDT, *Du mensonge à la violence*, Paris, Calmann-Lévy, 1972.

²⁸ Frantz FANON, *Les damnés de la terre*, Paris, La Découverte, 2002.

²⁹ Swati PARASHAR, *Women and Militant Wars: The politics of injury*, Londres, Routledge, 1st ed., 2014.

³⁰ Jean-François BAYART, *L'Etat en Afrique: la politique du ventre*, Paris, Fayard, 2006.

³¹ Ernesto LACLAU, *La guerre des identités. Grammaire de l'émancipation*, Paris, La Découverte, 2003

³² Coline CARDI et Geneviève PRUVOST, *Penser la violence des femmes*, *op. cit.*, p.14.

³³ Stéphanie PERAZZONE, « Ending Global Violence Through Radical Feminist Theory: The Teachings of bell hooks on Power and Domination », in *Civil Wars*, 2023, vol. 25 no. 2-3, pp. 595-605.

³⁴ *Ibid.*

Si l'usage de la violence par les femmes ne doit pas être vu comme exceptionnel, de quoi le recours aux armes par certaines femmes dans le conflit à l'est de la RDC est-il le nom ? Pour le dire en d'autres termes, dans quelles conditions historiques, politiques, sociales, et structurelles, s'inscrit-il ?

Comment ce recours aux armes peut-il être considéré comme une ressource d'émancipation ?

Dans quelles mesures les rôles qu'elles ont joué dans ce conflit, ont-ils transformé les rôles et les catégories de genre ?

Je répondrai à ces questions par une méthodologie qui s'est voulue rigoureuse, critique et éclectique, car dans un contexte marqué par la recrudescence de la violence à l'est du Congo, faire de la recherche sur un tel sujet a été un défi, non seulement du fait de l'impossibilité d'aller sur le terrain, mais aussi de la difficulté des personnes sur place à parler de la guerre dans un contexte de « peur généralisée », tel que me l'a décrit la chercheuse Sylvie Imata au cours de l'entrevue que nous avons eue. Bien que de tels obstacles s'opposent à une argumentation empirique complexe, l'alternative a consisté à utiliser et concevoir une théorie critique afin de construire au moins un ensemble hypothétique qui peut être vérifié par rapport au matériel éclectique dont j'ai disposé.

IV. « L'émancipation dans l'assujettissement »

Cette théorie critique s'articule autour de ce que j'ai appelé « l'émancipation dans l'assujettissement », une notion qui met l'accent sur les dynamiques contradictoires qui montrent comment l'émancipation du sujet (hommes et femmes) nourrit une forme d'imbrication réciproque avec son assujettissement. Pour donner une épaisseur théorique à cette dynamique contradictoire, je m'inspire de la pensée foucauldienne de la subjectivation : « Manière dont un être humain se transforme en sujet »³⁵. Foucault l'aborde à travers la problématique de l'assujettissement : « Il y a deux sens au mot sujet : sujet soumis à l'autre par le contrôle et la dépendance, et sujet attaché à sa propre identité par la conscience ou la connaissance de soi. Dans les deux cas, ce mot suggère une forme de pouvoir qui subjugué et assujettit »³⁶.

Ainsi, pour Foucault, la constitution d'un sujet est toujours la résultante d'un double processus d'assujettissement : celui des rapports de pouvoir, et/ou celui du rapport à soi. Cela signifie que, si le sujet est pris et constitué dans les rapports de pouvoir que stabilisent des rapports de domination, il n'est pas nécessairement affranchi quand il parvient à se prendre pour objet d'une culture de soi. J-F Bayart dans son travail sur les mouvements religieux, précise que cette problématique de l'assujettissement traite de la constitution de Soi comme sujet moral, non sur le mode de la soumission à une règle extérieure qu'imposerait une relation univoque de domination, mais celui de l'appartenance³⁷, ou des relations de pouvoir, au sens où l'entend Foucault : « Ce qui définit une relation de pouvoir, c'est un mode d'action qui n'agit pas directement et immédiatement sur les autres, mais qui agit sur leur action propre »³⁸.

Ce processus de subjectivation (par l'assujettissement) consiste ainsi en toute une série d'actions de la part des individus ou des groupes sociaux sur lesquelles s'exerce éventuellement l'action du pouvoir³⁹. Cette concaténation d'actions peut se vérifier par les pratiques de soi (que l'individu n'invente pas lui-même), qui sont autant immatérielles que matérielles, par exemple les conduites : « à la fois l'acte de mener les autres (selon des mécanismes de coercition plus ou moins stricts) et la manière de se comporter dans un champ plus ou moins ouvert de possibilités »⁴⁰. On pourrait alors m'objecter, mais pourquoi parler d'« émancipation dans l'assujettissement » si le sujet ne s'affranchit jamais vraiment de l'assujettissement qui le constitue comme tel ? C'est que dans la pensée Foucauldienne de la subjectivation, les processus d'assujettissement et d'émancipation s'entrecroisent, dans le sens où :

« Le pouvoir ne s'exerce que sur des « sujets libres », et en tant qu'ils sont « libres » - entendons par là des sujets individuels ou collectifs qui ont devant eux un champ de possibilité où plusieurs conduites, plusieurs réactions et divers modes de comportement peuvent prendre place. (...) Il n'y a donc pas un face-à-face de

³⁵ Michel FOUCAULT, *Dits et écrits II: 1976–1988*, Paris, Quarto Gallimard, 2001, p. 1042.

³⁶ *Ibid.*, p. 1046.

³⁷ Jean-François BAYART, « Fait missionnaire et politique du ventre : une lecture foucauldienne », in *Le Fait Missionnaire*, 1998, Cahier N6.

³⁸ Michel FOUCAULT, *Dits et écrits II: 1976–1988, op. cit.*, p. 1055.

³⁹ Jean-François BAYART, « Fait missionnaire et politique du ventre : une lecture foucauldienne », *op. cit.*

⁴⁰ Michel FOUCAULT, *Dits et écrits II: 1976–1988, op. cit.*, p. 1056.

pouvoir et de liberté, avec entre eux un rapport d'exclusion (partout où le pouvoir s'exerce, la liberté disparaît) ; mais un jeu beaucoup plus complexe : dans ce jeu la liberté va bien apparaître comme condition d'existence du pouvoir ; mais elle apparaît aussi comme ce qui ne pourra que s'opposer à un exercice du pouvoir qui tend en fin de compte à la déterminer entièrement »⁴¹.

Ainsi les pratiques de soi peuvent être comprises comme des pratiques de liberté, et ont de ce fait une dimension éthique et politique manifeste, car c'est par elles que le sujet peut résister aux pratiques de pouvoir⁴². D'où je parle d'« émancipation dans l'assujettissement », non seulement parce qu'il n'y a pas d'opposition ontologique entre pouvoir et résistance, mais aussi parce que l'action émancipatrice du sujet ne peut être que foncièrement liée au double assujettissement qui le constitue comme tel (celui du pouvoir et celui de son rapport à soi). Ce que je veux dire par là, concrètement, c'est qu'à l'interface des rapports de pouvoir (qui assujettissent le sujet) et des pratiques de soi (par lesquelles le sujet s'assujettit), se tiennent des pratiques d'émancipation qui, tout en nourrissant une relation de tension et d'imbrication avec ces deux formes d'assujettissement, peuvent être constitutives d'autres subjectivités. C'est en cela que ce concept, tout en s'inspirant de la pensée de Foucault, y apporte sinon du grain à moudre, du moins une perspective (celle de « l'émancipation dans l'assujettissement »), qui est trop souvent mis en arrière-plan dans les relectures foucauldienne de la subjectivation. Il sera alors question de saisir comment cette « émancipation dans l'assujettissement » est à l'œuvre dans l'implication de certaines femmes combattantes dans la lutte armée à l'est du Congo.

V. Méthode

Pour ce faire, j'examine l'implication des femmes combattantes dans le conflit à l'est de la RDC sous l'angle de leur « itinéraire social ». Une notion qui est souvent associée à l'idée de parcours de vie, désignant le cheminement individuel d'une personne à travers les différentes dimensions de sa vie (professionnelle, familiale, sociale, etc.) ; contrairement à la notion de trajectoire, qui suppose un chemin prédéterminé, cet itinéraire est influencé par les choix, les opportunités et les contraintes rencontrées tout au long de la vie⁴³.

Compte tenu de l'impossibilité de mener un terrain ethnographique, ma démarche, essentiellement qualitative, pour retracer ces itinéraires sociaux, a consisté à récolter et analyser des récits de vie des femmes combattantes dans l'est du Congo, pour en saisir les transformations biographiques. Pour cela, j'ai retracé les parcours de vie de plusieurs femmes combattantes et ex-combattantes, en m'intéressant à leur itinéraire de vie : de leur socialisation avant de rejoindre la lutte armée, leur engagement et leur expérience concrète de celle-ci, à leur (dé)mobilisation. Je me suis plus attelé à saisir le « comment » et non le pourquoi, ces femmes ont eu recours aux armes, car il ne s'agissait pas pour moi de dresser la liste des motivations ou raisons de leurs recours aux armes, même si cela est apparu évidemment dans leurs récits de vie. Pourquoi le récit de vie ?

Tout d'abord, il faut dire que faire le récit, de vie qui plus est, des personnes subalternes, est en soi un exercice critique. Dans l'Antiquité, seuls les saints, avec l'hagiographie, et les personnes illustres (*confer* le livre *Vies Parallèles* de Plutarque) avaient le droit au récit de leurs vies. Donc regarder l'histoire, ou les faits historiques ou politiques, à travers le prisme des personnes dominées, c'est toujours une forme de décentrement. Même s'il est considéré comme obsolète aujourd'hui, le courant historiographique « histoire d'en bas » (*History from below*) avait construit sa pertinence scientifique en ce sens, à savoir raconter les événements historiques du point de vue des gens ordinaires plutôt que des élites. En littérature, des auteurs et auteures comme Annie Ernaux, ou Pierre Michon avec *Vies minuscules*, ont construit leur travail littéraire autour de cette question : comment faire accéder à la langue (donc au récit) les gens de basse extraction sociale ? Même si dans ce travail j'essaie plutôt d'aller au-delà des catégories, d'en saisir les imbrications, j'ai trouvé que cela avait du sens d'être dit, pour mettre en évidence le décentrement dans lequel je m'inscris.

Ensuite, les faits d'armes étant symboliquement associés à une excellence masculine, les récits de guerre au féminin sont excessivement rares. Donc procéder par le récit de vie sur une telle question me semble une

⁴¹ *Ibid.*, p. 1056.

⁴² Pierre DARDOT, « De la praxis aux pratiques », in Christian LAVAL, Luca PALTRINIERI et Ferhat TAYLAN, *Marx & Foucault : Lectures, usages, confrontations*, Paris, La Découverte, 2015, pp. 184-198.

⁴³ Pierrine ROBIN, « Le parcours de vie, un concept polysémique ? », in *Les Cahiers Dynamiques*, 2016, vol. 67 no. 1, p. 68.

manière critique de décentrer le regard, d'autant que la biographie permet d'avoir accès au quotidien et à la réalité sociale, avec comme pour enjeu le devenir des acteurs sociaux⁴⁴. Cela dit, plus que de la biographie *stricto sensu*, je procède plutôt par « biographèmes »⁴⁵. Pour recueillir ces biographèmes de vie de certaines femmes combattantes à l'est de la RDC, j'ai constitué une *proxy* de données de natures diverses, et croisé les informations pour formuler des pistes de réflexion. Croiser mais aussi comparer « pour singulariser, et singulariser pour universaliser »⁴⁶. Car je ne voulais pas traiter ce sujet en vase clos, en courant le risque de rétribuer à la fois le paradigme de l'exceptionnalité de la violence féminine, et le poncif d'une Afrique hors du Monde et du Temps.

De prime abord, être en contact avec la chercheuse Sylvie Imata⁴⁷ m'a permis de réaliser deux entretiens avec deux femmes ex-combattantes. La première femme ex-combattante⁴⁸ de 54 ans, a combattu dans le groupe du commandant Kameko du côté de Moba, qu'elle a rejoint à 26 ans et quitté en 2017. En dépit de quelques problèmes techniques⁴⁹, l'échange avec elle s'est déroulé dans un climat de confiance, le travail en amont de la chercheuse Sylvie Imata, qui lui a présenté le projet, ma personne et mes intentions, y ont été pour beaucoup⁵⁰. Ce qui fait qu'elle s'est plutôt épanchée sur son parcours de femme ex-combattante, même si elle est restée évasive sur certains épisodes de sa vie, avouant par exemple qu'elle ne pouvait pas tout dire de son expérience en brousse. J'ai dû retranscrire l'entretien en français, donc la traduire⁵¹. Avec la deuxième femme ex-combattante – elle a 46 ans, a combattu dans le groupe armé de Mai-Mai Kibukila Tetezi, qu'elle a rejoint après son départ des FARDC en 2008, et quitté en 2021 – nous n'avons pas pu hélas avoir un contact direct, à cause de la progression du M23. J'ai donc soumis un canevas d'entretien, par l'entremise de Sylvie Imata, auquel elle a répondu⁵². Ces entretiens constituent le socle de ma *proxy*, car j'y ai extrait les biographèmes de vie qui ont non seulement permis de retracer les itinéraires sociaux de ces femmes ex-combattantes, mais fourni aussi des informations à même de répondre à mes trois questions de recherche : les conditions du recours aux armes, la violence comme une ressource d'émancipation, et les transformations des rôles de genre. J'ai aussi réalisé deux entretiens de contextualisation, avec les chercheuses Sylvie Imata et Alice Mugoli, qui travaillent sur place. Ces entretiens m'ont permis d'étoffer le contexte de cette étude.

Ces entretiens approfondis ont été complétés par d'autres données biographiques. En premier lieu, le documentaire « Combattantes du Kivu, l'impossible destin » de Stéphanie Lamorre et Francesca Tosarelli⁵³. Le documentaire donne à voir plusieurs femmes combattantes et ex-combattantes qui parlent de leur vie. D'un côté, des femmes ex-combattantes en attente d'intégrer les forces armées régulières, dans le camp de transit de Bweremana, où s'exerçait un programme de réintégration sous l'égide des FARDC, avec une assistance de la Monusco, vers les années 2010. De l'autre, celles qui étaient encore sur le front, soit dans les milices, soit les FARDC. Ce qui offre une palette assez large de la situation, pour la borne chronologique qui m'intéresse : 1996 (année du début de la première guerre du Congo) – 2021 (année de la démobilisation de la deuxième femme ex-combattante)⁵⁴. En plus d'une retranscription verbale, je mobilise les séquences

⁴⁴ Frédérique GIRAUD, Aurélien RAYNAUD et Emilie SAUNIER, « Principes, enjeux et usages de la méthode biographique en sociologie », In *Interrogations ? Revue pluridisciplinaire de sciences humaines et sociales*, 2014, no. 17.

⁴⁵ Concept cher à Roland BARTHES, *Sade, Fourier, Loyola*, Paris, Média Diffusion, 1971, caractérisant un élément biographique mineur de l'ordre de l'anecdote, qui peut avoir sa propre autonomie en dehors d'un récit biographique cohérent et complet.

⁴⁶ Jean-François BAYART, « Comparer en France. Petit essai d'autobiographie disciplinaire », in *Politix*, 2008, vol. 83 no. 3, p. 205.

⁴⁷ Elle travaille au sein du Groupe d'Etudes sur les Conflits et la Sécurité Humaine à Bukavu (GEC-SH).

⁴⁸ Je dis femme ici parce qu'au moment où nous avons réalisé l'entretien, cette dernière se trouvait à un stade de sa vie où elle se définissait comme telle, ce qui n'avait pas toujours été le cas dans sa vie.

⁴⁹ L'entretien s'est déroulé sur *Teams*.

⁵⁰ Le fait que je sois Congolais, que je lui parle en lingala (langue qu'elle maîtrise), et que je l'appelle par « mama » au début de l'entretien (vu que la gérontocratie du tissu social et familial congolais dans lequel j'ai grandi, voudrait qu'on appelle des femmes d'un certain âge comme telle) n'y ont pas été, assurément, pour rien.

⁵¹ Bien que traduire, étant trahir, je me suis gardé de surenchérir sur ces propos, de les extrapoler, les interpréter outre mesure. J'ai essayé plutôt d'en saisir les non-dits, les silences, le sens implicite de certains mots.

⁵² Les procédures éthiques appropriées, telles que le consentement éclairé, la confidentialité et l'anonymat, ainsi que le principe « ne pas nuire », ont été respectées dans tous les aspects de l'étude. Bien que ce soit Sylvie Imata qui ait fait la traduction (l'entretien s'est fait en swahili), l'analyse des résultats m'incombe.

⁵³ Stéphanie LAMORRE et Francesca TOSARELLI, « Combattantes du Nord-Kivu : l'impossible destin », in *Arte*, 2014. https://youtu.be/s5t5vT6WxUI?si=mIlj_rjyR_z14VRE.

⁵⁴ Il va sans dire que je ne traite pas de la situation actuelle, même si elle résonne dans l'étude.

vidéo de ces récits de vie par QR Code. Ces récits de vie, extraits de ce documentaire, ont aussi fourni des informations qui m'ont permis de répondre à mes trois questions de recherche, surtout sur les conditions historiques qui expliquent le recours aux armes de ces femmes.

En second lieu, j'ai utilisé l'iconographie « Ms Kalashnikov » publiée par la photographe italienne Francesca Tosarelli⁵⁵. Ces images m'ont permis de documenter, les informations apportées pour répondre à mes deux dernières questions de recherche. Cette étude étant partie de l'intention de questionner l'invisibilisation des femmes combattantes, travailler sur du visuel m'a paru primordial. Non seulement cela m'a permis de continuer à m'inscrire dans une démarche de donner à voir, je considère aussi, comme le soutient Meyer⁵⁶, que dans la culture visuelle qui est la nôtre, il est impératif d'incorporer les images comme méthode de sciences sociales, en sortant du préjugé esthétique, pour les saisir dans leur dimension sociale et politique. L'histoire de la colonisation nous montre que l'image a été un médium de propagande, d'oppression, et paradoxalement d'archivage de la destruction, et de l'humiliation. Mais elle a été aussi un médium, voire un espace, de contestation pour les opprimés, le cas notamment du roi Béhanzin qui continuait de se photographier en exil comme le roi du Dahomey, pourtant déchu⁵⁷. Et vu que la domination fonctionne à l'invisibilisation⁵⁸, beaucoup d'opprimés continuent encore aujourd'hui de l'utiliser comme un moyen de se faire voir, de faire entendre leurs voix. Ce qui fait que les images ont un discours d'agenceité⁵⁹. C'est à la fois pour saisir le quotidien et ce discours d'agenceité que je t'utilise ces images, surtout qu'elles montrent comment ces femmes performant leur féminité militarisée (troisième question de recherche).

Comme cette incorporation comporte des enjeux éthiques et juridiques⁶⁰, celle-ci n'a pu se faire que dans une relation de dialogue : dialogue de sources, de données, de champ d'études, car j'emprunte un peu à tout, pour essayer de saisir l'événement guerrier comme un fait social total⁶¹. Ce dialogue est aussi un moyen, dans la lignée de l'éthique féministe qui suggère de porter attention aux relations de pouvoir intégrées dans la méthodologie de la recherche⁶², de décloisonner et décentrer l'objet guerre au cœur de mon étude, pour le mettre en phase avec son objectif heuristique, qui est celui de mettre en lumière, non seulement la violence des femmes, mais aussi sa dimension émancipatrice. Car le pouvoir de la violence n'est pas souvent reconnu aux femmes, encore moins à des fins politiques. Cela pose en soi, de nombreuses questions éthiques et le problème de la violence humaine. Evidemment, il ne s'agit pas ici d'idéaliser la violence, ni d'euphémiser la souffrance qu'elle implique, ni d'amplifier l'accès des femmes au pouvoir de la violence, ni de décider que toute femme s'émancipe par la violence, encore moins de prôner la violence comme seule voie d'émancipation. Ma démarche est purement analytique (analyser une violence et des pratiques de la violence qui sont déjà là) et réflexive (penser la violence, ou la manière dont les individus négocient avec la violence, au lieu de la cantonner à l'invisibilité voire à l'impensé, ce qui ne permet pas de la comprendre, encore moins de l'éradiquer).

Réflexive est aussi la proximité que j'ai moi-même avec cette violence à l'œuvre à l'est du Congo. Originaire du Congo Brazzaville, j'ai toujours nourri des « affinités électives » avec une tradition littéraire congolaise, je pense ici à Sony Labou Tansi ou Tchicaya U Tam 'si (compagnon de lutte de Lumumba), qui voyaient le fleuve Congo comme un trait d'union entre les deux Congo⁶³. « Affinités électives » aussi avec des écrivains cette fois-ci de la RDC même, je pense à Blaise Ndala avec son roman, *Sans capote ni kalashnikov*, *Généalogie*

⁵⁵ Francesca TOSARELLI, « Ms Kalashnikov », *op. cit.*

⁵⁶ Michael MEYER, « De l'objet à l'oubli : la photographie au service de l'observation en sciences sociales », in *Recherches qualitatives, Hors-Série*, 2017, no. 22, pp. 8-23.

⁵⁷ Estelle SOHIER, « Polyphonie d'une photographie coloniale. Portrait de Béhanzin, "Ancien roi du Dahomey" », in *Revue Alarmer*, 2022.

⁵⁸ Gayatri Chakravorty SPIVAK, « Can the subaltern speak? », in *Imperialism*, Abingdon, Routledge, 2023, pp. 171-219.

⁵⁹ Tiffany FAIREY et Liz ORTON « Photography as dialogue. Photography and Culture », in *Photography and Culture*, 2019, vol. 12 no. 3, pp. 299-305.

⁶⁰ Toutes les images utilisées dans ce mémoire sont désignées par une licence « [Creative Commons](https://creativecommons.org/licenses/by/4.0/) » qui permet une réutilisation sans consentement préalable de l'auteur-e, dans le respect de certaines conditions : utiliser les images sans modification et dans leur intégralité.

⁶¹ Adam BACZKO et Gilles DORRONSORO, « Pour une approche sociologique des guerres civiles », in *Revue française de science politique*, 2017/2, vol. 67, pp. 309-327.

⁶² Yasmin GUNARATNAM et Carrie HAMILTON, « Introduction: The Wherewithal of Feminist Methods », in *Feminist Review*, 2017, vol. 115, no.1, pp. 1-12.

⁶³ Une façon pour eux de se définir au-delà des frontières qu'ils considéraient tous les deux comme coloniales.

d'une banalité de Sinzo Aanza, *Congo Inc. Le testament de Bismarck* de Jean Bofane, ou *Tram 83* de Fiston Mwanza, dont les récits, en se posant comme un contrefeu à la maison qui brûle, montre comment le conflit à l'est de la RDC est sans doute l'un des événements contemporains où la violence physique et épistémique sont intimement liées⁶⁴.

Un lien qui, pris dans la tendance du « white savior complex », que ce soit sur la question du viol ou des ressources minières, réduit les événements tragiques du Congo à trois cas de figure : d'un côté il y aurait l'agresseur (souvent l'homme congolais, ou africain dans une certaine mesure) et de l'autre la victime (la femme congolaise), et au milieu, pour mettre l'agresseur hors état de nuire et sauver la victime, le sauveur (souvent un blanc ou souvent les organisations internationales, souvent venant de l'extérieur, etc.). Ce qui réduit au silence les espaces liminaux dans lesquels acteurs et actrices, locaux devrais-je préciser ici, négocient avec cette violence. Cette négociation permet notamment de sortir de la dichotomie des catégories et espaces qu'on croit souvent étanches : Civil/Combattant, Public/domestique, Agresseur/Victime, etc. Et je pense que travailler sur le recours aux armes de ces femmes, peut permettre de saisir ces espaces liminaux, vu que les femmes sont souvent cantonnées à des catégories et espaces figés dans les conflits.

De plus, le conflit à l'est du Congo, représente pour beaucoup de jeunes de ma génération (Z si jamais) sur les deux rives du fleuve Congo, un événement face auquel ils doivent se confronter dans leur rapport au monde. Un événement avec lequel ils peuvent se sentir si proches mais en même temps éloignés (l'est de la RDC se trouvant à des milliers de kilomètres des villes comme Kinshasa ou Brazzaville). Ce qui fait que beaucoup le vivent par le truchement des médias, en s'indignant sur les réseaux sociaux à chaque fois que des faits de massacres y sont rapportés, autour notamment des *hashtags* comme #JeSuisBeni #FreeCongo #JeSuisGoma etc. Une indignation générationnelle qui est louable, qui a façonné ma conscience politique sur ce conflit, mais qui a aussi, son lot d'instrumentalisations, de victimisations, et d'émotions. Sans nier cette part d'ambiguïté, je voulais me situer par rapport à elle, parce qu'elle est la raison principale qui a motivé le choix de ce sujet, et celle-ci m'a habité tout le long de son écriture. D'un côté, en nourrissant mon élan, pour aller au bout de mes idées. De l'autre, elle m'a aussi été un poids, car j'ai connu des moments où je me suis senti parfois écrasé par toute cette violence, la souffrance qu'elle implique, en me posant souvent la question : quel sens trouver à tout ceci ? D'autant que je me trouvais à des milliers de kilomètres du théâtre tragique de cette violence, recroquevillé derrière mon ordinateur, dans une situation plus ou moins confortable. Swati Parashar démontre que, tout en étant chercheur ou chercheuse, et peu importe le lieu où on se trouve, on peut faire partie de la « matrice de guerre » ; qui peut nous saisir d'une manière ou d'une autre, de par les représentations des corps de guerre et des voix engagées dans le récit⁶⁵. Donc être confronté à toutes ces images, à toute cette violence, même si ce n'était qu'à distance, n'a été, en aucun cas, une partie de plaisir. Ce qui m'a permis de ne pas rebrousser chemin, en plus de cet élan, c'est le désir profond en moi de problématiser cette violence, de répondre à cette question que Kant pose dans son ouvrage *Was ist Aufklärung*, et que je considère comme la question philosophique par excellence : que sommes-nous à ce moment précis de l'histoire ?

Sans avoir une quelconque prétention à l'élucidation, ce désir de problématiser les choses, a été d'une importance capitale pour moi, d'autant que les événements à l'est du Congo sont trop souvent présentés comme complexes, comme s'ils mettaient à rude épreuve les limites de l'intelligibilité humaine. Cette complexité, à mon sens, peut aussi être lue comme une façon de voir les événements du Congo comme ceux d'un « autre monde » pour reprendre une expression de Chinua Achebe⁶⁶. Cela montre comment, depuis Conrad et *Au cœur des ténèbres*, le Congo, en tant qu'espace, continue d'être relégué à un certain lointain ontologique. Si bien qu'on ne peut comprendre rationnellement les événements qui s'y passent, parce qu'ils sont de l'ordre de l'inhumain, tiennent de l'exotisme de la violence⁶⁷. Or, malgré leur tragique, il me semble

⁶⁴ Kevin DUNN, *Imagining Congo: The international relations of identity*, *op. cit.*; Charlotte MERTENS et Stéphanie PERAZZONE, « For the archive yet to come », *op. cit.*

⁶⁵ Swati PARASHAR, *Women and Militant Wars: The politics of injury*, *op. cit.*, p. 1.

⁶⁶ Chinua ACHEBE, « An Image of Africa: Racism in Conrad's Heart of Darkness », in *The Massachusetts Review*, 2016, vol. 57 no. 1, pp. 14-27.

⁶⁷ Boniface MONGO-MBOUSSA et Blaise NDALA, « Au cœur des ténèbres, une œuvre ambiguë, et discussion par Boniface Mongo-Mboussa », in *Continents manuscrits. Génétique des textes littéraires—Afrique, Caraïbe, diaspora*, 2018, no 11.

que les événements du Congo sont au cœur même des dynamiques de violence de notre monde néolibéral et postcolonial. Je mets ici l'accent sur la durabilité d'une certaine colonialité de la violence⁶⁸.

VI. Structure du mémoire

Pour répondre à mes trois questions de recherche, cette étude s'articule en trois parties. Dans la première (Chapitre I), je situe mon argument dans la littérature (A), autour de la question de l'émancipation par les armes (1), des débats que celle-ci engendre sur les femmes combattantes (2), en ancrant empiriquement le concept d'« émancipation dans l'assujettissement » (3). Ensuite, l'étude décrit le prolongement conflictuel à l'est du Congo (B), en abordant ses dynamiques de fragmentation militaire (1), et ses logiques d'entre-guerre (2). Une plongée contextuelle et historique qui me permettra d'explicitier les conditions historiques, sociales, et politiques ; faisant écho déjà à ma première question de recherche, dans lesquelles j'inscris l'engagement féminin dans le conflit à l'est du Congo (C), marqué par des disparités et des brassages (1) et surtout la stigmatisation (2).

Dans la deuxième partie (Chapitre II), l'étude répond à ma première question de recherche, en restituant les itinéraires sociaux de ces femmes combattantes dans le prolongement conflictuel à l'est du Congo : d'abord, en montrant comment ils sont marqués par les logiques de guerre (A), du fait des violences subies par ces femmes avant leur recours aux armes (1), violences qui expliquent les moteurs de ce recours aux armes (2), d'où je développe l'idée d'une « compénétration de violence » (3), qui met à nu des relations de pouvoir, permettant de saisir le recours aux armes de ces femmes comme une pratique d'émancipation. Puis, l'étude montre comment ces itinéraires sociaux révèlent des logiques d'entre-guerre (B), caractérisées par la pratique du métier des armes (1), des registres de justification (2), et une continuité de carrière (3). Enfin, l'étude montre comment cette pratique du métier des armes est caractérisée par une mobilité sociale (C), en la restituant dans la longue histoire de l'implémentation des programmes DDR (1), marquée par un cycle fait de mobilisation et de réintégration (2), et une militarisation qui continue même dans le retour à la vie civile (3). Cette section apporte aussi des éléments de réponse aux deux premières questions de recherche.

Dans la troisième et dernière partie (Chapitre III), l'étude s'appesantit sur la troisième question de recherche, en montrant comment les groupes armés offrent à ces femmes combattantes un espace social alternatif (A), où elles accèdent à un capital social (1) et un nouveau mode de vie (2). Un espace social qui est propice aux transformations des rôles de genre (B), que montrent leur accès à la citoyenneté militaire et la division sexuelle du travail (1) ; cependant, ces transformations recèlent des formes d'assujettissement, perceptibles par les codes de conduite et les pratiques réflexives (2), et l'économie sexuelle au sein des groupes armés (3).

⁶⁸ Stéphanie PERAZZONE, Charlotte MERTENS et David MWANBARI, « Fatal misconceptions: colonial durabilities, violence and epistemicide in Africa's Great Lakes Region », in *Critical African Studies*, 2022, vol. 14 no. 1, pp. 2–18.

Chapitre I

Revue de littérature, prolongement conflictuel et engagement féminin à l'est du Congo

A. Revue de littérature, clarifications et cadre conceptuels

1. De la violence d'émancipation

A rebours des travaux sur les guerres civiles ayant la désagrégation comme caractéristique analytique unificatrice⁶⁹, une partie de la littérature sur les guerres civiles s'est déjà emparée de la question de l'émancipation par les armes, de la violence qui débouche sur des transformations et des ordres émergents. Si la plupart d'entre elles, dans la lignée des travaux de Charles Tilly⁷⁰, étudiait la façon dont la guerre contribue à la formation de l'État, abordé comme une dynamique, un processus⁷¹, ou une négociation⁷², d'autres se sont plutôt focalisées sur une approche plus sociologique⁷³, sur la micropolitique⁷⁴. C'est le cas de Schlichte qui montre comment des formes subjectivation ont lieu même en temps de guerre civile, et font partie des processus de formation de l'État, notamment dans les interactions constantes que les groupes armés entretiennent avec leur environnement social plus large, pour atténuer les effets négatifs de la violence, en créant par exemple des organisations de façade pour les femmes, les paysans et les jeunes, par l'intermédiaire desquelles ils peuvent distribuer des avantages supplémentaires⁷⁵.

Cependant, il est vrai que la littérature scientifique traitant de l'implication des femmes au sein de groupes armés contestataires, plus encline à s'intéresser à la cause de celle-ci, a tardé à se demander si celle-ci suscitait une transformation des rôles sociaux et des rapports entre les sexes, ou si, au contraire, ceux-ci étaient maintenus, favorisant la reproduction et la perpétuation de l'ordre social⁷⁶. C'est seulement sur le tard que des études, de genre pour la plupart, ont soulevé la question de la dynamique des conflits en fonction du genre. Influencées par la pensée de Judith Butler qui envisage le genre non pas sur un mode binaire mais plutôt comme une identité variable que les acteurs peuvent changer et réinventer au cours de leur vie⁷⁷, ces études abordent ces dynamiques à partir de l'interprétation selon laquelle « le genre est, au fond, une relation de pouvoir structurelle »⁷⁸. Si ces études ont en commun la conception du genre comme une construction sociale et une relation de pouvoir, acception que du reste je partage dans cette étude, elles ont néanmoins bifurqué vers deux sentiers différents : d'un côté des analyses en termes d'*agency*, qui voient l'implication des

⁶⁹ Robert KAPLAN, « The Coming Anarchy. How scarcity, crime, overpopulation, tribalism, and disease are rapidly destroying the social fabric of our planet », in *The Atlantic Monthly*, 1994, vol. 273 no. 2, pp. 44-76; Mary KALDOR, *New and Old Wars: Organised Violence in a Global Era*, Cambridge, Polity Press, 1999; Paul STANILAND, « The evolution of civil wars research: From civil war to political violence », in *Civil Wars*, 2023, vol. 25, no 2-3, pp. 187-207.

⁷⁰ Charles TILLY, « War making and state making as organized crime », in *Collective violence, contentious politics, and social change*, New York/Londres, Routledge, 2017, pp. 121-139.

⁷¹ Jacobo GRAJALES et Romain LE COUR GRANDMAISON (dir.), *L'État malgré tout. Produire l'autorité dans la violence*, Paris, Karthala, 2019.

⁷² Tobias HAGMANN et Didier PECLARD, « Negotiating Statehood: Dynamics of Power and Domination in Africa », in *Development and Change*, 2010, vol. 41, n° 4, pp. 539-562.

⁷³ Adam BACZKO et Gilles DORRONSORO, « Pour une approche sociologique des guerres civiles », *op. cit.*

⁷⁴ Koen VLASSENROOT, « Negotiating and contesting public order in the eastern Democratic Republic of the Congo », in *Politique africaine*, 2008, vol. 111, no 3, pp. 44-68; Klaus SCHLICHTTE, *In the shadow of violence: The politics of armed groups*, Francfort-sur-le-Main, Campus Verlag, 2009; Stéphanie, PERAZZONE « Shouldn't You Be Teaching Me? State Mimicry in the Congo », in *International Political Sociology*, 2019, vol. 13 no. 2, pp. 161-180.

⁷⁵ Klaus SCHLICHTTE, *In the shadow of violence: The politics of armed groups*, *op. cit.*

⁷⁶ Maritza FELICES-LUNA, « Chapitre 7. Stigmatisation du quotidien des femmes engagées dans la lutte armée au Pérou et en Irlande du Nord : transformation et continuité des rapports sociaux », in Coline CARDI et Geneviève PRUVOST, *Penser la violence des femmes*, Paris, La Découverte, 2012, pp. 155-168.

⁷⁷ Judith BUTLER, *Trouble dans le genre. Le féminisme et la subversion de l'identité*, Paris, La Découverte, 2006.

⁷⁸ Carol COHN « Women and Wars: Toward a Conceptual Framework », in Carole COHN (Ed.), *Women and Wars: Contested Histories Uncertain Futures*, Cambridge, Polity Press, 2012, pp. 1-35.

femmes dans la guerre à travers la logique d'une émancipation qui consiste à soutenir un renversement de l'ordre sexuel, de l'autre, celles qui pensent, au contraire, la guerre comme un moment de réaffirmation approfondie de l'ordre patriarcal. Ainsi j'ai choisi de me plonger dans ce débat, dans l'espoir de trouver une voie heuristique qui ne reproduise ce chevauchement.

2. La question de l'émancipation par les armes des femmes combattantes : un ping-pong heuristique

Dans le premier courant, il convient tout d'abord de citer les études qui avant d'aborder frontalement la question de l'émancipation par les armes des femmes, soulèvent celle de la légitimité de leur recours aux armes. Felices-Luna montre, dans son étude sur les femmes engagées dans le Sentier lumineux au Pérou et l'IRA en Irlande du Nord, comment l'usage de la violence armée n'est pas construit par ces dernières comme un acte de déviance, mais bien comme un acte légitime, leur permettant d'exercer leur droit citoyen de changer un État inique⁷⁹. À cet égard, elles disposent même de l'appui de leur famille qui leur apporte un soutien politique, sans considération de sexe, au nom de l'idéal politique défendu⁸⁰. Cette légitimité de l'action violente des femmes, en plus de se fonder sur des griefs politiques, montre aussi des effets de nivellement des différences de sexe. C'est ce que démontre Carrie Hamilton, en mettant en évidence comment les modèles d'entrée des femmes dans l'ETA sont les mêmes que celles des hommes : engagement personnel et politique envers la communauté nationaliste basque radicale et la lutte pour l'obtention de l'indépendance du Pays basque par le recours à la violence⁸¹. Cette étude de Hamilton montre qu'il est nécessaire d'aller au-delà de la vision des femmes comme auteures « exceptionnelles » de la violence⁸², car leur action violente comme celle des hommes peut s'inscrire dans une trajectoire historique. De plus, des études ont établi un lien historique étroit entre l'accès des femmes à la violence armée et l'accès à la citoyenneté, autour de ce que Fanny Bugnon qualifie de « citoyenneté militaire » qui dépasse les catégories de sexe⁸³. Ainsi, comme le montrent Cardi et Pruvost, l'accès des femmes au pouvoir de la violence peut être interprété comme l'appropriation d'un pouvoir qui confère une citoyenneté à part entière, du point de vue de la stricte égalité des sexes⁸⁴.

Ensuite, il y a des études qui voient l'engagement armé des femmes comme une forme d'*empowerment*, qui en plus de leur permettre d'accéder au statut de sujet politique, aboutit à des mutations des catégories de genre. C'est le cas de l'ouvrage de Rita Manchanda, dans lequel elle prend ses distances avec les discours sur la victimisation des femmes, en mettant en lumière la façon dont les femmes, de par leur action dans les insurrections et les résolutions des conflits en Asie du Sud, sont devenues des émissaires du changement social et de la résolution des conflits⁸⁵. La perspective est donc d'explorer l'agence des femmes dans les conflits armés et l'impact de la participation à des groupes armés sur l'autonomisation des femmes au lendemain d'un conflit. À partir d'une étude de cas au Népal, Luna KC et Gemma Van Der Haar ont montré comment les femmes s'étaient engagées dans la lutte maoïste, parce qu'elles étaient attirées par l'idéologie maoïste sur l'émancipation des femmes⁸⁶. Saisies ici comme des actrices idéologiques, ces femmes combattantes dans la lutte maoïste ont éprouvé un sentiment d'*empowerment*, car elles ont accédé à des rôles non traditionnels, à une répartition égale du travail, du pouvoir et des positions, indépendamment de leur identité de genre, ou de leur caste⁸⁷. Leur sentiment d'*empowerment* tant sur le plan individuel que politique, n'a disparu qu'après la signature de l'accord de paix, car le programme de réintégration ne les a pas reconnus comme « agents du changement »⁸⁸ et n'a pas soutenu la transformation des rôles de genre.

⁷⁹ Maritza FELICES-LUNA, « L'implication des femmes au sein des groupes armés contestataires : la déviance au service d'une entreprise citoyenne », in *Champ pénal*, 2007, vol. IV.

⁸⁰ *Ibid.*

⁸¹ Carrie HAMILTON «The gender politics of political violence: Women armed activists in ETA», in *Feminist Review*, 2007, vol. 86 no. 1, pp. 132-148.

⁸² *Ibid.*

⁸³ Fanny, BUGNON, *La Violence politique au prisme du genre à travers la presse française (1970-1994)*, Thèse de doctorat d'histoire sous la direction de C. BARD, Angers, Université d'Angers, 2011.

⁸⁴ Coline CARDI et Geneviève PRUVOST, *Penser la violence des femmes*, *op. cit.*

⁸⁵ Rita MANCHANDA, *Women, War and Peace in South Asia. From Victimhood to Agency*, Delhi, Sage, 2001.

⁸⁶ Luna KC et Gemma VAN DER HAAR, « Living Maoist gender ideology: experiences of women ex combatants in Nepal », *op. cit.*

⁸⁷ *Ibid.*

⁸⁸ Cynthia ENLOE, *The Curious Feminist: Searching for Women in the New Age of Empire*, Berkely and Los Angeles, University of California Press, 2004.

Il en ressort, dans ce courant, un dualisme « pertes et profits ». Car, si les bouleversements sociétaux provoqués par le conflit ouvrent des espaces publics aux femmes, entraînant ainsi des changements structurels involontaires mais souhaitables pour l'autonomisation des femmes ; cependant, à la fin de la guerre, les femmes sont souvent contraintes de reprendre leurs rôles traditionnels, bien qu'elles ne les considèrent plus comme satisfaisants. Dès lors, il n'est pas surprenant que dans les récits de leur processus de démobilisation, les femmes combattantes fassent référence à « la paix comme une déception » et à une « réintégration dans la cuisine »⁸⁹. Ce qui peut déboucher sur un *statu quo*, car la nouveauté de leur rôle et les sensations qu'il procure peuvent donc inciter les femmes à se complaire dans la violence conflictuelle puisqu'en dehors de cette violence, soit elles retournent aux normes sociales qui préexistaient, soit elles sont stigmatisées pour avoir transgressé ces normes⁹⁰.

Toujours dans la même veine, des études ont mis en lumière la façon dont les rôles de genre sont créés, transformés, ou accompagnés d'un changement dans les relations de pouvoir dans un contexte de conflit armé⁹¹. Elles partent de l'hypothèse que les normes de masculinité et de féminité, qui sont souvent établies dans une certaine société, changent dans le cadre des groupes armés par le biais d'un processus de militarisation. Enloe aborde ce processus, en mettant avant la création d'une masculinité militarisée, dans laquelle les identités masculines deviennent hyper-masculines, et fonctionnent par contraste et pour sa validation, avec une féminité contrastée et marginalisée : les épouses militaires, et des prostituées militaires féminisées par exemple⁹². Pour elle, la réussite de toute militarisation repose sur le privilège de la masculinité⁹³. De façon concrète, cela signifie qu'un groupe militarisé donne construit l'idée d'un combattant idéal qui est fort, agressif, loyal, rationnel, hétérosexuel et essentiellement masculin⁹⁴. Cependant, Andrea Méndez dans son étude sur les femmes et la démobilisation en Colombie, affirme que la féminité peut également être militarisée⁹⁵. A travers son concept de « *militarized gender performativity* », elle montre en fait que les femmes combattantes dans les groupes armés ne deviennent pas « comme des hommes », mais qu'elles passent par un processus nuancé dans lequel leurs identités de genre traditionnelles sont juxtaposées aux exigences militaristes de leur organisation⁹⁶. Ce qui les amène à remplir les rôles traditionnellement réservés aux hommes, tandis que certaines de leurs valeurs féminines sont militarisées de manière à bénéficier au groupe armé⁹⁷.

L'intérêt est double ici, non seulement les organisations insurgées s'approprient les constructions de genre pour façonner un ordre interne utile à la réalisation de leurs objectifs politiques, elles sont aussi présentées comme des espaces où les différences marquées entre les sexes se diluent, propices à faire émerger des identités alternatives. C'est le sens de l'étude de Ortega et Maria sur les arrangements en matière de genre dans les projets insurgés au Salvador, en Colombie et au Pérou⁹⁸. Elles montrent comment ces arrangements, basés sur la classe et surtout sur une forte identité de camarade, ont débouché sur l'introduction d'une féminité insurgée de « la camarade féminine » qui, en rupture avec les concepts établis de féminité, a offert aux femmes guérilleros des possibilités d'actions renforcées et des espaces où elles pouvaient se constituer en sujets politiques à part entière⁹⁹. Même si elles rappellent que ces arrangements entre les sexes chez les

⁸⁹ Elise Fredrikke BARTH, « Peace as disappointment: The reintegration of female soldiers in post-conflict societies: A comparative perspective from Africa », in *PRIO Report*, 2002, no. 3; Wenche Ire HAUGE, *The demobilization and political participation of female fighters in Guatemala*, Oslo, Oslo Peace Research Institute 2007.

⁹⁰ Achille SOMMO PENDE, « « J'aime la guerre ! ». Itinéraires des femmes combattantes en rdc », in *Sextant, Revue de recherche interdisciplinaire sur le genre et la sexualité*, 2017, no. 34, pp. 45-53.

⁹¹ Maria Eriksson BAAZ et Maria STERN, « Fearless Fighters and Submissive Wives: Negotiating Identity among Women Soldiers in the Congo (DRC) », *op. cit.*; Carol COHN « Women and Wars: Toward a Conceptual Framework », *op. cit.*; Andrea MENDEZ, « Militarized Gender Performativity: Women and Demobilization in Colombia's FARC and AUC », *op. cit.*

⁹² Cynthia ENLOE, *The Curious Feminist: Searching for Women in the New Age of Empire*, *op. cit.*

⁹³ *Ibid.*

⁹⁴ Britt WERELDS, *Female combatants' identities and a gendered analysis of Disarmament, Demobilisation and Reintegration processes in eastern Congo*, *op. cit.*

⁹⁵ Andrea MENDEZ, « Militarized Gender Performativity: Women and Demobilization in Colombia's FARC and AUC », *op. cit.*

⁹⁶ *Ibid.*

⁹⁷ *Ibid.*

⁹⁸ Dietrich ORTEGA et Luis MARIA, « The Female Comrade": Militant Women and Spaces of " Agency" in Guerrilla Insurgencies in Latin America », in *Colombia Internacional*, 2014, no. 80, pp. 83-133.

⁹⁹ *Ibid.*

insurgés ne devraient pas être mesurés par une version idéalisée de l'égalité entre les sexes¹⁰⁰, la dynamique ici est bel et bien celle d'un nivellement des relations entre féminités et masculinités insurgées. Pour résumer, l'hypothèse dans cette vague est celle d'une violence féminine qui démontre une forme de mutation des rôles de genre et de l'ordre social, entraînant sinon une égalité progressive des sexes, du moins une indifférenciation égalitaire, quoique circonscrit au temps et à l'espace du conflit.

C'est là le point de discordance majeure avec l'autre versant de ce courant. Laura Sjöberg et Caron Gentry voient ces transformations comme une nouvelle forme de subordination de genre, qui donne l'illusion d'une émancipation des femmes tout en maintenant des structures discursives et matérielles de la hiérarchie des sexes¹⁰¹. Laetitia Bucaille, en prenant le cas des femmes militantes dans des organisations terroristes, soutient même que rares sont les signes qui indiquent que les droits féminins progressent dans les sociétés où les femmes perpétuent des actes terroristes ou qu'une égalité de genre existe à l'intérieur de l'organisation responsable de cette violence¹⁰². C'est la perspective soutenue par Cindy Ness dans son étude sur les femmes kamikazes en Irak. Elle y montre comment ces femmes ont été recrutées parmi les proches de militants masculins, que leur participation n'a rien changé à la structure de l'organisation, exclusivement masculine, et qu'elles n'ont guère été promues à des postes de commandement, même dans les organisations laïques, comme le PKK ou le LTTE¹⁰³. De plus, elle soutient que l'acte brutal de ces femmes combattantes ne s'inscrit pas dans une logique d'émancipation, car les organisations terroristes lui confèrent plutôt, un sens compatible avec les valeurs traditionnelles en vigueur : la combattante chaste, pure, qui défend l'honneur du groupe et se sacrifie pour sa communauté¹⁰⁴.

Ainsi, pour Laetitia Bucaille, il est important de ne pas entretenir l'idée selon laquelle le rôle des femmes dans la lutte armée représente une tendance progressiste dans les relations entre les sexes, car malgré leur recours à la violence, les femmes ne semblent pas moins liées aux codes traditionnels¹⁰⁵. Comme le montre Camille Boutron au sujet du Pérou, la fin du conflit et la répression de l'État ont pour but de domestiquer à nouveau des femmes qui ont transgressé non seulement l'ordre social et politique mais aussi les normes conventionnelles de genre¹⁰⁶. Dans ce courant, il n'y a donc pas de *statu quo* qui vaille. Jules Faquet le montre avec le cas du Salvador, si la participation massive des femmes à la guérilla a modifié les rapports sociaux de sexe et leur a permis de s'imposer dans l'espace public, néanmoins ces conquêtes demeurent fragiles et constamment menacées par les logiques patriarcales¹⁰⁷. Leur participation ne conduit donc pas nécessairement à des transformations durables des rôles sociaux de sexes. À cet égard, les recherches de Djamilia Amrane sur les révolutionnaires algériennes est exemplaire, car elle montre très bien comment, malgré leur participation décidée et décisive à la lutte contre la puissance coloniale, les femmes ont été « oublié-e-s » une fois atteints les objectifs de libération nationale, exclues même des positions politiques de pouvoir et, plus largement, de l'espace public dans l'Algérie indépendante¹⁰⁸. Le Code de la famille promulgué en 1984 les a même confinées à un statut de mineures à vie¹⁰⁹.

De plus, pour Laetitia Bucaille, il ne faut pas non plus se fier totalement aux idéologies ou discours en lien à l'attitude des femmes, car l'engagement féminin dans la violence contient souvent une part d'ambivalence¹¹⁰. Elle soutient que, si la complexité des motivations de l'acteur demeure parfois impénétrable pour le chercheur, les enquêtes permettent de révéler le statut des combattantes au sein des

¹⁰⁰ *Ibid.*

¹⁰¹ Laura SJOBERG et Caron GENTRY, *Mothers, Monsters, Whores: Women's Violence in Global Politics*, *op. cit.*

¹⁰² Laetitia BUCAILLE, « Femmes à la guerre. Égalité, sexe et violence », in *Critique internationale*, 2013/3, no. 60, pp. 9-19.

¹⁰³ Cindy NESS, « Introduction », in Cindy NESS (ed.), *Female Terrorism and Militancy: Agency, Utility, and Organization*, Londres, Routledge, 2008, p. 4.

¹⁰⁴ *Ibid.*

¹⁰⁵ Laetitia BUCAILLE, « Femmes à la guerre. Égalité, sexe et violence », *op. cit.*

¹⁰⁶ Camille BOUTRON, « La question du genre en situation de conflits armés : l'expérience des femmes combattantes au Pérou (1980-2000) », in *Critique internationale*, 2013/3, no. 60, pp. 37-52.

¹⁰⁷ Jules FALQUET « Entre rupture et reproduction : femmes salvadoriennes dans la guerre révolutionnaire (1981-1992) », in *Nouvelles Questions féministes*, 1996, vol. 17 no. 2, pp. 5-38.

¹⁰⁸ Djamilia AMRANE, *Les femmes dans la guerre d'Algérie*, Paris, Plon, 1991.

¹⁰⁹ *Ibid.*

¹¹⁰ Laetitia BUCAILLE, « Femmes à la guerre. Égalité, sexe et violence », *op. cit.*

organisations et parfois de dévoiler la domination masculine masquée derrière un discours égalitariste¹¹¹. C'est notamment ce qu'a montré Olivier Grojean dans son étude sur la guérilla kurde de Turquie, certes, beaucoup de femmes vivent la guérilla avec un réel bonheur et leurs témoignages font parfois état d'une véritable émancipation par la guérilla, la libération des femmes inscrit sous l'angle plus général de la domination au sein du PKK, ne lui apparaît que comme la version féminine de la déssexualisation et de la soumission des militants¹¹². En plus de la thèse de la réaffirmation des normes traditionnelles de genre soutenue dans cette vague, Bucaille postule pour une impossible banalisation des femmes combattantes, en retenant trois arguments pour cela : l'idée ancrée dans les représentations sociales d'une incompatibilité fondamentale entre féminité et violence ; la vulnérabilité des femmes au combat (ce sont souvent les hommes qui décident de la présence des femmes au front et certains s'opposent à leur intrusion dans le monde combattant, car jugées trop faibles, émotives, etc.), l'obstacle du sexe (lorsque les femmes endossent le rôle de combattantes, leur présence dans les rangs produit une situation de mixité qui débouche sur la nécessité d'une régulation de l'économie sexuelle)¹¹³.

Le débat est sans fin, fait d'allers-retours perpétuels, entre d'un côté des études qui voient l'implication armée des femmes dans une dynamique politique d'*empowerment* et de nivellement des rapports de genre, et de l'autre, celles qui la voient aux prises aux structures traditionnelles de sexe qu'elles n'arrivent pas à renverser. A bien y regarder, ce qui se joue dans ce débat, au-delà de l'implication des femmes à la violence, se trouve être le sens même que chaque courant accorde à la notion d'émancipation. Il faut dire que le concept, depuis son essence philosophique pensée par Kant dans son *Was ist Aufklärung*, présente des ambiguïtés. Un flou conceptuel qui a toujours été nourri par la difficulté à clarifier son assise empirique, et à penser l'articulation de l'individuel et du social¹¹⁴.

L'ambiguïté que je voudrais soulever ici est celle qui tient de la récupération néolibérale du concept d'émancipation, dont le paradigme *empowerment* est sans doute la vulgate, qui l'associe à l'épanouissement, à l'évolution, voire à la réalisation ou à la prise en charge de soi. En effet, malgré la polysémie du terme *empowerment*, c'est une dimension néolibérale qui a pris le dessus lorsqu'on parle de sa portée émancipatrice :

« L'empowerment implique le développement d'une capacité d'action individuelle reposant sur une capacité à faire des choix rationnels, utiles, effectifs ou intentionnels. Le projet néolibéral d'autonomisation ou d'auto-prise en charge vise à produire un individu entrepreneur et consommateur, sujet efficace et responsable, agissant selon une rationalité présumée universelle du calcul coût/bénéfice et capable de profiter des opportunités du marché »¹¹⁵.

L'émancipation ou l'*empowerment* marquerait donc un passage, ou une rupture, le devenir indépendant d'une personne qui cesserait de se voir assujettie à une domination, qui accéderait à un exercice libre de la volonté, ou encore qui trouverait enfin en elle-même le pouvoir de décider du sens de ses actes¹¹⁶.

Cette dimension rationnelle et néolibérale est fortement présente dans les études de la première vague qui considère l'implication des femmes dans la lutte armée comme une forme d'*empowerment*. Car, elles partent du principe que, quand cette implication ne révèle pas des modalités de recrutement forcé, les femmes combattantes sont forcément des entrepreneures de leur action violente. Ce qui passe sous silence, le poids des structures et des modalités d'assujettissement, parfois fortement imbriqués à leur engagement présenté comme libre. Cela ne veut pas dire que les femmes qui prennent les armes ne sont jamais totalement libres de leur action, ce qui équivaldrait à leur nier toute forme de rationalité, rétribuant en cela le poncif de l'hystérie féminine, caractéristique des mouvements anti-genre. Mais il s'agit d'accorder plus d'attention aux processus sociaux, historiques, politiques, inhérents à cette implication, et de ne pas se fier qu'aux intentions,

¹¹¹ *Ibid.*

¹¹² Olivier GROJEAN, « Théorie et construction des rapports de genre dans la guérilla kurde de Turquie », in *Critique internationale*, 2013/3, n° 60, pp. 21-35.

¹¹³ Laetitia BUCAILLE, « Femmes à la guerre. Égalité, sexe et violence », *op. cit.*

¹¹⁴ Federico TARRAGONI « L'émancipation dans la pensée sociologique : un point aveugle ? », in *Revue du MAUSS*, 2016/2, n° 48, pp. 117-134.

¹¹⁵ Marie-Hélène BACQUE et Carole BIEWENER « L'empowerment, un nouveau vocabulaire pour parler de participation ? », in *Idées économiques et sociales*, 2013/3, n° 173, p. 30.

¹¹⁶ Emmanuel BRASSAT, « Les incertitudes de l'émancipation », in *Le Télémaque*, 2013, vol. 43 n° 1, pp. 45-58.

ou aux discours. Car ce n'est pas parce qu'une femme n'a pas été recrutée de force dans un groupe armé, que son engagement est forcément libre et rationnel.

En outre, une autre difficulté inhérente au sens d'émancipation est propre aux études qui voient l'implication des femmes dans la lutte armée toujours aux prises aux structures traditionnelles de sexe qu'elles n'arrivent pas à renverser. A mon sens, ces études accordent une dimension trop globalisante à la notion d'émancipation, liée sans doute à son évolution historique. Or, comme le note F. Tarragoni, si l'émancipation dans sa « réinvention constataire » et son acception pronominale – ce qui constitue un écart par rapport à son essence grecque, où l'acte d'émanciper était une opération transitive qui relevait non pas du dominé mais du dominant – est associé à une dimension collective et universaliste, à l'amélioration des conditions d'existence de l'humanité, il y aurait un contresens selon lui à l'assimiler à un projet global de société émancipée¹¹⁷. Il convient donc de la décharger de cette visée globalisante et de ce substrat néolibéral qu'elle contient aujourd'hui, pour la penser comme un processus, une action ou modalité sociale et politique, que les individus, hommes et femmes, pratiquent au quotidien, en relation avec des collectifs politiques¹¹⁸. C'est l'acception que je retiens dans cette étude.

A la jonction entre ces deux débats, des études ont aussi porté un regard critique sur le concept d'*agency*. Celles-ci s'inscrivent dans la lignée d'une littérature sociologique qui remet en cause les théories dominantes et très volontaristes de la mobilisation violente envisagée à travers le prisme des « motivations » ou de l'*agency* »¹¹⁹. Et de ce fait, elles critiquent la tendance intentionnaliste qui est particulièrement prononcée dans la nouvelle littérature féministe sur la participation des femmes aux conflits armés. Une tendance qui a le mérite, comme je l'ai moi-même fait au début de cette étude, de désessentialiser l'image pacifique de la femme, de remettre en cause leur victimisation systématique pendant les guerres, d'interroger l'invisibilisation des femmes combattantes, mais qui est en proie, en sens inverse, à une fétichisation de leur volonté¹²⁰. Ces études proposent de sortir de l'opposition entre victime et agent, ainsi qu'entre structure et *agency*. C'est ce que fait Laurent Gayer dans son étude sur les femmes mobilisées dans le mouvement armé sikh du Punjab (Inde)¹²¹. Son étude de ces carrières militantes vient relativiser la portée explicative des motivations et des croyances individuelles, pour souligner la surdétermination des questions de genre et des procédures d'assujettissement dans ces parcours de radicalisation. En effet, plutôt que par le déploiement de leur « *agency* », il montre que c'est paradoxalement par leur soumission au *leadership* masculin et aux valeurs patriarcales du mouvement que ces femmes semblent avoir trouvé un sentiment d'*empowerment*, aussi relatif et fragile soit-il¹²². Ainsi la prise des armes des femmes est alors resituée dans un processus de radicalisation pouvant conduire à une forme d'émancipation ambivalente et précaire.

3. « L'émancipation dans l'assujettissement » : un ancrage empirique

La perspective du travail de Gayer vient montrer que la notion d'« émancipation dans l'assujettissement » que j'ai introduite plus haut, peut bel et bien avoir un ancrage empirique. De ce fait, saisir cette intrication entre assujettissement et émancipation me semble être le seul moyen de ne pas tomber dans le carcan du chevauchement heuristique que j'ai abordé plus haut, car, comme le montre Marielle Debos¹²³, même dans les mouvements qui se féminisent on est loin de l'égalité des sexes, si on prend compte la « division sexuelle du travail révolutionnaire »¹²⁴.

De plus, cette double contradiction entre émancipation et assujettissement n'est pas spécifique aux femmes combattantes. Fariba Adelkhah la démontre aussi, concernant l'évolution du statut de la femme en Iran¹²⁵.

¹¹⁷ Federico TARRAGONI, *Émancipation*, Paris, Anamosa, 2021.

¹¹⁸ Federico TARRAGONI « L'émancipation dans la pensée sociologique : un point aveugle ? », *op. cit.*

¹¹⁹ Laurent, GAYER, « Liberation and containment: The Ambivalent Empowerment of Sikh Female fighters », in *Pôle Sud*, 2012, vol.36, no. 1, pp. 49-65.

¹²⁰ *Ibid.*

¹²¹ *Ibid.*

¹²² *Ibid.*

¹²³ Marielle DEBOS, « Conflits armés », in Catherine ACHIN et Laure BERENI, *Dictionnaire. Genre et science politique. Concepts, objets, problèmes*, Paris, Presses de Sciences Po, « Références », 2013, pp. 103-114.

¹²⁴ Jules FALQUET, « Division sexuelle du travail révolutionnaire : réflexions à partir de l'expérience salvadorienne (1970-1994) », in *Cahiers des Amériques latines*, 2002, no. 40, pp. 109-128.

¹²⁵ Fariba ADELKHAH, *La révolution sous le voile : Femmes islamiques d'Iran*, Paris, Karthala, 1991.

Une double contradiction dont la question du voile fournit une sorte de condensé, car sous la République islamique, c'est par le truchement de leur revoilement, même contraint, qu'elles ont pu accéder à un rôle croissant dans la vie de la Cité¹²⁶. Le voile permet ici de saisir cette concaténation d'actions qui, selon Foucault¹²⁷, caractérise une relation de pouvoir. En effet, il révèle une action du pouvoir, voire une procédure matérielle d'assujettissement : un mode d'assujettissement étant lui-même une action, une façon dont l'individu établit son rapport à cette règle et se reconnaît comme lié à l'obligation de la mettre en œuvre¹²⁸. Il révèle donc aussi une pratique matérielle de soi, qui a ceci de paradoxal, qu'il induit un assujettissement qui a permis non seulement à ces femmes d'accéder à une plus grande autonomie dans la société, mais aussi à des nouvelles subjectivités. Car, comme le montre Fariba Adelkhah, les femmes ont vécu et perçu la Révolution, non seulement comme un mouvement de contestation de l'ordre impérial, mais aussi et surtout comme un outil d'élaboration d'un autre ordre social et, notamment, d'une nouvelle identité féminine¹²⁹.

Cette relation d'ambivalence entre émancipation et assujettissement, on pourrait considérer aussi qu'elle fait sens avec ce que Homi Bhabha met en lumière, concernant la situation coloniale, avec le concept de *Mimicry* (mimétisme) en tant que problématique de la sujétion coloniale¹³⁰. En effet, Homi Bhabha montre que le mimétisme, loin de se réduire à l'imitation des attitudes, valeurs et coutumes sociales du colonisateur par le colonisé, crée une ambivalence dans la relation entre le colonisateur et le colonisé, qui peut prendre la forme d'une résistance, à même de perturber le discours colonial, voire d'une émancipation, car ce mimétisme crée une forme d'hybridité, qui permet aux colonisés d'accéder à une nouvelle identité, une nouvelle conscience de soi¹³¹. Cette ambivalence trouve en l'« évolué », l'un de ses avatars. Bien que l'« évolué » évoluait dans une structure coloniale, où il devait imiter voire performer les codes et les valeurs coloniaux, celui-ci pouvait tirer profit de sa position, tout en étant dans une forme d'assujettissement¹³². Le même constat peut être fait avec la SAPE (société des ambianceurs et des personnes élégantes), qui fut en même temps une imitation des valeurs coloniales et un retournement des symboles de l'ordre colonial, certains sapeurs d'aujourd'hui se revendiquent même de Matsoua, réactivant ainsi une longue mémoire faite de gestes, de pratiques vestimentaires et de récits anticoloniaux¹³³.

Plus près de nous (dans le temps), question d'aller au-delà de la situation coloniale sur ce mimétisme émancipateur, Perazzone, dans un travail qui tord le cou aux visions conventionnelles qui voient l'État au Congo comme une piteuse copie, malade, infectée de toutes parts, du modèle étatique occidental (hérité de la colonisation), montre que ce « mimétisme de l'État » à l'œuvre au Congo aboutit en réalité – via l'« effet État » – à une « hyperréalité » locale de l'État congolais dans laquelle « copie » et « modèle » entretiennent une relation ambivalente mais constitutive d'un réel étatique¹³⁴. Ce mimétisme émancipateur est aussi à l'œuvre dans la gouvernance rebelle, comme le montre Popineau dans son étude sur les Forces Nouvelles de Côte d'Ivoire qui, tout en s'inscrivant dans une position de rupture, mimait l'État, afin de légitimer leur ordre politique naissant¹³⁵. On voit donc comment cette notion d'« émancipation dans l'assujettissement » balise un chemin où la guerre est aussi bien un moment de subjectivation (tributaire des mécanismes d'assujettissement), que d'émergence d'un nouvel ordre social voire politique (elle aussi pas dépourvue des formes d'assujettissement). Qu'en est-il du conflit à l'est du Congo ?

¹²⁶ *Ibid.*

¹²⁷ Michel FOUCAULT, *Dits et écrits II: 1976–1988*, *op. cit.*

¹²⁸ Jean-François BAYART, « Fait missionnaire et politique du ventre : une lecture foucauldienne », *op. cit.*

¹²⁹ Fariba ADELKHAH, *La révolution sous le voile : Femmes islamiques d'Iran*, *op. cit.*

¹³⁰ Homi BHABHA, « Of mimicry and man: The ambivalence of colonial discourse », in *Literary theory and criticism : recent writings from South Asia*, New Delhi, Routledge India, 2021, pp. 171-181.

¹³¹ *Ibid.*

¹³² Jean-Claude WILLAME, *Patrimonialism and political change in the Congo*, Redwood, Stanford University Press, 1972.

¹³³ Manuel CHARPY, « Les aventuriers de la mode », in *Hommes & migrations*, 2015/2, no. 1310, pp. 25-33.

¹³⁴ Stéphanie PERAZZONE « Shouldn't You Be Teaching Me? » State Mimicry in the Congo », *op. cit.*

¹³⁵ Camille POPINEAU « Mimer l'État : la (re)production de l'autorité légitime chez les Forces Nouvelles de Côte d'Ivoire (2002-2011) », in Jacopo Lopez GRAJALES et Romain LE COUR GRANDMAISON (Ed.), *L'État malgré tout. Produire l'autorité dans la violence*, Paris, Karthala, 2019, pp. 245-270.

B. Prolongement conflictuel à l'est du Congo

1. Mobilisation et fragmentation militaire dans l'est du Congo

Comme je le montrais en préambule de cette étude, l'est de la RDC est plongé dans un conflit qui dure depuis plusieurs années. Malgré les interventions internationales – une mission de maintien de la paix implémentée en 2010 dans la région avec la Mission de l'Organisation des Nations unies pour la stabilisation en République Démocratique du Congo (MONUSCO) ; des nombreux processus de paix, les derniers en date étant ceux de Nairobi et de Luanda qui patinent – la violence, marquée par une dynamique de fragmentation, n'a cessé de croître dans la région, notamment dans les provinces du Sud et Nord-Kivu (voir la carte I), où se trouvent les villes de Goma et Bukavu, aujourd'hui aux mains du M23. Ces provinces se trouvent au cœur du conflit qui sévit dans l'est de la RDC depuis 1996.

Comme déjà évoqué dans l'introduction, après le génocide des Tutsis au Rwanda en 1994, l'exode massif des Hutus, parmi lesquels des miliciens Interahamwe¹³⁶, a contribué à la formation des groupes armés à l'est du Congo, tels que les Forces démocratiques pour la libération du Rwanda (FDLR), encore actif aujourd'hui, mais aussi l'Alliance des forces démocratiques pour la libération du Congo (AFDL). En effet, cette arrivée massive des Hutus, déclencha la rébellion des Banyamulenge (Tutsis) installés depuis longtemps dans les moyens et hauts plateaux des territoires d'Uvira et de Fizi. Cette rébellion aboutit à la création de l'AFDL, dirigée par Laurent Désiré Kabila, et soutenue par le nouveau régime Rwandais, qui s'empara du pouvoir politique à Kinshasa, le 17 mai 1998.

Néanmoins, c'est l'année 1996 – correspondant au début de la Première Guerre du Congo – qui constitua un tournant en termes d'accroissement dans la mobilisation armée dans cette région¹³⁷. Les *leaderships* locaux mobilisèrent les jeunes au sein de groupes armés, très souvent sous la bannière « Mai-Mai », pour tenter d'arrêter, ce qui était perçu alors comme une force d'occupation étrangère, la progression de l'AFDL. Bien que dans la plupart des cas, ces groupes n'aient pas été en mesure, malgré leur discours nationalistes, de transcender les agendas locaux et de développer une capacité militaire sérieuse, ils ont de plus en plus essayé d'imposer leur propre régime dans les zones sous leur contrôle¹³⁸.

Une deuxième vague de mobilisation eut lieu en août 1998, après le lancement par le Rassemblement congolais pour la démocratie (RCD) – un groupe rebelle congolais actif de 1998 à 2006 dans l'est du Congo, soutenu par le Rwanda et l'Ouganda – de sa campagne militaire contre le Président Laurent-Désiré Kabila. Ce qui marqua le début de la Deuxième Guerre du Congo. Les groupes armés locaux se multiplièrent dans tout l'est de la RDC pour résister au RCD, que les jeunes locales rejoignirent en masse, en partie à cause de l'influence étrangère manifeste du *leadership* militaire du RCD, mais également des massacres perpétrés par le RCD dans la région¹³⁹. Certains de ces groupes ont commencé à développer des liens avec les dirigeants politiques, les élites du monde des affaires et d'autres hommes importants, les connectant aux réseaux locaux de profit et de contrôle¹⁴⁰. Dans le même temps, leurs capacités accrues à générer des ressources et à imposer leur loi et à inciter ou contraindre à la conformité par l'établissement des administrations de brousse les ont progressivement détachés et reconfigurés de leurs milieux sociaux d'origine¹⁴¹. Les groupes armés ont ainsi commencé à avoir un impact majeur sur l'ordre politique et social local à l'est du Congo. Si bien que, malgré la signature de l'Accord global et inclusif de décembre 2002 à Pretoria, entre le Rwanda et la République démocratique du Congo (RDC), dans le but de mettre un terme aux Guerres du Congo, la prolifération des groupes armés n'a pas cessé dans la région.

¹³⁶ Mais aussi toute l'armée rwandaise du gouvernement Hutu, ayant fomenté le génocide des Tutsis - en particulier grâce à l'apport de l'Opération Turquoise.

¹³⁷ Koen VLASSENROOT, « Sud-Kivu : identité, territoire et pouvoir dans l'est du Congo », in *Rift Valley Institute (RVI)*, 2013.

¹³⁸ Koen VLASSENROOT, Emery MUDINGA et Josaphat MUSAMBA, « Navigating social spaces: armed mobilization and circular return in Eastern DR Congo », in *Journal of Refugee Studies*, 2020, vol. 33, no. 4, pp. 832-852.

¹³⁹ Koen VLASSENROOT, « Sud-Kivu : identité, territoire et pouvoir dans l'est du Congo », *op. cit.*

¹⁴⁰ Jason STEARNS, Maria Eriksson BAAZ et Judith VERWEIJEN, « The national army and armed groups in the eastern Congo: Untangling the Gordian knot of insecurity », in *Rift Valley Institute*, 2013.

¹⁴¹ Koen VLASSENROOT, Emery MUDINGA et Josaphat MUSAMBA, « Navigating social spaces: armed mobilization and circular return in Eastern DR Congo », *op. cit.*

Plus de 20 ans après ce processus de paix, le paysage militaire de l'est du Congo reste très fragmenté et instable, avec la création constante de nouveaux groupes armés, la désintégration d'autres groupes et l'union de forces ou la fragmentation d'autres groupes en différentes factions¹⁴². Les schémas de mobilisation ont ainsi évolué au fil du temps. Les mouvements rebelles à grande échelle soutenus par l'étranger et les coalitions de groupes d'autodéfense nationalistes ruraux soutenues par Kinshasa, qui ont caractérisé les guerres du Congo (1996-2003), ont aujourd'hui été remplacés par plus de 100 groupes armés (voir carte II), en grande partie locaux et de petite envergure¹⁴³. Un nombre qui est sans doute plus élevé aujourd'hui, tant cette tendance à la fragmentation est encore évidente, comme le montre la récente résurgence du M23.

¹⁴² *Ibid.* ; Jason STEARNS et Christoph VOGEL, « Cartographie des groupes armés dans l'est du Congo », in *Une publication par le Centre du Coopération Internationale*, 2015, pp. 23-48.

¹⁴³ Koen VLASSENROOT, Emery MUDINGA et Josaphat, MUSAMBA, « Navigating social spaces: armed mobilization and circular return in Eastern DR Congo », *op. cit.*

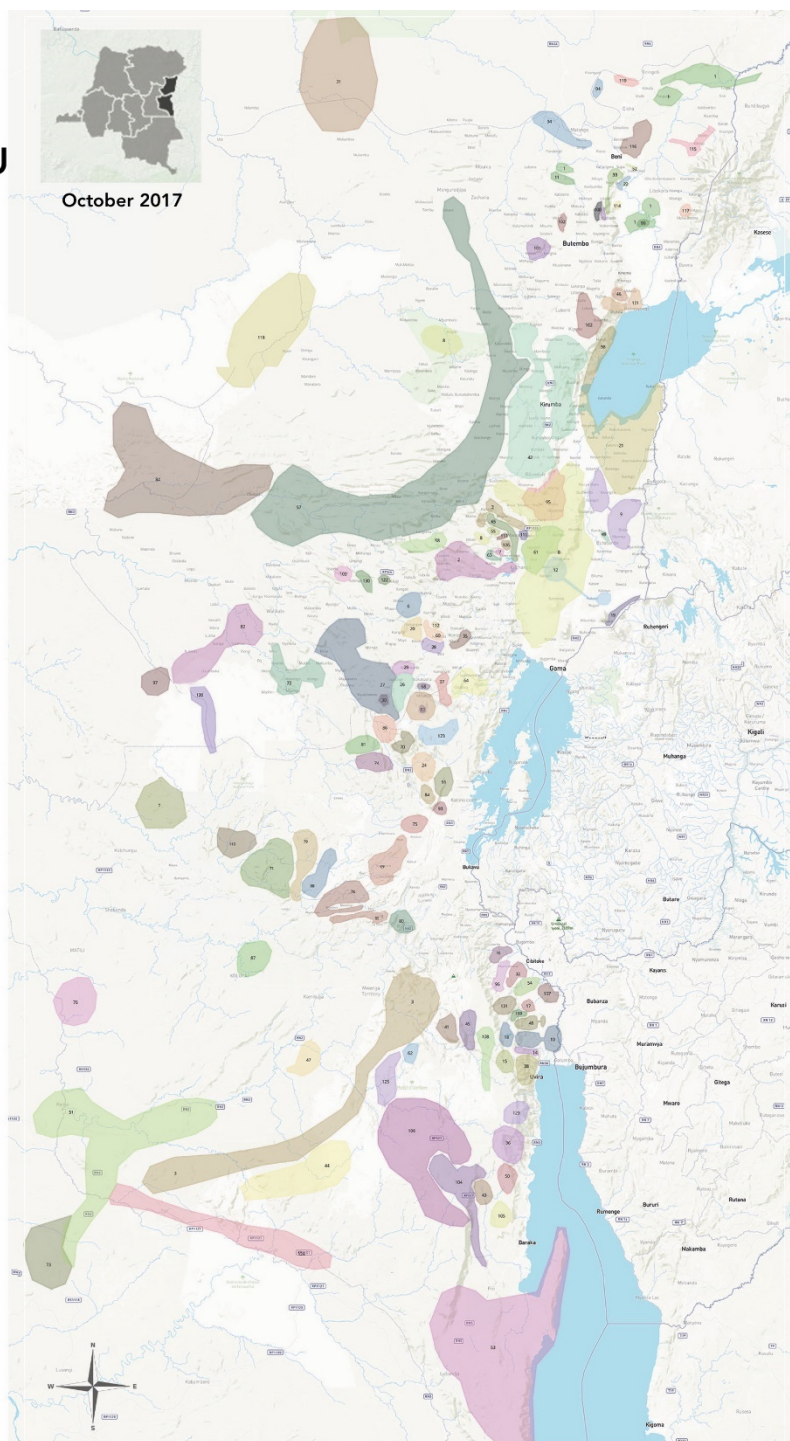
MAP OF NON-STATE ARMED ACTORS IN NORTH & SOUTH KIVU

(DEMOCRATIC REPUBLIC OF THE CONGO)



www.kivusecurity.org
www.sulu.org

- | | |
|-----------------------------------|---------------------------------|
| 1- ADF | 70 - RM Butachibera |
| 2 - APCLS | 71 - RM Donat/Ngandu |
| 3 - CNRD | 72 - Raia Mutomboki Elenge |
| 6 - FDC-Guides | 73 - Mai-Mai Kiwis Kalume |
| 7 - Busumba group | 74 - RM Hamakombo |
| 8 - FDLR-FOCA | 75 - RM Imani Bitaa |
| 9 - FDLR-RUD | 76 - RM Kimba |
| 10 - FNL - Nzabampema | 77 - RM Kazimoto |
| 11 - Mai-Mai Kombi | 78 - Raia Mutomboki Lukoba |
| 12 - Nyatura FDP | 79 - Raia Mutomboki Mabala |
| 14 - LD Zone | 80 - RM Maheshe |
| 15 - LD Kashumba | 81 - RM Mungoro |
| 16 - LD Mahinduzi | 82 - Raia Mutomboki Mirage |
| 17 - Mai-Mai Mbulu | 83 - RM Musole |
| 18 - Mai-Mai Délégues | 84 - Raia Mutomboki Safari |
| 19 - ex-M23 | 85 - RM Ndarumanga |
| 20 - Guides-MAC | 86 - RM Shukururu |
| 21 - Mai-Mai Charles | 87 - RM Kikwama |
| 22 - Corps du Christ | 88 - RM Wemba |
| 23 - FRPI | 90 - UPCP-Lafontaine |
| 24 - RM Kabanzi | 91 - RM Shabani |
| 26 - Mai-Mai Kifuafua | 93 - RM Bipompa |
| Baeni-Limenzi | 94 - Mai-Mai Kyandenga |
| 27 - Mai-Mai Kifuafua Delphin | 95 - Nyatura Love |
| 28 - Nyatura Kigingi | 96 - Mai-Mai Mazimano |
| 29 - Mai-Mai Kifuafua Maachano | 97 - Raia Mutomboki Kisekelwa |
| 30 - Mai-Mai Kifuafua Shallo | 98 - Mai-Mai Jackson |
| 31 - Mai-Mai Simba (Manu) | 99 - Mai-Mai Dario |
| 32 - Mai-Mai Mwenyemali | 100 - Mai-Mai Léopards-Muthundo |
| 33 - Mai-Mai Nzirunga | 101 - MRC-L |
| 34 - Mai-Mai Forces Divines Simba | 102 - UPLC |
| 35 - Nyatura Mahanga | 103 - Raia Mutomboki Shebitembe |
| 36 - Mai-Mai Reunion (FPC) | 104 - Mai-Mai Ebu Ela |
| 37 - Nyatura Bizagwira | 105 - RED-Tabara |
| 38 - Mai-Mai Makanaki | 106 - Ngumino |
| 39 - Mai-Mai Kirikicho | 107 - Mai-Mai Bigaya |
| 41 - Mai-Mai Mahoro | 108 - FOREBU/FPB |
| 42 - Mazembe | 109 - FNL Nibizi |
| 43 - Biloze Bishambuke | 110 - RM Kabazimia |
| 44 - Mai-Mai Mulumba | 111 - Nyatura Gatuza |
| 45 - Mai-Mai Mushombe | 112 - Nyatura JED |
| 46 - Mai-Mai Nguru | 113 - Nyatura Jean-Marie |
| 47 - Mai-Mai Nyakiliba | 114 - Mai-Mai Kithikyolo |
| 48 - Mai-Mai Nyerere | 115 - Mai-Mai Sibenda |
| 49 - Mai-Mai PRM/PAREM | 116 - Milice Pakombe |
| 50 - Mai-Mai Echilo | 117 - Mai-Mai Lwanga |
| 51 - Mai-Mai Malaika-She Assani | 118 - Mai-Mai Simba-Luc |
| 52 - Mai-Mai Vivuya | 119 - Milice M'vuba |
| 53 - Mai-Mai Yakutumba | 120 - Raia Mutomboki Mamba |
| 54 - Mai-Mai Karakara | 121 - Mai-Mai Muhima |
| 55 - Nyatura-APRDC | 122 - RM Machite |
| 57 - NDC-R | 123 - Raia Mutomboki Manyilisa |
| 58 - NDC Sheka | 124 - Mai-Mai Aigle |
| 60 - Nyatura Delta | 125 - Twiganeho |
| 61 - Nyatura Domi | 126 - Nyatura Nzayi |
| 62 - Mai-Mai Mupekenya | 129 - Mai-Mai René |
| 63 - Nyatura Kavumbi | 130 - Raia Mutomboki Shemakingi |
| 64 - Nyatura Kalume | 131 - Local Defense Ngengwe |
| 65 - Nyatura Kasongo | 132 - CNPSC |
| 68 - RM Akilo | |
| 69 - Raia Mutomboki Blaise | |



Carte II. Cartographie de la dynamique de mobilisation et de fragmentation militaire à l'est du Congo, situation observable 2017¹⁴⁴

Les motivations et les pratiques de la mobilisation armée ont aussi considérablement évolué au fil du temps. Alors qu'au début des années 1990, la mobilisation armée dans les zones rurales était principalement un effort guidé par les autorités coutumières essayant de garantir la protection de la communauté et des terres communales contre leurs voisins pendant les guerres du Congo, les idéologies nationalistes se sont ajoutées

¹⁴⁴ THE SULULU WORKING PAPER, « Map of non-state armed actors in North and Sud-Kivu », in *The Sululu Working Paper*, 2017. <https://sulu.org/congo/mapping/>.

à ces motivations, aujourd'hui le recrutement armé est déterminé par une interaction complexe de motivations, de sentiments et d'intérêts¹⁴⁵.

Si ce cycle constant de violence, fait de mobilisation, de démobilisation et de remobilisation, a souvent été présenté, à juste titre, comme la résultante de l'échec de la réforme du secteur de la sécurité et des efforts de démobilisation¹⁴⁶, j'ai choisi de considérer la violence qu'il implique, dans son ancrage social, en partant de ce que M. Debos appelle « *l'entre-guerre* »¹⁴⁷. Une notion qui sert à : « rendre compte des expériences de sociétés qui ont connu une succession de conflits, et dont l'économie et le mode de gouvernement laissent une place centrale aux hommes en armes »¹⁴⁸.

Cela est particulièrement visible dans le cas du Congo. En effet, l'histoire politique au Congo a vu s'imposer dans le champ politique des individus issus de trajectoires guerrières : Laurent Désiré Kabila, Joseph Kabila son fils, voire Jean Pierre Mbemba, pour ne citer que ceux-là. De plus, les gouvernements congolais ont souvent utilisé l'armée sur une base clientéliste pour coopter des éléments issus d'anciennes rébellions, pour récompenser des officiers loyalistes en leur offrant des postes juteux dans l'est du pays¹⁴⁹. Une situation qui confirme la position dominante des élites politico-militaires dans le paysage militaire de l'est du Congo¹⁵⁰.

Pour montrer comment cette réalité est ancrée dans l'imaginaire politique congolais, le roman *Congo Inc.* de Jean Bofane nous offre, avec le personnage de Kiro Bizimungu, un exemple fort intéressant sur la place qu'occupe la violence, ou les armes, dans l'est du Congo ou au Congo dans son ensemble, comme une modalité parmi d'autres d'intervention dans le champ politique. Ce Kiro Bizimungu est un « seigneur de guerre mis entre parenthèses »¹⁵¹, car après les accords de Windhoek, il est nommé directeur de l'Office de préservation du parc national de la Salonga. Une fonction qui ne le satisfait pas, le plongeant dans le regret et la nostalgie de sa carrière de rebelle dans l'est du pays :

« Kiro Bizimungu se rendait compte tous les jours qu'un parc naturel ne lui rapporterait jamais quoique ce soit. Lui et son groupe armé se battaient pour le pouvoir. Depuis son arrivée à Kinshasa, il avait réalisé que le véritable pouvoir, c'était la richesse, obtenue grâce à un pragmatisme sans faille et à une puissance de feu qu'il fallait maintenir (...) Kiro – devenu commandant Kobra Zulu – et ses hommes, sous des dénominations qui pouvaient changer à tout moment, avaient semé la terreur et la désolation de l'Ituri au Maniema pendant des années (...) Kiro Bizimungu regrettait amèrement ce temps »¹⁵².

De quoi cette bizarre nostalgie, quand on la replace empiriquement dans un contexte comme celui de l'est du Congo marqué par une succession de conflits et des processus de paix ayant plus ou moins accouchés d'une souris, est-elle le nom ? dit-elle cet horizon d'attente de la prochaine guerre, ou en tout cas dans son éclatement armé, que Marielle Debos identifie comme l'espace-temps de l'entre-guerre ?

2. *L'entre-guerre à l'est du Congo : une histoire de la provenance*

Comme le souligne Marielle Debos dans son étude sur le métier des armes au Tchad, pour saisir l'entre-guerre, ou l'ordinaire de la violence, ou ces espaces où la violence appartient désormais à la sociabilité politique, il faut se dépendre de deux idées reçues¹⁵³. La première est celle qui consiste à penser que la paix et la non-violence seraient la condition ou la situation sociale par défaut. La seconde est celle qui consiste à considérer l'acte violent comme extraordinaire. Il faut plutôt, pour elle, prêter attention aux (dis)continuités entre la guerre et la paix sans postuler une rupture radicale¹⁵⁴. Sans retrancher une once de pertinence à cette

¹⁴⁵ Koen VLASSENROOT, Emery MUDINGA et Josaphat MUSAMBA, « Navigating social spaces: armed mobilization and circular return in Eastern DR Congo », *op. cit.*

¹⁴⁶ Jason STEARNS et Christoph VOGEL « Cartographie des groupes armés dans l'est du Congo », *op. cit.*

¹⁴⁷ Marielle DEBOS, *Le métier des armes au Tchad. Le gouvernement de l'entre-guerres*, Paris, Karthala, 2013.

¹⁴⁸ *Ibid.*, p. 25.

¹⁴⁹ Jason STEARNS, Maria Eriksson BAAZ et Judith VERWEIJEN, « The national army and armed groups in the eastern Congo: Untangling the Gordian knot of insecurity », *op. cit.*

¹⁵⁰ Koen VLASSENROOT, Emery MUDINGA, et Josaphat MUSAMBA, « Navigating social spaces: armed mobilization and circular return in Eastern DR Congo », *op. cit.*

¹⁵¹ Inkoli Jean BOFANE, *Congo Inc.: le testament de Bismarck*, Paris, Actes Sud, 2014, p. 82.

¹⁵² *Ibid.*, pp. 78-79.

¹⁵³ Marielle DEBOS, *Le métier des armes au Tchad. Le gouvernement de l'entre-guerres*, *op. cit.*

¹⁵⁴ *Ibid.*

perspective, je dois néanmoins avouer que dans le cas du conflit à l'est du Congo cela peut très vite se révéler un exercice délicat, au regard du coût humain élevé que le conflit a causé depuis ses débuts, de la volatilité du conflit (comme le montre la récente escalade du M23-AFC, on peut très vite basculer de la guerre à l'entre-guerre, ou vice versa), de la couverture médiatique des massacres qui y sont perpétrés, qui donnent l'impression que l'est du Congo est plongé dans une barbarie perpétuelle. Il est donc important, en interrogeant ces frontières incertaines de la guerre et la paix à l'est du Congo, d'adopter une perspective historique, de la provenance et non des origines, au sens où le concevait Foucault : « La provenance permet aussi de retrouver sous l'aspect unique d'un caractère, ou d'un concept, la prolifération des événements à travers lesquels (grâce auxquels, contre lesquels) ils se sont formés »¹⁵⁵.

Pour commencer à saisir cette provenance, il convient de rappeler que les régions de l'est du Congo ont une longue histoire de résistance armée¹⁵⁶. Celle-ci remonte aux premières années de la période postindépendance, au cours desquelles des tensions (ethniques) dégénérèrent en une violence ouverte¹⁵⁷. Un mouvement d'insurrection révolutionnaire dans l'est du Congo mené par Pierre Mulele donna aux Bembe locaux et à d'autres leaders des territoires de Fizi et d'Uvira l'idée de mobiliser des jeunes gens insatisfaits et de lancer leur propre rébellion armée. Ces troubles des années 1960 ont entraîné un durcissement des frontières ethniques et sont devenus un point de référence clé pour la future mobilisation politique¹⁵⁸, notamment celle des deux guerres du Congo et celle qui perdure encore aujourd'hui, et que l'on qualifie de « sans fin ».

Néanmoins, pour saisir cette provenance, ou sinon l'historicité de ce prolongement conflictuel dans l'est du Congo, il ne suffit pas de s'arrêter à la récurrence des conflits sur le long terme. Si des travaux ont insisté sur cette trajectoire de la violence en soulignant une série de facteurs qui favorisent la diffusion de la violence et la banalisation de son usage à l'est du Congo : conflits locaux irrésolus, échec de l'intégration militaire, luttes de pouvoir nouvelles et persistantes et succès limité des campagnes de démobilisation, luttes autour du foncier¹⁵⁹, etc.; ils n'expliquent pas à eux-seuls la prépondérance du métier des armes comme un moyen de s'imposer dans le champ politique au Congo. Comme le souligne Marielle Debos avec le Tchad¹⁶⁰, ce processus est ici aussi lié à l'économie de la région de l'est du Congo caractérisée par l'accumulation prédatrice et à la trajectoire historique violente de l'Etat au Congo, déjà marquée par une violence colonial, voire précolonial.

En effet, la dynamique récente de mobilisation armée dans l'est du Congo trouve son origine dans le processus de démocratisation annoncé par le président zaïrois Mobutu en 1990¹⁶¹. Ce processus a provoqué une concurrence intense entre l'élite dirigeante et les forces d'opposition émergentes¹⁶². Dans l'est du Congo (Zaïre à l'époque), cette concurrence s'est centrée sur la citoyenneté et l'accès à la terre et sur la mobilisation politique des antagonismes ethniques existants, ce qui a finalement déclenché la création d'un certain nombre de groupes d'autodéfense communautaires tels que les Batiri (Masisi), le Katuku (Walikale-Kalehe) et la Ngilima (Beni-Lubero)¹⁶³. Tout en reliant les dirigeants et les programmes coutumiers aux nouveaux réseaux politiques locaux, ces groupes nourrissaient également une profonde méfiance à l'égard de l'ordre politique de Mobutu¹⁶⁴. Ils étaient le symptôme d'un système et d'un ordre politiques en voie d'effondrement, expliquant la fragmentation politique croissante, l'aggravation de la crise économique et l'effondrement des services sociaux, notamment l'éducation¹⁶⁵. Confrontés à une marginalisation croissante, au manque d'opportunités et soutenus par leurs communautés, ces groupes armés présentaient une alternative attrayante pour un nombre croissant de jeunes ruraux, lesquels voyaient dans l'appartenance à

¹⁵⁵ Michel FOUCAULT, « Nietzsche, la généalogie, l'histoire », in *Hommage à Jean Hyppolite*, Paris, P.U.F., coll. «Épiméthée», 1971, p. 152.

¹⁵⁶ Koen VLASSENROOT, « Sud-Kivu : identité, territoire et pouvoir dans l'est du Congo », *op. cit.*

¹⁵⁷ *Ibid.*

¹⁵⁸ *Ibid.*

¹⁵⁹ *Ibid.*

¹⁶⁰ Marielle DEBOS, *Le métier des armes au Tchad. Le gouvernement de l'entre-guerres*, *op. cit.*

¹⁶¹ Koen VLASSENROOT, Emery MUDINGA et Josaphat MUSAMBA, « Navigating social spaces: armed mobilization and circular return in Eastern DR Congo », *op. cit.*

¹⁶² *Ibid.*

¹⁶³ *Ibid.*

¹⁶⁴ *Ibid.*

¹⁶⁵ *Ibid.*

un groupe armé une opportunité prestigieuse et un moyen de favoriser leur mobilité sociale¹⁶⁶. Cela explique, pourquoi les jeunes de la région ont rejoint des groupes armés ruraux, des mouvements rebelles ou des forces de défense locales, pendant et après les guerres du Congo (1996-1997 et 1998-2003), ou l'émergence des groupes d'autodéfense comme les Wazalendo aujourd'hui.

Dans le cadre de cette démocratisation de la politique militarisée¹⁶⁷, les élites locales ont commencé à s'appuyer sur des structures armées pour renforcer leur base de pouvoir et pour accéder ou se repositionner sur la scène politique nationale. C'est dans le sillage de cette longue histoire conflictuelle, mais surtout de cette démocratisation de la politique militarisée, que la violence ou l'usage des armes dans l'est du Congo, en plus d'appartenir aux formes ordinaires de régulation économique ainsi qu'aux fonctionnements routiniers de la politique, est devenu un mode ordinaire de contestation et un mode de vie, un métier que l'on peut exercer alternativement ou simultanément dans les forces régulières, les mouvements rebelles et les groupes d'autodéfense.

De plus, il convient de souligner que ce n'est parce que l'est de la RDC est plongé dans une guerre que l'on peut qualifier de sans fin, que toute la région est toujours à feu et à sang. Il existe souvent une disparité conflictuelle entre les zones. Certaines étant plus chaudes que d'autres. Vogel et Stearns dans une cartographie datant de 2015, ont identifié les principaux points chauds du conflit : la frontière entre Walikale et Masisi, la plaine de la Ruzizi, et les zones marquées par les offensives des FARDC (Ruwenzori et de Beni)¹⁶⁸. Sans vouloir tableur sur une similitude entre cette situation de 2015, et celle d'aujourd'hui marquée par l'avancée du M23, cette cartographie montre comment dans la situation conflictuelle de l'est du Congo, il existe des zones où les combats sont plus fréquents et d'autres où elles le sont le moins, ou pas du tout, où les gens vaquent librement à leur occupation, tout en étant sur le qui-vive, aux aguets, préparés au fait que tout peut basculer d'un moment à l'autre. Ce que me confirmait la chercheuse Sylvie Imata :

« Le Kivu a toujours été le foyer du conflit et cela n'avait cessé d'impacter la sécurité dans les villes. A Goma par exemple, la sécurité n'a jamais été au rendez-vous. Les assassinats y étaient fréquents ; la circulation des armes également. Par contre à Bukavu, depuis une dizaine d'années, la ville était relativement calme. Bien que quelques cas de vols et de violences nocturnes étaient signalés dans certains quartiers, il était possible de circuler dans la ville de Bukavu jusqu'aux heures tardives dans beaucoup d'endroits »¹⁶⁹.

Et même dans les points les plus chauds, le quotidien n'est pas moins marqué par la guerre (les combats) que par la vie en guerre, tel que l'affirmait dans le documentaire de Lamorré et Tosarelli, une jeune femme combattante, du nom de Salomé, dans un des groupes faisant partie des Maï-Maï Shetani :

« Je suis venue ici parce que nous avons beaucoup souffert dans nos villages. La milice rwandaise venait piller nos biens et violer nos femmes. J'ai alors décidé de prendre les armes. Depuis que nous sommes dans la milice ; nous sommes braves. Mais il y a de moins en moins de combats »¹⁷⁰.



QR code récit de vie

¹⁶⁶ *Ibid.*

¹⁶⁷ *Ibid.*

¹⁶⁸ Jason K. STEARNS et Christoph VOGEL, « Cartographie des groupes armés dans l'est du Congo », *op. cit.*

¹⁶⁹ Entretien avec la chercheuse Sylvie Imata, Bukavu (*WhatsApp*), 21 avril 2025.

¹⁷⁰ Récit de vie femme combattante Salomé, in Stéphanie LAMORRE et Franchesca TOSARELLI, « Combattantes du Nord-Kivu : l'impossible destin », *op. cit.*

Et une vie en guerre peut devenir pour certains individus et groupes un « projet social » comme un autre¹⁷¹. Le processus de démocratisation de la politique militarisée, avec la mobilisation des jeunes, en est un exemple probant.

En outre, il ne faut pas oublier que les trente années de conflits qui se sont succédé à l'est de la RDC, ont été jalonnées par des nombreux processus de paix ou de négociation d'un cessez-le-feu, plus ou moins respecté. Depuis l'accord de paix de Lusaka de 1999, on ne dénombre pas moins d'une vingtaine d'accords de paix signés¹⁷². Cela montre non seulement combien la négociation est un mode historiquement privilégié par l'Etat congolais de résolution des conflits¹⁷³, mais aussi un levier de formation de l'État au Congo. Cela est particulièrement vrai pour l'Accord global et inclusif sur la transition de Pretoria de 2002, qui avait abouti à une refonte même de la structure de l'État, avec le gouvernement 1+4. La violence à l'est du Congo appartient donc aux cadres routiniers et modernes de la politique, et participe même à la négociation de l'Etat, comme l'abordent Péclard et Hagmann¹⁷⁴. Cela dit, ces processus de « paix sur le papier » ne sont jamais transformés en paix durable sur le terrain contribuant même à la prolifération des groupes armés selon certains travaux¹⁷⁵. Cette absence de paix est plusieurs fois revenue dans les récits de vie auxquels j'ai eu accès dans le documentaire de Lamorre et Tosarelli :

« Mon cœur m'a poussé à rejoindre ceux qui se battent pour le pays, ceux qui luttent pour libérer le pays, la paix doit revenir au pays je ne l'ai jamais connue (...) je viens du groupe Mai-Mai shetani, c'est là où je travaillais, j'ai 22 ans, on était plusieurs combattantes, certaines sont mortes »¹⁷⁶.



QR code récit de vie

Une paix pour elles mais aussi pour leurs familles :

« Quand je retournerai chez moi, j'espère que j'aurais des photos pour ma famille qui leur montreront que j'ai combattu pour eux. Je suis contente parce que nous avons toujours combattu les FDLR et récemment nous avons fait fuir les M23. Si la paix revient je serai contente car ma famille vivra en paix »¹⁷⁷.

¹⁷¹ Marielle DEBOS, *Le métier des armes au Tchad. Le gouvernement de l'entre-guerres*, *op. cit.*

¹⁷² Nzereka MUGHENDI, « Négocier la paix en position de faiblesse : analyse structurale des accords de paix négociés par la RDC entre 1997 et 2014 », in *Parcours et Initiatives : Revue interdisciplinaire du Graben (PIRIG)*, 2020, no. 20, pp. 13-37.

¹⁷³ *Ibid.*

¹⁷⁴ Tobias HAGMANN et Didier PECLARD, « Negotiating Statehood: Dynamics of Power and Domination in Africa », *op. cit.*

¹⁷⁵ Alice Wairimu NDERITU, *'Peace on paper?': assessing the impact of peace agreements on armed conflict: the case of the democratic republic of Congo (DRC)-1999-to 2012*, Doctoral dissertation, Nairobi, University of Nairobi, 2013.

¹⁷⁶ Récit de vie femme ex-combattante Gentile, in Stéphanie LAMORRE et Franchesca TOSARELLI, « Combattantes du Nord-Kivu : l'impossible destin », *op. cit.*

¹⁷⁷ Récit de vie femme combattante Salomé, in Stéphanie LAMORRE et Franchesca TOSARELLI, « Combattantes du Nord-Kivu : l'impossible destin », *op. cit.*



QR code récit de vie

Ainsi, pour elles, la paix n'est pas le simple arrêt des combats entre les groupes armés et l'armée régulière, elle suppose un horizon (utopique ?) qu'elles n'ont jamais connu et ne connaîtront peut-être jamais. C'est pour cette raison que dans cette étude, je parle de prolongement conflictuel à l'est du Congo, en faisant référence à une chronotopie de la violence – du chronotope de Bakhtine, pour mettre en exergue la relation d'étreinte entre le temps et l'espace (pas seulement géographique, mais l'espace dans comment les gens le vivent à fleur de peau, exemple : la question foncière à l'est du Congo) – qui est marquée soit par la guerre soit par l'entre-guerre, mais pas par la paix. Comme le soutient Marielle Debos, l'entre-guerre ne désigne pas seulement le laps de temps qui sépare deux guerres dont on pourrait donner les dates de début et de fin, ou un horizon d'attente de la prochaine guerre, mais aussi une sociabilité politique qui a fait la part belle à la violence et aux métiers des armes¹⁷⁸. Si cette spécialisation pour le métier ou le maniement des armes dans l'est du Congo a été exclusivement masculine, ou documenté comme telle¹⁷⁹. Qu'en-est-il de l'irruption (je parle d'irruption car comme je l'ai montré au début de mon étude, les femmes sont traditionnellement exclues de l'espace de la guerre) des femmes combattantes dans cet espace de guerre, et d'entre-guerre ? Peut-on considérer que leur recours aux armes s'inscrit aussi dans cette trajectoire historique ? ou pour le dire en d'autres termes, comment l'ordinaire de la violence favorise-t-il leurs recours aux armes, qui est souvent présenté comme exceptionnel ?

C. L'engagement féminin dans le conflit à l'est du Congo

1. Une situation marquée par des disparités et des brassages : la femme combattante, une catégorie plastique

Le cas du conflit à l'est du Congo montre que les femmes sont présentes et actives dans la lutte armée, aussi bien dans les forces armées régulières au Congo que dans les groupes armés¹⁸⁰. Au sein des FARDC, il existe une structure du nom de Personnel militaire féminin (PMF) qui regroupe les unités combattantes féminines. Si elles sont le plus souvent au chevet des blessés durant les opérations militaires, elles interviennent également dans les domaines logistiques, administratifs, et accueillent certains corps de métiers tels que chauffeur ou tailleur¹⁸¹. Selon les chiffres donnés par Sheria Nfundiko, depuis leurs premiers recrutements en 1996, le PMF comptaient en 2015 : 4 000 femmes, soit 9 % de l'effectif total des FARDC¹⁸². C'est cette structure que la plupart des femmes ex-combattantes, dans le documentaire de Lamorré et Tosarelli, espéraient intégrer dans l'optique de leur réintégration dans les FARDC, comme le donne à voir cette séquence vidéo :

¹⁷⁸ Marielle DEBOS, *Le métier des armes au Tchad. Le gouvernement de l'entre-guerres*, *op. cit.*

¹⁷⁹ Koen VLASSENROOT, Emery MUDINGA et Josaphat MUSAMBA, « Navigating social spaces: armed mobilization and circular return in Eastern DR Congo », *op. cit.*

¹⁸⁰ Justin Sheria NFUNDIKO, « Femmes du Sud-Kivu, victimes et actrices en situation de conflit et postconflit », in *Hérodote*, 2015/3, no. 158, pp. 182-199.

¹⁸¹ *Ibid.*

¹⁸² *Ibid.*



QR code. Séquence vidéo de l'intégration des PMF ¹⁸³

D'autres femmes combattantes, cette fois dans les FARDC, qui apparaissent dans le documentaire de Lamorré et Tosarelli, font partie d'un commando spécial, l'unité de réaction rapide (URR) :



QR code. Séquence vidéo Femmes combattantes URR ¹⁸⁴

Cette présence des femmes combattantes dans ce commando spécial, montre que leur incorporation dans les FARDC n'est pas limitée à des rôles subalternes ou des entités moins martiales, comme la structure PMF pourrait donner à le penser.

Concernant la présence des femmes combattantes dans les groupes armés, on est très vite confronté à la rareté des chiffres. Les seuls auxquels j'ai pu accéder sont ceux de L'Enquête internationale sur les hommes et l'égalité des genres (IMAGES) ¹⁸⁵, menée en 2012, qui a interviewé un total de 708 hommes et 745 femmes âgés de 18 à 59 ans à Goma, au Nord-Kivu. Selon leur chiffres, globalement, 10 % des femmes et 33 % des hommes ont déclaré avoir été dans des groupes armés, soit en tant que partisans ou en tant que combattants. Il s'agissait à la fois de participants volontaires et ceux qui ont été forcés de s'engager ¹⁸⁶. Ce sondage est l'un des rares qui a été produit sur la participation des femmes dans les groupes armés. Actuellement, il y a un manque de données sur la participation des femmes combattantes dans les groupes armés dans ce conflit. Ce qui contraste avec la réalité sur le terrain ¹⁸⁷ – documentée par ailleurs par un documentaire ¹⁸⁸ et une iconographie ¹⁸⁹ – mais aussi avec la profusion des travaux et données sur les hommes combattants à l'est

¹⁸³ Stéphanie LAMORRE et Franchesca TOSARELLI, « Combattantes du Nord-Kivu : l'impossible destin », *op. cit.*

¹⁸⁴ *Ibid.*

¹⁸⁵ Mise en œuvre par le réseau *Sonke Gender Justice Network*, *Promundo-US* et l'Institut pour la santé mentale de Goma.

¹⁸⁶ Henny SLEGH, Gary BARKER, Benoit RURATOTOYE et Tim SHAND, « Relations de genre, violence sexuelle et sexiste et effets du conflit sur les femmes et les hommes au Nord-Kivu, dans l'est de la République démocratique du Congo : résultats de l'enquête internationale sur les hommes et l'égalité des sexes (IMAGES) », in *Promundo-US et Sonke Gender Justice*, 2012.

¹⁸⁷ Dyan MAZURANA et Linda COLE « Women and Girls and Disarmament, Demobilization and Reintegration (Femmes et filles et désarmement, démobilisation et réintégration) », in Carole COHN (Ed.), *Women and Wars: Contested Histories Uncertain Futures*, *op. cit.*, pp. 194-214 ; Britt WERELDS, *Female combatants' identities and a gendered analysis of Disarmament, Demobilisation and Reintegration processes in eastern Congo*, *op. cit.* ; Nathalie DOMAAS, Maria Martin DE ALMAGRO INIESTA, Sylvie IMATA et Eric BANYANGA, « Gender and Disarmament, Demobilization, Reintegration (DDR) Programmes in the Democratic Republic of Congo and Reflections for the P-DDRCS », in *The Insecure Livelihoods Series. Governance in Conflict Network (GIC) & Conflict Research Group (CRG)*, 2024.

¹⁸⁸ Stéphanie LAMORRE et Franchesca TOSARELLI, « Combattantes du Nord-Kivu : l'impossible destin », *op. cit.*

¹⁸⁹ Franchesca TOSARELLI, « Ms Kalashnikov », *op. cit.*

du Congo¹⁹⁰. Et comme un leitmotiv qui traverse cette étude, marteler que cela montre combien il y a une carence matérielle et cognitive entre les hommes et les femmes en matière d'usage des armes.

De plus, l'expérience des femmes combattantes dans la lutte armée à l'est du Congo, est différente selon le type de groupe armé dans lequel elles se sont engagées. Une différence dont était consciente la première femme ex-combattante de mes entretiens :

« Quand tu es dans l'armée (*régulière*), comme nos PMF par exemple, tu es bien, mais pour nous qui étions dans la brousse, c'est seulement du gâchis, elles, elles sont bien, elles se lèvent le matin, elles mettent leur tenue, moi qui te parle, je vis dans un camp militaire où mon défunt mari m'avait laissée, elles sont bien »¹⁹¹.

Malgré cette disparité entre les expériences des femmes combattantes dans les groupes armés et celles de l'armée régulière, l'expérience féminine de la lutte armée à l'est du Congo postule tout de même pour une certaine plasticité, car le contexte militaire l'est du Congo a connu différentes phases de brassage, dont celles de 2008, où beaucoup de femmes ex-combattantes ont intégré l'armée, là où d'autres l'ont quitté pour rejoindre un groupe armé, comme c'est le cas de la deuxième femme ex-combattante avec laquelle je me suis entretenu. J'ai donc décidé d'adopter une démarche plus holistique et enchevêtrée, de considérer cette catégorie de femme combattante comme une catégorie plastique (même la catégorie femme peut sembler problématique, car certaines combattantes semblent être encore des adolescentes), qui concerne plus la pratique du métier des armes, que son exercice dans telle ou telle institution, d'autant que l'expérience militaire des femmes combattantes à l'est du Congo demeure généralement marquée par une stigmatisation.

2. Une expérience marquée par la stigmatisation : « les femmes difficiles »

La stigmatisation est manifeste dans l'expérience vécue des femmes combattantes dans l'est du Congo. La chercheuse Alice Mugoli¹⁹², avec qui je me suis entretenu quand ce sujet était encore en gestation, m'éclairait en ce sens :

« La perception n'est pas bonne, la majorité de la population perçoit négativement les femmes combattantes, parce que dans la communauté on dit les femmes qui prennent les armes sont des femmes difficiles... Shindikana comme on dit chez nous »¹⁹³.

Shindikana signifiant en swahili femme difficile mais revoyant surtout à une certaine idée de dépravation. Cette stigmatisation a aussi été évoquée avec la première femme ex-combattante avec laquelle je me suis entretenu :

« Ces choses-là (*elle parle de son expérience dans le groupe armé*), j'ai laissé, j'ai laissé, je n'aime plus en entendre parler, même (*tic*) quand on est venu me chercher pour l'entretien (*tic*), je n'aime pas que quelqu'un en parle, depuis que je suis mariée, mon mari n'aimait pas qu'on sache que j'étais dans ces choses-là, tu peux même faire peur à celui qui vit avec toi, c'est pourquoi je n'aime plus parler de ces choses, c'est une vie passée que j'ai connue quand j'étais jeune, mais maintenant que je suis devenue une femme d'un certain âge, qu'on entende encore que j'avais combattu, que j'étais dans la brousse, je te dis, là-bas dans la brousse, il y avait beaucoup de désordre, voilà pourquoi je n'aime pas en parler »¹⁹⁴.

Comme on peut lire dans son propos, cette stigmatisation est notamment l'une des raisons pour laquelle elle a préféré garder son anonymat. Même son de cloche, concernant la stigmatisation, chez la deuxième femme ex-combattante avec laquelle je me suis entretenu :

¹⁹⁰ Jason STEARNS et Christoph VOGEL, « Cartographie des groupes armés dans l'est du Congo », *op. cit.* ; Koen VLASSENROOT, Emery MUDINGA et Josaphat MUSAMBA, « Navigating social spaces: armed mobilization and circular return in Eastern DR Congo », *op. cit.*

¹⁹¹ Entretien avec une femme ex-combattante, Bukavu (en ligne), 16 décembre 2024.

¹⁹² A l'époque, elle travaillait sur les questions de genre à l'est du Congo au sein du Groupe d'études sur les conflits et la sécurité Humaine (GEC-SH).

¹⁹³ Entretien avec la chercheuse Alice Mugoli, *WhatsApp*, 3 mai 2024.

¹⁹⁴ Entretien avec femme ex-combattante #1, Bukavu (en ligne), 16 décembre 2024.

« Ici les voisins ne connaissent pas ma vie et heureusement pour moi. Si jamais ils le savaient, je ne pouvais être encore ici, j'allais fuir avant que les M23 n'arrivent »¹⁹⁵.

Dans un contexte de « peur généralisée » qui règne à l'est du Congo avec la progression du M23, cette stigmatisation est source d'angoisse pour ces femmes, les poussant à vivre encore plus dans la clandestinité, de peur de représailles. Même si dans le documentaire de Lamorré et Tosarelli, toutes les femmes qui y apparaissent ne sont pas anonymisées, sans que l'on sache si c'était une volonté de leur part ou pas, cette expérience de la stigmatisation est aussi ressortie dans leur récit de vie, notamment chez une femme ex-combattante, du nom de Louise, qui en parle en lien notamment avec son parcours lors de sa démobilisation :

« Après avoir quitté la milice nous sommes retournés dans nos villages. Les villageois nous ont poursuivis, deux compagnons ont été tués à coups de pierre. Je ne peux pas retourner à Nyazale, mon village natal. Ils savent que j'ai été milicienne, ils vont me lapider »¹⁹⁶.



QR code récit de vie femme ex-combattante

Comme on peut s'en rendre compte, cette stigmatisation est liée à leur recours aux armes, et rend particulièrement difficile leur retour à la vie civile, dans leur communauté. Toutefois, si cette stigmatisation est prégnante pour les femmes combattantes dans les groupes armés, elle apparaît aussi chez celles de l'armée régulière, malgré qu'elles bénéficient d'une reconnaissance institutionnelle :

« Tous les civils ont peur de nous. Ils ont besoin de nous. Les hommes nous appellent pour que l'on soit leur amante. Mais quand on s'approche d'eux. Ils nous disent : « on a entendu que vous êtes des tueuses ». Ils ne prennent pas le temps de savoir si c'est vrai ou pas »¹⁹⁷.



QR code récit de vie femme ex-combattante

En plus d'impacter le retour à la vie civile, ce récit de vie montre que cette stigmatisation peut être un obstacle dans la vie sociale même, ici le marché de l'amour. Osons le constat, dans ce cas de figure, cette stigmatisation, n'est-elle pas plus liée au recours aux armes même par ces femmes, qui met à mal cet ordre social qui associe les femmes à « l'a-violence »¹⁹⁸, qu'au fait de combattre dans tel ou tel groupe armé ? Il faut dans tous les cas, restituer le recours aux armes de ces femmes combattantes, et cela vaut autant pour les femmes que les hommes, dans le contexte de prolongement conflictuel à l'est du Congo, où l'arme, voire le treillis militaire, peut être vu comme un signe (plutôt social et politique que linguistique) de violence et d'infliger la mort. C'est ce que j'examine dans le prochain chapitre, en montrant comment les itinéraires sociaux de ces femmes se télescopent avec la trajectoire historique du prolongement conflictuel à l'est du Congo et ses pratiques de violence.

¹⁹⁵ Entretien avec femme ex-combattante #2, Bukavu (à distance), 22 avril 2025.

¹⁹⁶ Récit de vie femme ex-combattante Louise, Stéphanie LAMORRE et Franchesca TOSARELLI, « Combattantes du Nord-Kivu : l'impossible destin », *op. cit.*

¹⁹⁷ Récit de vie femme combattante FARDC, Stéphanie LAMORRE et Franchesca TOSARELLI, « Combattantes du Nord-Kivu : l'impossible destin », *op. cit.*

¹⁹⁸ Coline CARDI et Geneviève PRUVOST, *Penser la violence des femmes*, *op. cit.*

Chapitre II

Des itinéraires féminins de la guerre et de l'entre-guerre

A. Des itinéraires féminins marqués par la guerre et des violences multiformes

De la littérature, il en ressort un itinéraire, parfois présenté comme typiquement féminin, qui montre que les femmes combattantes sont souvent recrutées involontairement et emmenées de force par les membres d'un groupe armé, pour y travailler de façon forcée et sont souvent victimes d'agressions sexuelles¹⁹⁹. Si un tel itinéraire est sans doute présent dans le cas du conflit à l'est du Congo, les récits de vie de cette monographie nous montrent qu'il ne reflète qu'une partie de l'histoire. En effet, de toutes les combattantes dont les vies constituent ces récits, aucune n'a fait mention d'un recrutement forcé. Il est par contre notable de constater, comment celles-ci parlent de leurs vies en termes de dualité, entre leur vie d'avant le recours aux armes, et celle d'après, avec comme point de bascule les événements marquants à l'origine de leur engagement dans la lutte armée. Une dualité qui ne postule pas forcément à une rupture tant ces vies d'avant et d'après sont marquées par des expériences de la violence. C'est pourquoi, il est nécessaire de restituer le recours aux armes et les itinéraires sociaux de ces femmes combattantes dans la longue histoire du prolongement conflictuel à l'est du Congo, et ses modes de gouvernance, de sociabilité politique, marqués par des logiques de guerre et d'entre-guerre.

1. Une vie d'avant marquée par la violence : les armes comme une alternative de vie et une réponse à un contexte social et sécuritaire en pleine mutation

En effet, une tendance générale et cohérente qui ressort de tous ces récits de vie, indique que la plupart de ces femmes combattantes ont été souvent socialisées à une quelconque forme de violence bien avant de rejoindre la rébellion ou l'armée. Une femme ex-combattante, du nom de Clarisse, s'exprimait en ces termes dans le documentaire de Lamorre et Tosarelli :

« Je ne peux rien envier à ma vie d'avant, parce que rien ne marchait. C'est pour cela que j'ai rejoint l'armée »²⁰⁰.



QR code récit de vie

Ce rien qui ne marchait pas est souvent l'aveu d'une vie vécue dans des conditions extrêmement difficiles à l'est du Congo ou au Congo dans son ensemble:

« Cela m'a rendu très triste de voir le massacre de beaucoup de mes frères. J'ai alors décidé de me battre pour mon pays pour qu'il ne soit pas pris. Je n'ai aucun souvenir agréable, toute ma vie a été une souffrance. J'étais mariée, j'ai apporté mes biens mais mon mari m'a fait souffrir. Il a amené à la maison trois autres femmes, j'ai décidé de le quitter. Je suis retournée vivre avec mes parents. Le problème, c'est que nous sommes victimes de viols, beaucoup ont perdu leur mari, nous vivons dans l'incertitude du lendemain »²⁰¹.

¹⁹⁹ Radhika COOMARASWAMY, « Réflexions sur les femmes, les filles et les conflits armés », in *HuffPost*, 2011. https://www.huffpost.com/entry/women-girls-armed-conflict_b_832559.

²⁰⁰ Récit de vie femme Louise, in Stéphanie LAMORRE et Franchesca TOSARELLI, « Combattantes du Nord-Kivu : l'impossible destin », *op. cit.*

²⁰¹ Récit de vie femme ex-combattante Jacky, in Stéphanie LAMORRE et Franchesca TOSARELLI, « Combattantes du Nord-Kivu : l'impossible destin », *op. cit.*



QR code récit de vie

Comme on peut le lire avec ce biographème de vie d'une femme combattante extrait du documentaire de Lamorré et Tosarelli, l'expérience de la violence est autant familiale (matrimoniale dans son cas : dépossession des biens, polygamie) que politique (les massacres perpétrés à l'est du Congo), vécue autant de façon directe qu'indirecte. Le recours aux armes doit ainsi être restitué dans le contexte d'un pays ou d'une région, l'est du Congo, non seulement marqué par la violence du conflit, mais aussi où la vie civile est particulièrement difficile. Dès lors, il doit donc être compris comme une façon de donner sens, une réponse, à un contexte sécuritaire et social en pleine mutation. C'est en ce sens qu'on peut interpréter les préoccupations sécuritaires dont cette femme est porteuse, mais que Vlassenroot et al. documentent aussi dans la mobilisation des jeunes hommes à l'est du Congo²⁰². Car dans un contexte de prolongement conflictuel comme celui de l'est du Congo, la plupart de ces femmes n'ont connu que la guerre :

« J'ai vingt ans. Je suis entrée à la milice l'âge de 15 ans. Ça fait longtemps que je n'ai plus peur, j'ai survécu à plusieurs combats. J'ai échappé plusieurs fois à la mort. La mort ne fait plus peur. Je n'y pense même plus. Mon père et ma mère sont morts. Tout ce qu'ils m'ont laissé m'a été ravi. Je ne savais plus comment élever mes deux enfants. C'est alors que j'ai décidé de devenir soldat, au moins si je meurs l'Etat s'occupera de mes enfants »²⁰³.



QR code récit de vie

Il est frappant de voir et lire comment ces récits de vie témoignent d'une expérience de violence familiale (directe dans leur cas : cette dernière a été dépossédée de l'héritage laissé par ses parents, chez l'autre la souffrance matrimoniale). Pour des femmes dont la plupart sont originaires de zones rurales, on peut aisément comprendre que leur recours aux armes doit être vu comme une façon pour elles d'échapper au climat de violence présent dans leur famille, pour chercher d'autres alternatives dans leur mode de vie (ici la question existentielle de savoir comment faire face aux incertitudes du lendemain, à la survie de sa progéniture). Camille Boutron dans son étude sur les femmes combattantes au sein du Sentier lumineux au Pérou, met au jour les mêmes itinéraires, dans lesquels l'entrée dans la lutte en armée se présente avant tout comme une alternative de vie pour des femmes placées en position de vulnérabilité²⁰⁴. A ce titre, le recours aux armes de ces femmes combattantes dans le conflit à l'est du Congo présente des enjeux, tout aussi distincts qu'imbriqués, tout aussi individuels que collectifs, tout aussi structurels que contingents, tout aussi privés que publics.

Tout d'abord, en termes d'itinéraire, les récits de vie de ces femmes combattantes nous permettent de retracer un parcours dans lequel le fait de quitter le toit familial, le foyer, constitue une étape importante du recours aux armes, du passage à la clandestinité (partielle ou totale selon les cas) dans le groupe armé. Un

²⁰² Koen VLASSENROOT, Emery MUDINGA et Josaphat MUSAMBA, « Navigating social spaces: armed mobilization and circular return in Eastern DR Congo », *op. cit.*

²⁰³ Récit de vie femme ex-combattante, in Stéphanie LAMORRE et Franchesca TOSARELLI, « Combattantes du Nord-Kivu : l'impossible destin », *op. cit.*

²⁰⁴ Camille BOUTRON, *Femmes en armes : itinéraires de combattantes au Pérou (1980-2010)*, *op. cit.*

départ du foyer qui suppose une extraction de la sphère domestique, tout en incarnant une forme de disruption avec les valeurs patriarcales que reproduit l'institution familiale²⁰⁵. Comme l'a montré Schlichte, il est courant dans les contextes de guerre, celui à l'est du Congo ne faisant pas exception, que les groupes armés introduisent l'idée de l'émancipation sociale dans leurs discours d'insurrections pour surmonter les effets délégitimant de la violence²⁰⁶. Ainsi, ceux-ci peuvent présenter une certaine attractivité pour les populations qui se sentent opprimées. On peut donc lire ce choix d'intégrer la lutte armée, dans le cas de ces femmes combattantes, comme un acte ou une solution de sortir ou de s'émanciper de la violence domestique qu'elles ont subi. D'autant que, comme le soutient Camille Boutron dans le cas de la société péruvienne : « Cette violence domestique doit être considérée comme une expression de la violence patriarcale qui structure les rapports sociaux de sexe et institutionnalise la domination des hommes sur les femmes »²⁰⁷.

On peut sans sourciller étendre un tel raisonnement pour la société congolaise, car les violences domestiques qu'ont subi ces femmes montrent clairement cela : dépossession des biens par le mari, violence polygamique, violence de la succession à laquelle beaucoup de femmes n'ont pas accès. Néanmoins un tel itinéraire ne doit pas réduire l'engagement de ces femmes dans la lutte armée comme une stratégie de survie, il permet au contraire de remettre du politique dans leur itinéraire de vie, de saisir les logiques de subordination et les rapports de genre dans l'éclatement de la violence²⁰⁸. En cela, cette analyse doit être mise en perspective avec les études de Cynthia Cockburn, Andrée Michel, Enloe, qui montrent comment le genre, comme une relation sociale de sexe et de pouvoir, est une cause structurelle de la guerre²⁰⁹. On peut donc souligner le fait que malgré que de telles études aient mis le doigt sur les liens entre domination masculine et militarisation des sociétés, les initiatives de résolution de conflit et de construction de la paix se focalisent encore trop souvent sur les effets de la guerre et les questions de sécurité, sans remettre en question les dynamiques de pouvoir inégale, qu'on peut saisir à l'aune des rapports sociaux de sexe et leur mécanisme d'assujettissement, qui participent aux itinéraires et modes d'accès à la violence, et sont encore à l'œuvre dans la société que les combattants sont censés réintégrer, laissant intact l'ordre sociopolitique existant²¹⁰.

Ensuite, il est particulièrement frappant de noter comment le récits de vie de ces femmes révèlent à quel point la violence du pouvoir (ou politique) et celle de la vie civile (familiale voire domestique même dans leur cas) sont imbriquées, vécues par elles sans nécessairement qu'elles fassent une distinction entre les violences liées à la guerre, ou à l'entre-guerre, ou à la vie civile. Cette dimension d'enchevêtrement, d'imbrication, vaut autant pour les violences que pour les niveaux ou les échelles (individuels ou/et collectifs) à partir desquels ces femmes vivent et perçoivent ces violences :

« On a massacré mes parents et mes frères, c'est alors que j'ai décidé de prendre les armes pour venger les miens, je suis entrée dans la milice en 1996, j'avais 13 ans, quand l'ennemi est là, on a vraiment peur, mais quand vient le premier coup, la peur s'envole, faire des enfants ? Pourquoi pas, si la vie s'améliore, je pourrais me marier, sinon si les guerres continuent, je resterai dans l'armée jusqu'à la vieillesse »²¹¹.

²⁰⁵ *Ibid.*

²⁰⁶ Klaus SCHLICHTER, *In the shadow of violence: The politics of armed groups*, *op. cit.*

²⁰⁷ Camille BOUTRON, *Femmes en armes : itinéraires de combattantes au Pérou (1980-2010)*, *op. cit.*, p. 149.

²⁰⁸ *Ibid.*

²⁰⁹ Cynthia COCKBURN, « Des femmes contre le militarisme et la guerre », *op. cit.* ; Michel ANDREE, « Féminisme et antimilitarisme, Donnemarie-Dontilly », *op. cit.* ; Cynthia ENLOE, « Maneuvers: The International Politics of Militarizing Women's Lives », *op. cit.*

²¹⁰ Stéphanie PERAZZONE, « Ending Global Violence Through Radical Feminist Theory: The Teachings of bell hooks on Power and Domination », *op. cit.*

²¹¹ Récit de vie femme ex-combattante #2, in Stéphanie LAMORRE et Franchesca TOSARELLI, « Combattantes du Nord-Kivu : l'impossible destin », *op. cit.*



QR code récit de vie

Récit d'une expérience de vie où la violence est omniprésente, partout, tant dans la vie d'avant leurs recours aux armes que dans celle d'après. Récit aussi, par ricochet, d'une société où la violence a été popularisée²¹². Récit enfin, d'une expérience de vie marquée par une sorte de voisinage avec la mort, faisant référence à l'expérience des sociétés, comme celle à l'est du Congo, ou Gazaouite par extension, où la violence de la mort est devenue l'état normal des choses²¹³. Celle-ci est une réalité directe, quotidienne, et concrète pour les corps, montrant comment la guerre, en tant qu'espace nécropolitique a octroyé « à la mort une place centrale aussi bien dans les processus de constitution de la réalité que dans l'économie psychique en général »²¹⁴. Une expérience psychique de la mort est d'ailleurs apparue dans le récit de vie de cette jeune femme combattante qui combat chez les Maï-Maï Shetani dans le documentaire de Lamorré et Tosarelli :

« La nuit, je rêve des combats, toujours ça. Je vois les gens se battre et j'imagine les nôtres mourir. Si j'ai la chance, je rentrerai chez moi. Si je dois mourir dans la forêt, j'y mourrai »²¹⁵.



QR code récit de vie

Néanmoins, cette expérience de la violence dont leur vies avant le recours aux armes est marqué n'est pas toujours aussi ostensible, elle se niche parfois dans des questions et des incitations qui peuvent se révéler floues à première vue. C'est le cas de la deuxième femme ex-combattante avec laquelle je me suis entretenu. Le comment de son recours aux armes est particulièrement intéressant en la matière, car il met en lumière un itinéraire différent des femmes dans le documentaire de Lamorré et Tosarelli, des questions et une forme de violence qui n'apparaissent pas de façon ostensible comme dans leur récit de vie à elles :

« Moi j'étais militaire des FARDC depuis longtemps. Je travaillais dans la zone Uvira Fizi. Je combattais ces groupes armés avant. Mais lors des brassages en 2008, nous avons été mélangés avec les Banyamulenge que moi je n'aimais pas. C'est ainsi que je me suis rebellée car je ne pouvais pas travailler avec eux. Et Mutetezi Kibukila est un Maï-Maï qui combat les Banyamulenge. Je me suis alliée à lui »²¹⁶.

Son itinéraire révèle d'abord qu'elle est passée de l'armée régulière aux groupes armés, pour une raison qui est en même temps politique et individuelle: la question ethnique. Comme l'a montré Vlassenroot, la question ethnique est un facteur non négligeable de la mobilisation militaire à l'est du Congo²¹⁷. Dans son cas, elle est plutôt énoncée, à première vue, en termes d'impossible cohabitation sociale ou ethnique que de violence. Mais quand, plus loin dans l'entrevue, elle se penche sur son expérience dans le groupe armé, il devient évident que cette question éthique recouvre, dans son cas aussi, des problématiques de violence et

²¹² Marielle DEBOS, *Le métier des armes au Tchad. Le gouvernement de l'entre-guerres*, *op. cit.*

²¹³ Achille MBEMBE, « Nécropolitique », in *Raisons politiques*, 2006, vol. 21 no. 1, pp. 29-60.

²¹⁴ *Ibid.*

²¹⁵ Récit de vie femme combattante Maï-Maï Shetani #1, in Stéphanie LAMORRE et Franchesca TOSARELLI, « Combattantes du Nord-Kivu : l'impossible destin », *op. cit.*

²¹⁶ Entretien avec la femme ex-combattante #2, Bukavu (en ligne), 21 avril 2025.

²¹⁷ Koen VLASSENROOT, « Sud-Kivu : identité, territoire et pouvoir dans l'est du Congo », *op. cit.*

de dépossession, propre au prolongement conflictuel à l'est du Congo, en lien avec la question foncière notamment :

« On attaquait les Gumino et les Twiraneho. Je n'aime pas les Banyamulenge, ils ne peuvent pas prendre nos terres et que les brassages les intègrent à l'armée, cela me faisait vraiment très mal »²¹⁸.

Il ne fait donc pas de doute que les itinéraires de ces femmes combattantes permettent d'appréhender leur recours aux armes comme une réponse à un contexte sécuritaire et social en pleine mutation, comme une alternative de vie, les restituant à cet effet dans le prolongement conflictuel à l'est du Congo, marqué par les logiques de guerre. Cependant, cette violence n'est pas toujours politique ou liée directement à la guerre, ou leur expérience familiale, elle apparaît aussi dans la banalité de l'expérience du recours aux armes.

2. Le recours aux armes comme une opportunité de vie ou économique

C'est particulièrement le cas de la première femme ex-combattante avec laquelle je me suis entretenu :

« Ce qui m'a emmené là-bas c'est la vie, j'ai quitté Bukavu pour aller dans ce village, où je n'avais pas de la famille, personne pour m'aider... tu sais, ces vies où nous partons de chez nous pour suivre un homme, puis là-bas, les disputes, l'homme t'abandonne, c'est ça qui m'a donné l'idée de rejoindre le groupe armé. Quand nous sommes sortis de Moba, en allant vers ce village qu'on appelle Mala, c'est là où j'ai rejoint ce mouvement »²¹⁹.

L'expérience du recours aux armes nous apparaît dans son cas dans toute sa banalité, d'autant qu'elle a insisté sur le fait qu'elle n'a pas particulièrement connu d'expérience traumatisante avant son recours aux armes :

« Dans mon enfance, il n'y avait pas de problème. Moi j'ai été bien élevée par mon père, ce qui m'a énervé c'est quand cet homme m'a abandonnée quand j'étais enceinte, c'est comme si toute ma vie était gâchée, même ma famille ne voulait plus de moi, et quand j'ai suivi cet homme, lui aussi n'a plus voulu de moi, c'est à ce moment que ma vie a été gâchée »²²⁰.

S'il faut la catégoriser, la violence de l'expérience de vie avant le recours aux armes dans le cas de cette femme ex-combattante est plus culturelle qu'autre chose. Néanmoins, comme avec celles subies par les femmes combattantes ci-dessus, c'est une violence de genre, intimement liée à leur condition de femme dans une société marquée par des structures patriarcales. Une société où, pour son cas, tomber enceinte, devenir mère seule, peut s'apparenter à une déchéance sociale. Ce qui est préjudiciable pour la mobilité sociale d'une femme, déjà que la société congolaise offre des perspectives rabougries pour les femmes, souvent réduites à l'informel. Le recours aux armes apparaît clairement dans son cas comme une opportunité comme un autre, pour faire face à une expérience qui allait « gâcher sa vie », ce sont ses mots. Et comme elle l'a elle-même évoqué, ce recours aux armes doit aussi être restitué dans un itinéraire de vie, où éloignée de sa famille, confrontée à cet abandon, cette femme ex-combattante a dû chercher des opportunités pour s'en sortir, les armes en faisant partie, autant que la prostitution dans son cas :

« Mon premier amant là je l'avais trouvé dans ma vie de prostituée. Il m'a emmenée jusque-là où il était dans son groupe armé et je pensais qu'il avait l'argent. La vie devenait très difficile que manger était un problème. Il m'envoyait par moment intimider les gens avec son arme pour que je pille les gens en route. Et je n'ai pas supporté cela, quand son chef me séduisait je l'ai quitté. Ce chef aussi je l'ai quitté après. Il aimait les petites filles et il voulait que je lui donne des enfants. J'avais avorté et il m'avait chassée »²²¹.

A travers ce biographème, on ne peut que constater comment le recours aux armes dans le cas de cette femme ex-combattante, s'il peut se comprendre comme une opportunité de vie, présente aussi une modalité d'engagement dans la lutte armée, que des études considèrent comme foncièrement féminine, car elle se fait sous influence masculine, et ne serait donc pas une preuve de l'agentivité des femmes combattantes²²². Une

²¹⁸ Entretien avec la femme ex-combattante #2, Bukavu (en ligne), 21 avril 2025.

²¹⁹ Entretien avec une femme ex-combattante #1, Bukavu (en ligne), 16 décembre 2024.

²²⁰ *Ibid.*

²²¹ *Ibid.*

²²² Cindy NESS, « Introduction », *op. cit.*

telle perspective ne peut qu'être réductrice, d'abord parce que l'agentivité ne suppose une action dépourvue de toute relation de pouvoir. Ensuite parce que, une telle modalité n'est pas spécifique aux femmes combattantes. En réalité, ces facteurs : la sphère intime et les relations amicales voire sentimentales, sont présentes aussi bien chez les femmes combattantes que chez les hommes. C'est ce que démontre Camille Boutron dans son étude²²³, mais on pourrait aussi mobiliser le travail de Vlassenroot et al. qui montrent comment la mobilisation des jeunes au Congo se fait aussi par le biais des liens de camaraderie²²⁴. De surcroît, cette situation, du recours aux armes comme une opportunité de vie ou économique, est aussi notable pour les combattantes qui se sont engagées pour des raisons de manque d'emploi. C'est ce qu'avouait une ex-combattante dans le documentaire de Lamorre et Tosarelli :

« Je me suis engagée parce qu'il y avait trop de souffrances. Je n'ai pas beaucoup étudié et je n'avais pas de travail avant de rejoindre la milice. Ma famille me conseille, me redonne courage, et me soutient financièrement. Ce sont eux qui s'occupent de mes enfants »²²⁵.



QR code récit de vie

Comme dans l'étude de Maritza Felices-Luna sur les femmes engagées dans le Sentier lumineux au Pérou et l'IRA en Irlande du Nord²²⁶, on remarque dans son cas, qu'elle a aussi bénéficié du soutien, d'ordre même financier, de sa famille. Il faut encore préciser que le recours aux armes comme une opportunité économique n'est pas spécifique aux femmes combattantes. Koen Vlassenroot et al. montrent que beaucoup de jeunes hommes combattants considèrent les groupes armés comme un espace d'opportunités politiques et économiques, comme un refuge pour faire face au chômage²²⁷. Ces groupes attirent non seulement les pauvres des zones rurales, mais aussi les enseignants, les étudiants, les commerçants, et comme on peut le constater dans son cas, aussi des femmes. Néanmoins, il met aussi en évidence – comme avec les femmes ex-combattantes dont le recours aux armes peut se comprendre comme une alternative de vie, une réponse à un contexte sécuritaire et social en pleine mutation – des formes de violence, cette fois-ci économique, donc toujours structurelle, encore plus structurelle que pour beaucoup de femmes congolaises les perspectives de mobilité sociale sont limitées. Cela est d'autant plus intéressant à signifier, que les itinéraires de ces femmes combattantes ou ex-combattantes montrent comment, je reprends les mots de Marielle Debos : « Les formes structurales de la violence qui sont à l'œuvre dans les procédures les plus ordinaires ne sont pas étrangères aux violences de guerre. Elles sont au contraire cruciales pour comprendre l'explosion des violences les plus spectaculaires. Et comment les violences structurales et politiques sont liées aux violences ordinaires »²²⁸.

Si la perspective féministe aime à aborder ces liens à travers le concept de continuum de la violence, j'ai préféré, sans le rejeter, de parler de « compénétration des violences ».

²²³ Camille BOUTRON, *Femmes en armes : itinéraires de combattantes au Pérou (1980-2010)*, *op. cit.*

²²⁴ Koen VLASSENROOT, Emery MUDINGA et Josaphat MUSAMBA, « Navigating social spaces: armed mobilization and circular return in Eastern DR Congo », *op. cit.*

²²⁵ Récit de vie femme Jacqueline, in Stéphanie LAMORRE et Franchesca TOSARELLI, « Combattantes du Nord-Kivu : l'impossible destin », *op. cit.*

²²⁶ Maritza FELICES-LUNA, « L'implication des femmes au sein des groupes armés contestataires : la déviance au service d'une entreprise citoyenne », in *Champ pénal*, 2007, vol. IV.

²²⁷ Koen VLASSENROOT, Emery MUDINGA et Josaphat MUSAMBA, « Navigating social spaces: armed mobilization and circular return in Eastern DR Congo », *op. cit.*

²²⁸ Marielle DEBOS, *Le métier des armes au Tchad. Le gouvernement de l'entre-guerres*, *op. cit.*, p. 21.

3. *Compénétration des violences*

L'idée de la compénétration que je l'utilise ici, je l'emprunte à la lecture que Bayart opère de la notion bergsonienne de la « compénétration des durées », pour aborder l'historicité des sociétés ou de l'Etat comme une histoire qui : « n'est pas linéaire et consiste en des effets de concaténation, de compénétration, de juxtaposition qui en tissent les continuités, constitutives de ses discontinuités »²²⁹. Cela permet notamment d'éviter tout piège d'évolutionnisme dans l'analyse des sociétés, phénomènes et processus sociaux. Cette propension au diffusionnisme est particulièrement marquée dans l'utilisation du concept de continuum de violence faites aux femmes. Sans lui récuser toute validité, qui permet notamment de mettre en lumière les violences subies par les femmes et comment celles-ci sont liées, encore plus dans un contexte de guerre qui, comme je viens de le montrer, est alimenté par des structures inégales de pouvoir, je développe plutôt l'idée d'une compénétration, qui serait plus opérante, à mon sens, pour appréhender les formes de violence à l'œuvre dans mon cas d'études.

En effet, comme je l'ai montré à travers les itinéraires sociaux et les récits de vie de ces femmes, les multiples formes de violences qu'elles sont subies (structurelles, symboliques, physiques, culturelles, économiques) sont intimement liées. Elles sont tellement liées que ces femmes ne font pas de différence entre elles. Elle est vécue par elles comme une épreuve, souvent exprimée avec peine, mais parfois aussi avec la plus grande banalité. A ce titre, cela n'est plus seulement la preuve de comment ces différentes formes de violences réduisent ces femmes à une condition de vulnérabilité, de marginalité, mais aussi de comment la guerre à l'est du Congo est devenue un espace-temps où ces femmes vivent une expérience de la violence, qui est portée par des structures et des institutions, un imaginaire, et l'ordre banal des choses. Elle s'infiltré aussi bien dans l'économie, dans la vie domestique que dans le langage, comme la violence en somme, dans ses mécanismes coloniaux tels que l'a décrit Mbembe²³⁰. Raison suffisante pour tabler sur une durabilité coloniale de la violence, comme le soutient Perazzone²³¹, à l'œuvre dans les conflits, particulièrement celui-ci ? Il ne serait pas déplacé en tout cas, d'autant le recours aux armes de ces femmes met au jour, même si on ne peut les réduire à cela, encore moins le conflit dans son ensemble, des questions (ethnique notamment, avec les banyamulenge) ou des facteurs (fonciers entre autres) qui ont trait aux processus historiques, politiques et administratifs, de construction de l'ethnie dans les dynamiques de pouvoir en contexte de colonisation et post-colonisation²³². Si ces différentes formes de violence sont tellement imbriquées qu'on ne peut au final les dissocier, tant elles ne peuvent être comprises que dans cette indissociabilité, elles le sont aussi, avec le recours aux armes de ces femmes, duquel elles ne peuvent être dissociées non plus, car elles en sont le moteur, ou les relations de pouvoir qu'elles impliquent, d'où l'idée de la compénétration pour dire cette relation d'intimité. Pour mieux préciser les choses, je mets ici l'accent, avec cette notion de « compénétration des violences », plus sur le lien d'imbrication que de causalité, entre les violences subies par ces femmes et leur recours aux armes, que permet notamment de saisir leurs itinéraires sociaux (voir la graphique).

²²⁹ Jean-François BAYART, *L'énergie de l'État Pour une sociologie historique et comparée du politique*, Paris, La Découverte, 2022, p. 47.

²³⁰ Achille MBEMBE, *De la postcolonie: essai sur l'imagination politique dans l'Afrique contemporaine*, Paris, Karthala, 2000.

²³¹ Stéphanie PERAZZONE, « Ending Global Violence Through Radical Feminist Theory: The Teachings of bell hooks on Power and Domination », *op. cit.*

²³² Médard KAYAMBA BADYE, « Le passé des Banyamulenge et la mémoire des autres (1970-2006) », in Isidore NDAYWLE NZIEM et Elisabeth MUDIMBE-BOY, *Images, mémoires et savoirs : Une histoire en partage avec Bogumil Koss Jęsiwicki*, Paris, Karthala, 2009, pp. 461-485 ; Jean-Loup AMSELLE et Elikia M'BOKOLO (dir.), *Au cœur de l'ethnie: Ethnies, tribalisme et État en Afrique*, Paris, La Découverte, 2005.



Graphique réalisé par l'auteur. Représentant les dynamiques de « compénétration des violences » à l'œuvre dans les itinéraires sociaux de ces femmes combattantes

Comme ce recours aux armes s'inscrit dans un contexte de domination, comme je l'ai montré, il doit ainsi être saisi comme une « praxis absolue », au sens où le suggérait Fanon de la situation coloniale : « Cette praxis violente est totalisante, puisque chacun se fait maillon violent de la grande chaîne, du grand organisme violent surgi comme réaction à la violente première du colonialiste »²³³.

Une praxis violente qui, chez Fanon, en plus de s'accommoder avec la capacité de donner la mort²³⁴ (ce qui apparaît aussi dans les biographèmes de certaines de ces femmes combattantes lorsqu'elles parlent de se venger, ou ouvertement de tuer l'ennemi), est vue comme la condition historique et politique du devenir-sujet. Dès lors, on peut donc affirmer que recourir aux armes pour ces femmes, est un mode aussi pour elles de subjectivation, ou en tout cas de recourir en même temps à une subjectivité ou des subjectivités, prises dans des relations de pouvoir d'une grande complexité (elles parlent à la fois le langage de la domination, de l'assujettissement, voire de l'oppression dans leur cas) : relation matrimoniale, relation de couple, relation familiale, relation à l'Etat, etc. Je reprends les mots de Foucault pour expliciter cela :

« Tous les types d'assujettissement ne sont que des phénomènes dérivés, les conséquences d'autres processus économiques et sociaux : les forces de production, les conflits de classes et les structures idéologiques qui déterminent le type de subjectivité auquel on a recours. Il est évident qu'on ne peut pas étudier les mécanismes d'assujettissement sans tenir compte de leurs rapports aux mécanismes d'exploitation et de domination »²³⁵.

Ces relations de pouvoir sont d'autant plus d'une grande complexité qu'elles s'exercent jusque dans la vie quotidienne, jusque dans la sphère intime, comme le montrent les itinéraires sociaux de ces femmes. Il convient donc de rappeler ce que Camille Boutron soutient dans son étude, qui fait sens aussi avec la situation de ces femmes combattantes au Congo, ces différentes formes de violence (autant celles

²³³ Frantz FANON, *Les damnés de la terre*, op. cit., p. 90.

²³⁴ *Ibid.*

²³⁵ Michel FOUCAULT, *Dits et écrits II: 1976–1988*, op. cit., p. 1047.

domestiques que politiques) doivent être considérées comme une expression de la violence patriarcale qui structure les rapports sociaux de sexe²³⁶. C'est donc au cœur cette « compénétration des violences » (celles subies étant imbriquées au recours aux armes), que je situe l'agentivité de ces femmes. En effet, c'est tout en étant aux prises à des relations de pouvoir, que met à nu ces différentes formes de violence subies par elles, que ces femmes se positionnent comme agentes de leur destin, et par ricochet comme des sujets politiques, car leur recours aux armes leur a permis de recourir à des subjectivités prises dans des relations de pouvoir (comme une concaténation d'actions) : être dépossédée de ses biens, se voir assujettie dans une structure matrimoniale polygame, être exclue de la succession, avoir vu une partie de sa famille être massacrée, être abandonnée à soi-même par son conjoint, se prendre de plein fouet la violence politique ou économique de l'Etat (la question foncière, le manque de travail), etc. Je considère ainsi leur recours aux armes comme une pratique d'émancipation, car comme je l'ai développé avec la notion d'«émancipation dans l'assujettissement», les pratiques d'émancipation ne sont pas exemptes de relation de pouvoir. Ce faisant, contrairement aux visions néolibérales de l'agentivité avec lesquelles j'ai pris mes distances, ces récits de vie révèlent comment l'agentivité de ces femmes, ou plus largement des personnes opprimées, même si elle s'inscrit comme un mouvement de sortie d'une situation d'assujettissement, n'est jamais en position d'extranéité par rapport au pouvoir, l'oppression, voire la domination (ici, violence de genre, violence familiale, violence politique et économique de l'Etat, violence du conflit).

De plus, cette « compénétration des violences » permet aussi de voir comment ces femmes, non seulement accèdent, par ce recours aux armes, au pouvoir de la violence ou au pouvoir armé, mais à une violence qu'elles considèrent elles-mêmes comme légitimes, au vu des violences qu'elles sont subies, ou aux causes politiques qu'elles défendent. Une légitimité de soi à soi-même qui est particulièrement vraie pour les femmes combattantes dans les groupes armés qui n'ont pas toujours le soutien de leur famille, comme c'est le cas d'une combattante, dans le documentaire de Lamorre et Tosarelli :

« Ma famille n'est pas d'accord c'est moi qui aime être ici. Les voisins disent toujours à ma mère : laissez-la se battre pour le pays, quand la paix sera revenue, elle rentrera, laissez-là là-bas, on verra si elle va se fatiguer de combattre »²³⁷.



QR code récit de vie

Ces recours aux armes montrent aussi, contrairement aux visions qui n'arrivent pas à dépasser l'approche Wébérienne de la violence légitime pour interpréter la violence politique dans les guerres civiles, comment celle-ci est marquée par une économie de la violence, que je considère comme une composante de cette « compénétration des violences », caractérisée par l'organisation relativement stable des interactions (compétition, coopération, délégation) entre acteurs et actrices pouvant user de la violence ou de sa menace²³⁸. Cette « compénétration des violences » me semble ainsi très utile pour condenser toutes les dynamiques historiques, sociales, et politiques, à l'œuvre dans les itinéraires sociaux de ces femmes combattantes.

Dans un premier temps, elle permet de restituer leur recours aux armes dans les pratiques de violence inhérentes au prolongement conflictuel à l'est du Congo, marqué par les logiques de guerre et d'ente-guerre, où recourir aux armes apparaît en même temps comme une alternative de vie, une réponse à un contexte social et sécuritaire en pleine mutation, et comme une opportunité (de vie, politique, économique). En cela, leur recours aux armes n'est pas exceptionnel, car en plus de s'inscrire dans ce prolongement conflictuel à l'est du Congo, les incitations à prendre les armes qu'on retrouve chez ces femmes : préoccupations

²³⁶ Camille BOUTRON, *Femmes en armes : itinéraires de combattantes au Pérou (1980-2010)*, *op. cit.*

²³⁷ Récit de vie femme combattante Salomé, in Stéphanie LAMORRE et Franchesca TOSARELLI, « Combattantes du Nord-Kivu : l'impossible destin », *op. cit.*

²³⁸ Adam BACZKO et Gilles DORRONSORO, « Pour une approche sociologique des guerres civiles », *op. cit.*

sécuritaires et opportunité, ont aussi été documentées chez les jeunes hommes combattants²³⁹. Une dynamique convergente dans l'usage de la violence que Carrie Hamilton démontrait déjà avec les modèles d'entrée des femmes dans l'ETA²⁴⁰. Dans un second temps, cette « compénétration des violences » permet de saisir l'agentivité de ces femmes combattantes, car leur recours aux armes doit être vu comme une pratique d'émancipation, qui leur a permis non seulement de recourir à des subjectivités politiques, mais aussi d'accéder à l'espace politique de la guerre, et à une activité, d'autant que leur recours aux armes, révèlent des logiques d'entre-guerre, caractérisées par la pratique du métier des armes.

B. Des itinéraires marqués par des logiques d'entre-guerre : le métier des armes

1. Les armes : un « *mossala* » comme un autre

Marielle Debos dans son travail sur le Tchad, désigne par métier des armes : « L'activité exercée par ceux qui vivent des armes et qui ont appris et développé des savoirs et savoir-faire ainsi que des registres de justification spécifiques qui ont trait à la guerre et aux modes violents d'accumulation »²⁴¹.

Comme cela transparait dans la définition, le métier des armes n'est pas uniquement lié à la guerre, mais aussi à une économie propre et à un mode de gouvernement qui est le produit de la trajectoire historique singulière (mais non exceptionnelle) de l'Etat²⁴². D'où Marielle Debos rappelle que le terme métier des armes, contrairement au terme « profession » ou « travail », renvoie à une « catégorie de la pratique quotidienne » et ne s'exercent pas uniquement dans des institutions officiellement reconnues (l'armée, la police...), insistant par ailleurs sur le fait qu'il est non seulement pratiqué par des hommes mais aussi pensé comme masculin²⁴³. Néanmoins, la trajectoire historique et politique au Congo m'amène aussi à inclure les femmes combattantes dans cette pratique. Cela est particulièrement vrai pour la première femme ex-combattante avec qui j'ai eu un entretien, qui tout le long de notre entrevue parlait de son expérience dans le groupe armé comme d'un « *mossala* », ce qui peut se traduire en français par travail ou métier :

« Par rapport aux traditions congolaises des femmes, je dirais que je prenais ça comme un travail, de la même manière qu'une femme est au bureau, moi aussi je suis dans mon travail »²⁴⁴.

Comme on peut le lire, elle considère ce travail comme une forme d'émancipation (l'allusion à la bureaucratie est particulièrement parlant) par rapport aux rôles traditionnels réservés aux femmes dans la société congolaise. Et même quand j'essaie d'avoir son regard sur ce concept d'émancipation de la femme, en vogue aussi à certaine époque au Congo, elle me répond laconiquement : « C'est un travail que je faisais »²⁴⁵. On peut donc bien comprendre que pour elle, rejoindre le groupe armé lui a permis d'accéder à ce métier des armes, et à un capital financier, une des raisons d'ailleurs de sa démobilisation :

« Je crois que ce que je cherchais, c'était l'argent, comme j'avais gagné un peu d'argent, alors je suis partie »²⁴⁶.

La quête d'opportunité que j'ai abordée plus haut, comme un des facteurs permettant de saisir le comment du recours aux armes de ces femmes, se révèle dans son cas de façon très concrète, en lien notamment au fait d'avoir obtenu des avantages financiers grâce au métier des armes.

Bien que le recours aux armes de la deuxième femme ex-combattante avec laquelle je me suis entretenu s'articule autour de la question ethnique, et j'ai montré plus haut que celle-ci recouvrait des questions sécuritaires et économiques, cependant, elle aussi a parlé des armes ou de la guerre comme d'un métier, d'autant qu'elle se considère comme un « soldat depuis toujours »²⁴⁷, du fait qu'elle combattait déjà dans les

²³⁹ Koen VLASSENROOT, Emery MUDINGA et Josaphat MUSAMBA, « Navigating social spaces: armed mobilization and circular return in Eastern DR Congo », *op. cit.*

²⁴⁰ Carrie HAMILTON « The gender politics of political violence: Women armed activists in ETA », *op. cit.*

²⁴¹ Marielle DEBOS, *Le métier des armes au Tchad. Le gouvernement de l'entre-guerres*, *op. cit.*, p. 27.

²⁴² *Ibid.*

²⁴³ *Ibid.*

²⁴⁴ Entretien avec une femme ex-combattante #1, Bukavu (en ligne), 16 décembre 2024.

²⁴⁵ *Ibid.*

²⁴⁶ *Ibid.*

²⁴⁷ Entretien avec la femme ex-combattante #2, Bukavu (en ligne), 21 avril 2025.

FARDC avant de rejoindre le groupe armé, où ce métier des armes n'a pas forcément été reconnu à sa juste valeur :

« Mutetezi Kibukila c'est quelqu'un qui ne respecte pas le travail des femmes. J'ai fort combattu mais il ne valorisait que lui-même. Moi j'ai commencé l'armée avant lui d'ailleurs. Dans le groupe armé, il n'y a pas respect des lois et des ordres militaires, je ne pouvais pas rester dans l'anarchie »²⁴⁸.

Malgré cette dépréciation dont elle fait mention, son cas met bien en évidence une pratique du métier des armes, qui peut être plus pourvoyeuse en avantages ou non, selon qu'on combat dans tel ou tel groupe armé, ou dans l'armée régulière, comme c'était son cas, regrettant d'ailleurs les avantages financiers que ce métier lui procurait dans une telle institution :

« Je regrette mon choix d'aller au groupe armé mais plus le fait que j'avais perdu mon salaire de l'Etat quand j'ai adhéré à la rébellion. Mais je ne regrette pas ma lutte de combattre les Rwandais »²⁴⁹.

Cette pratique du métier des armes apparaît aussi de façon évidente dans l'expérience des femmes combattantes dans le documentaire de Lamorre et Tosarelli, aussi bien chez celles des groupes armés que chez celles de l'armée régulière. Elles parlent souvent de « mossala ya soldat », pour évoquer un métier des armes, qui se fait parfois de père en fille :

« Je suis entrée dans ce travail depuis 1989. Mon père était aussi un soldat, quand il est mort durant la guerre de 1982, c'est alors que j'ai éprouvé de la colère, que mon père puisse mourir, il avait le grade de premier lieutenant, et je me suis engagée dans ce travail de soldat jusqu'à aujourd'hui. Je ne peux pas avoir peur, je ne suis née dans une famille de soldats, et pour ma terre, je mourrai soldat, je ne retournerai jamais dans la vie civile »²⁵⁰.



QR code récit de vie

Ce biographème d'une femme combattante dans les FARDC, en plus de mettre en évidence cette pratique du métier des armes, montre aussi que le recours aux armes comme une réponse à un contexte social et sécuritaire en pleine mutation n'est pas spécifique aux femmes combattantes dans les groupes armés. Car, comme avec elles, l'itinéraire social de cette femme entre lui aussi en collision avec une trajectoire historique dans l'est du Congo voire au Congo, marquée par la violence, la permanence et la prégnance du métier des armes. Si elle a été considérée comme essentiellement masculine, il n'est pas déplacé de considérer que les itinéraires de ces femmes s'inscrivent aussi dans cette trajectoire historique, d'autant que certaines d'entre elles parlent des armes, comme un plombier parlerait de son métier, ou un menuisier, mettant en avant leur savoir-faire :

« Ça c'est un Koba, une lance-grenades. Ici, nous avons des mortiers, des lance-roquettes, des PKM. Nous avons des mitrailleuses (...) Toutes ces munitions restent sur ces caisses. On s'en sert pour tirer sur l'ennemi. Moi, j'utilise toujours le AK47, arme individuelle »²⁵¹.

²⁴⁸ *Ibid.*

²⁴⁹ *Ibid.*

²⁵⁰ Récit de vie femme combattante FARDC #2, in Stéphanie LAMORRE et Franchesca TOSARELLI, « Combattantes du Nord-Kivu : l'impossible destin », *op. cit.*

²⁵¹ Récit de vie femme combattante FARDC, in Stéphanie LAMORRE et Franchesca TOSARELLI, « Combattantes du Nord-Kivu : l'impossible destin », *op. cit.*



QR code récit de vie

En plus de parler du maniement des armes, certaines de ces femmes ont aussi développé des registres de justification. Ce sont ces registres qui, dans certains travaux, conduisent à les considérer comme des actrices idéologiques, mettant en évidence leur agentivité, leur discours ou leur conscience politique. Loin de moi l'idée de refuser à ces femmes toute capacité de penser idéologiquement leur action, mais à bien y regarder, ces registres de justification ont surtout trait à la guerre et au métier des armes.

2. Des registres de justification inhérents à la guerre et aux métiers des armes

C'est ce qui ressort des récits de vie de ces femmes combattantes. Certaines parlent de leur recours aux armes en de termes sinon patriotiques : « Mon cœur m'a poussé à rejoindre ceux qui se battent pour le pays »²⁵², « Je dois sauver mon pays contre les Rwandais »²⁵³, du moins sacerdotale : « Le travail de soldat, c'est comme le service de Dieu »²⁵⁴. Ces registres de justification, teintés de patriotisme, ont aussi une histoire dans le prolongement conflictuel à l'est du Congo, car le patriotisme était déjà une motivation très présente dans la mobilisation des jeunes dans les groupes armés, comme le montrent Koen Vlassenroot et al.²⁵⁵. De plus, d'autres femmes combattantes utilisent un registre de justification qui montre un rapport affectif à la guerre. C'est le cas de cette femme qui se retrouve sur un lit d'hôpital, dans le documentaire de Lamorre et Tosarelli, après des combats sur le front :

« Quand je serai guérie, je rejoindrai de nouveau, mon unité. Je ne reculerai jamais. Moi, je ne peux pas accepter que nous souffrions, que des étrangers viennent nous faire souffrir chez nous. Je ne me fatiguerai jamais de faire la guerre. J'aime la guerre, et à chaque occasion je vais au front. Il suffit que je sois en tenue et que je prenne mon arme, si j'entends que quelque part ça ne va pas, je serai la première à y aller. J'ai décidé de rentrer dans l'armée et je sais que je porte mon cercueil sur mon dos »²⁵⁶.

Ce lien affectif, d'un tragique insoutenable dans son cas, est lié à la guerre, au fait même de combattre, mais quand on lit son propos avec un peu plus d'attention, on remarque qu'il est lié aussi au métier des armes, vu qu'elle parle de retourner dans son unité, de reprendre les armes, coûte que coûte. Comment comprendre non seulement ce lien affectif, mais aussi cette volonté de continuer dans le métier des armes, au péril de sa vie ?

3. Les logiques d'une continuité de carrière dans le métier des armes

Ce lien affectif que certaines femmes combattantes peuvent éprouver par rapport à la guerre, M Felices-Luna l'a aussi documenté sur les expériences des femmes combattantes au Pérou et en Irlande du Nord, en cherchant à comprendre pourquoi les femmes continuent de s'impliquer dans la lutte armée, caractérisée

²⁵² *Ibid.*

²⁵³ Entretien avec la femme ex-combattante #2, Bukavu (en ligne), 21 avril 2025.

²⁵⁴ Récit de vie ex-femme combattante FARDC, in Stéphanie LAMORRE et Franchesca TOSARELLI, « Combattantes du Nord-Kivu : l'impossible destin », *op. cit.*

²⁵⁵ Koen VLASSENROOT, Emery MUDINGA et Josaphat MUSAMBA, « Navigating social spaces: armed mobilization and circular return in Eastern DR Congo », *op. cit.*

²⁵⁶ Récit de vie femme combattante FARDC #4, in Stéphanie LAMORRE et Franchesca TOSARELLI, « Combattantes du Nord-Kivu : l'impossible destin », *op. cit.* Etant donné que la séquence donne à voir une image de souffrance, presque insupportable, j'ai décidé de ne pas l'intégrer, à travers un QR code, dans le corps du travail, me limitant à reproduire verbalement ce biographème.

par la précarité et la dangerosité²⁵⁷. Elle retient, les concepts d'engagement et d'attachement qui expliqueraient, selon elle, la continuité de carrière des combattantes²⁵⁸. L'attachement, elle le définit comme un processus par lequel un individu s'éprend cognitivement et émotionnellement de l'image identitaire associée à un rôle en particulier et désire ainsi l'assumer et le représenter ; ce sentiment d'attachement se développe et s'alimente par la formation politique et militaire²⁵⁹. Ainsi, l'attachement envers l'organisation, les camarades et l'identité de révolutionnaire est particulièrement importante dans le maintien d'une carrière dans la lutte armée et déterminante pour une continuité, sous le modèle vocationnel, précise-t-elle²⁶⁰. Une hypothèse qui tient la route pour cette femme combattante lorsqu'elle parle d'aimer la guerre et servir le pays, comme pour celles enrôlées par vocation dans les FARDC, mais aussi pour celles des groupes armés qui utilisent un registre de justification sacerdotale ou patriotique, pour expliquer pourquoi elles veulent continuer de combattre, au sein des FARDC, après avoir combattu dans les groupes armés.

L'autre concept, celui d'engagement, M Felices-Luna l'utilise pour comprendre cette contradiction qui fait que même si les femmes engagées dans la lutte armée expriment des sentiments contradictoires et ambigus, ou n'ont plus le même attachement, elles évaluent cependant qu'il est encore dans leur intérêt de poursuivre leur carrière dans la lutte armée. Dans ce cas, la continuation de la carrière se fait en raison des circonstances, car : « Lorsqu'un individu investit dans une carrière, il prend, en effet, des décisions qui engagent différentes facettes de sa vie. Il sera, par la suite, moins disposé à démissionner puisque cet abandon représenterait une perte cumulative de la carrière ainsi que des autres aspects de sa vie désormais associés à celle-ci »²⁶¹.

Cela est particulièrement éclairant pour les femmes combattantes dans les groupes armés, qui expriment la pénibilité de combattre dans ces groupes, comme c'est le cas de la deuxième femme ex-combattante avec laquelle je me suis entretenu :

« La vie dans la forêt est très difficile. Il faut se cacher, toujours se cacher... Cela m'a fatiguée (...) Je ne peux pas retourner dans un autre groupe armé c'est pénible »²⁶².

D'autres, comme dans le documentaire de Lamorre et Tosarelli, expriment même leur repentance :

« La peur ? La peur, non, je n'en avais pas, si j'avais eu un travail correct avec du respect mutuel, j'y serais encore, mais ce qui m'a fait partir c'est de devoir piller les gens et les tuer, je n'ai aucun bon souvenir chez les Maï-Maï, rien de ce que j'ai fait ne m'a rendue fière, tu dois obéir aveuglement à quiconque te dépasse en grade, c'est à toi de savoir où tu vas et d'où tu viens, même pour manger, nous devons piller les villageois et leurs champs, sans ravir les vêtements à quelqu'un, pas moyen de s'habiller, fort, fort, je demande pardon aux personnes à qui j'ai fait du mal »²⁶³.



QR code récit de vie

²⁵⁷ Maritza FELICES-LUNA, « Déviance et politique: la carrière des femmes au sein de groupes armés contestataires », in *Déviance et Société*, 2007, vol. 32, no. 2, pp. 163-185.

²⁵⁸ *Ibid.*

²⁵⁹ *Ibid.*

²⁶⁰ *Ibid.*

²⁶¹ *Ibid.*, p. 175.

²⁶² Entretien avec femme ex-combattante #2, Bukavu, 21 avril 2025.

²⁶³ Récit de vie femme ex-combattante, in Stéphanie LAMORRE et Franchesca TOSARELLI, « Combattantes du Nord-Kivu : l'impossible destin », *op. cit.*

Même son de cloche, pour la première femme ex-combattante de mes entretiens :

« Quand il y a eu le désarmement, je me suis dit que je ne pouvais pas rester là, il faut que je sorte parce que là-bas il n'y a pas de bonnes choses, il faut toujours tout détruire, parfois il n'y a pas de problème, mais on te cherche toujours un problème »²⁶⁴.

Ces témoignages confirment tous que la vie est dure au combat, dans un groupe armée, que les conditions de vie en brousse ne sont pas aisées. Conditions qui, avec les problèmes inhérents à la vie dans un groupe armé, ont été pour la plupart d'entre elles, un motif de démobilisation. Des images de Francesca Tosarelli illustre aussi cette précarité qui peut prévaloir dans un groupe armée²⁶⁵. L'une d'elles donne à voir les conditions de subsistance qui existaient dans un territoire contrôlé par le M23 : le Rutshuru au Nord-Kivu, nous sommes ici dans les années 2014-2015. Si certains combattants vivaient dans une enceinte du M23 en partageant une cuisine et des toilettes avec d'autres, seuls quelques-uns d'entre eux disposaient de matelas pour dormir. C'est le cas d'une femme combattante qui le partageait avec son mari, un colonel :



Image 3²⁶⁶

Cette image en dit déjà long sur les liens sentimentaux, qui peuvent caractériser la mobilisation armée, offrant à certaines femmes combattantes des faveurs, ici pouvoir bénéficier d'un toit, d'un lit, où dormir, alors que d'autres combattants dorment à l'extérieur de l'enceinte dans des voitures :

²⁶⁴ Entretien avec femme ex-combattante #1, Bukavu, 21 décembre 2024.

²⁶⁵ Francesca TOSARELLI, « Ms Kalashnikov », *op. cit.*

²⁶⁶ *Ibid.*



Image 4²⁶⁷

Ces images parlent d'elles-mêmes, surtout cette carcasse, de comment les conditions de vie peuvent être désastreuses dans un groupe armé. Mais, malgré cela, toutes les femmes dans le documentaire de Lamorré et Tosarelli ont exprimé le souhait de continuer la lutte armée, ou dans le métier des armes : « Je ne veux pas redevenir civile, je veux rester combattant, j'ai passé des années dans la forêt, ça ne m'a rien apporté, aujourd'hui, on nous parle d'intégrer l'armée, je ne veux plus retourner en brousse »²⁶⁸.



QR code récit de vie

C'est le cas aussi de la deuxième femme ex-combattante de mes entretiens :

« Je veux seulement l'armée régulière (...) j'intégrerai encore l'armée, je continuerai cette lutte »²⁶⁹.

Comme avec les femmes ex-combattantes qui se trouvaient au camp de Bweremana dans le documentaire de Lamorré et Tosarelli, on voit dans son cas aussi que la continuité de carrière dans le métier des armes s'énonce par leur volonté d'intégrer ou réintégrer l'armée régulière. Il faut donc aller au-delà de ce rapport affectif, pour mieux comprendre dans quoi s'inscrit cette volonté de continuer dans la lutte armée. Pour cela, il faut plonger encore une fois dans le prolongement conflictuel à l'est du Congo, cette fois-ci de cette

²⁶⁷ Franchesca TOSARELLI, « Ms Kalashnikov », in *Der Spiegel*, 30.09.2013. <https://www.spiegel.de/international/world/franchesca-tosarelli-photographs-women-rebel-fighters-in-congo-a-925283.html#fotostrecke-cc074fb8-0001-0002-0000-000000102056>.

²⁶⁸ Récit de vie femme ex-combattante, in Stéphanie LAMORRE et Franchesca TOSARELLI, « Combattantes du Nord-Kivu : l'impossible destin », *op. cit.*

²⁶⁹ Entretien avec femme ex-combattante #1, Bukavu, 21 avril 2025.

« histoire sans fin »²⁷⁰, de l'implémentation des programmes DDR, qui place les combattants dans un état de mobilité continue entre la vie civile et la vie de combattant, d'autant que, comme Marielle Debos l'explique, dans le cas du Tchad et des hommes en armes :

« Le maniement des armes n'est cependant pas un métier comme un autre. Evoluant dans un environnement instable, les hommes en armes ne font pas de plans de carrière. Outre l'éventualité de la mort, il faut compter avec les revirements d'alliances qui peuvent ruiner une ascension sociale en moins de temps qu'il n'en faut pour démonter et remonter une arme. Dans ce contexte, le métier est caractérisé par les trajectoires complexes des individus et la fongibilité des statuts de militaire, combattant et bandit de grand chemin »²⁷¹.

Ce qui est aussi flagrant pour certaines de ces femmes combattantes, car leur itinéraires sociaux montrent sinon une continuité de carrière qui n'est pas toujours linéaire, du moins une certaine mobilité sociale entre les espaces de vie civile et de vie combattante, avec la démobilisation ou les programmes DDR comme période de transition.

C. Mobilité sociale pour les femmes combattantes à l'est du Congo : la carrière des armes?

1. Efforts de démobilisation dans l'est du Congo

Depuis la création du Groupe d'observateurs des Nations Unies en Amérique centrale (ONUCA) en 1989, les Nations Unies (ONU) soutiennent les programmes de désarmement, de démobilisation et de réintégration (DDR) dans les opérations de maintien de la paix de l'ONU. La raison d'être de ces programmes est simple : aider les pays à passer de la guerre civile à la paix en offrant aux membres de groupes armés non étatiques la possibilité de s'intégrer dans des appareils de sécurité étatiques officiellement reconnus, tels que l'armée, ou de se réintégrer en tant que civils dans la société afin que le gouvernement central puisse reprendre le contrôle de l'usage de la force de manière institutionnalisée²⁷². Quid de l'est du Congo alors ?

Les groupes armés à l'est du Congo ont participé à quatre processus de DDR soutenus par les Nations Unies et la Banque mondiale²⁷³. Le premier programme officiel de DDR en RDC a débuté en 2003 après la fin de la deuxième guerre du Congo et a duré jusqu'en 2007, date à laquelle il a été repris par le DDR II, qui s'est déroulé de 2007 à 2011²⁷⁴. Un troisième volet du DDR a été lancé de 2013 à 2018, suite à l'insurrection du M23 et à la signature de l'Accord de Nairobi. Le programme lancé en 2019, appelé DDRC (Désarmement, Démobilisation et Réinsertion Communautaire), a été repris par le programme P-DDRCS (Démobilisation, Désarmement, Relèvement Communautaire et Stabilisation), annoncé en juillet 2021 en coordination avec la mission de maintien de la paix des Nations Unies : la MONUSCO. Dans un contexte d'échecs précédents, le P-DDRCS met davantage l'accent sur les communautés qui accueillent les anciens combattants. Cette initiative repose sur cinq piliers principaux, à savoir la résolution des conflits et la cohésion sociale; la restauration de l'autorité de l'État et de la sécurité ; le relèvement et la réintégration des communautés; la stabilisation, le développement économique et social ; et la communication et la sensibilisation.

Le constat coule de source, ces programmes sont devenus au fil des ans le cadre le plus important pour soutenir les combattants dans leur transition de la vie au sein d'un groupe armé vers la communauté, et un élément crucial des efforts de consolidation de la paix, de construction de l'État et de stabilisation en RDC²⁷⁵. Les chiffres de la mission de maintien de la paix des Nations unies (MONUSCO) indiquent qu'en 2022, plus de 150 000 combattants ont participé à différents programmes officiels de DDR. Bien que cela peut

²⁷⁰ Henri BOSHOFF, « Demobilization, Disarmament and Reintegration in the Democratic Republic of Congo: A Never-Ending Story », in *Africa Security Review*, 2007, vol. 16, no. 2, pp. 59–64.

²⁷¹ Marielle DEBOS, *Le métier des armes au Tchad. Le gouvernement de l'entre-guerres*, *op. cit.*, p. 31.

²⁷² Nathalie DOMAAS, Maria Martin DE ALMAGRO INIESTA, Sylvie IMATA et Eric BANYANGA, « Gender and Disarmament, Demobilization, Reintegration (DDR) Programmes in the Democratic Republic of Congo and Reflections for the P-DDRCS », *op. cit.*

²⁷³ *Ibid.*

²⁷⁴ *Ibid.*

²⁷⁵ Koen VLASSENROOT, Emery MUDINGA et Josaphat MUSAMBA, « Navigating social spaces: armed mobilization and circular return in Eastern DR Congo », *op. cit.*

être considéré comme une réussite considérable, la récente escalade avec la progression fulgurante du M23, est suffisamment révélatrice en ce que les efforts de DDR n'ont pas été en mesure d'empêcher la prolifération des groupes armés ni de réduire la violence dans de grandes parties de l'est de la RDC. En revanche, le butin présumé et réel des programmes de DDR semble contribuer à la fragmentation du conflit en rendant politiquement et économiquement lucrative la création ou la direction d'un groupe armé, et tactiquement nécessaire de fonctionner en plus petits groupes de belligérants²⁷⁶. La littérature énumère différentes raisons pour expliquer l'impact limité de ces programmes : les hypothèses trompeuses sur ce qui devrait fonctionner, un manque de lecture contextuelle des processus de mobilisation et des défis sécuritaires, voire une approche plutôt technique de la démobilisation²⁷⁷. L'échec de la réintégration et les problèmes de sécurité prolongés sont aussi présentés comme des explications clés pour lesquelles les « rebelles recyclés » se sentent pris au piège d'un cycle constant de mobilisation, de démobilisation et de remobilisation²⁷⁸.

Néanmoins, comme le soutient Perazzone, ces analyses ont des limites, car elles tendent à se concentrer sur le désarmement et les macro-analyses du DDR et de la réforme du secteur de la sécurité (RSS) du pays dans son ensemble sans proposer « *des études empiriques fines sur (. . .) les processus pratiques de réinsertion* »²⁷⁹. Ces études analysent donc ce cycle principalement sous l'angle de la sécurité, qui ne rend pas toujours compte des processus plus vastes de socialisation, de rupture sociale, et d'émergence d'un ordre social, dans le cadre de la mobilisation armée, et ce malgré son impact déterminant sur les processus de retour à la vie civile.

Vlassenroot et al. dans leur travail sur la mobilité sociale des combattants, introduisent la notion de « retour circulaire » pour expliquer comment les jeunes (hommes) entrent et sortent des groupes armés depuis plusieurs décennies à l'est du Congo²⁸⁰. Si la notion de retour circulaire trouve ses origines dans les études sur l'immigration et les réfugiés, il montre qu'elle sert également de prisme pour comprendre la capacité de navigation entre différents espaces sociaux des combattants et pour décrire et comprendre les processus de mobilisation armée et de démobilisation incessants²⁸¹. En conceptualisant ces processus comme des formes de retour circulaire, ils veulent aller au-delà du discours de la remobilisation, qui est trop souvent lié à un échec présumé des processus de désarmement, de démobilisation et de réintégration. L'itinéraire social de ces femmes combattantes s'inscrit-il aussi dans ce processus de retour circulaire ?

2. Démobilisation, réintégration et mobilité sociale des femmes combattantes dans l'est du Congo

Il faut dire que, malgré une stratégie globale en matière de genre, incluse au programme DDR II en 2008, les femmes ex-combattantes ont été continuellement exclues de ces programmes²⁸². Dans les cas où elles y ont été incluses, le soutien qu'elles ont reçu était insuffisant et beaucoup d'entre elles ont été laissées à elles-mêmes²⁸³. Une pléiade de raisons explique cette insuffisance. Comme abordé au tout début de mon étude, le DDR est généralement centré sur les hommes, car conçu autour des conceptions sociales de genre qui considèrent les hommes comme agressifs, plus enclins à la violence, et qu'ils devraient donc être prioritaires dans la définition étroite du DDR de « combattant », tandis que les femmes sont considérées comme

²⁷⁶ Josaphat MUSAMBA BUSSY, Christoph VOGEL et Koen VLASSENROOT, *Il en faut deux (ou plus) pour un Tango: la politique armée, l'agentivité de combattant et la demi-vie des programmes DDR au Congo*, Gand, Université de Gand, Governance in Conflict Network (GiC), 2022.

²⁷⁷ Koen VLASSENROOT, Emery MUDINGA et Josaphat, MUSAMBA, « Navigating social spaces: armed mobilization and circular return in Eastern DR Congo », *op. cit.*

²⁷⁸ Christoph VOGEL et Josaphat MUSAMBA, « Recyclage des rebelles ? Démobilisation au Congo », in *PRSP Briefing Papers*, Rift Valley Institute, 2016, no. 11.

²⁷⁹ Stéphanie PERAZZONE, « Réintégrer les anciens combattants au Congo : des objectifs ambitieux, des résultats limités », in *International Peacekeeping*, 2017, vol. 24, n° 2, pp. 254–279.

²⁸⁰ Koen VLASSENROOT, Emery MUDINGA et Josaphat MUSAMBA, « Navigating social spaces: armed mobilization and circular return in Eastern DR Congo », *op. cit.*

²⁸¹ *Ibid.*

²⁸² Nathalie DOMAAS, Maria Martin DE ALMAGRO INIESTA, Sylvie IMATA et Eric BANYANGA, « Gender and Disarmament, Demobilization, Reintegration (DDR) Programmes in the Democratic Republic of Congo and Reflections for the P-DDRCS », *op. cit.*

²⁸³ Britt WERELDS, *Female combatants' identities and a gendered analysis of Disarmament, Demobilisation and Reintegration processes in eastern Congo*, *op. cit.*

pacifiques et devraient donc être utilisées comme « agents de la paix »²⁸⁴. Cette hypothèse néglige et exclut, voire marginalise, les membres féminins d'un groupe armé et ne tient pas compte de leurs besoins ni de leur expérience. De plus, la peur de la stigmatisation et d'être ostracisées par sa famille et sa communauté est un obstacle qui empêche les femmes combattantes de rejoindre un programme de DDR²⁸⁵. Un obstacle qui complique tout retour à la vie civile ou dans les communautés d'origine. Une femme ex-combattante dans le documentaire de Lamorré et Tosarelli évoquait ce retour difficile :

« Après avoir quitté la milice nous sommes retournés dans nos villages. Les villageois nous ont poursuivis, deux compagnons ont été tués à coups de pierre. Je ne peux pas retourner à Nyazale, mon village natal. Ils savent que j'ai été milicienne, ils vont me lapider. Eux n'oublient pas ce que tu as fait, les mêmes qui ont tué ton mari, tes parents, ta femme, attendent que tu reviennes pour t'achever à ton tour. Je ne peux rien dire de plus »²⁸⁶.



QR code récit de vie

Le résultat est que la plupart des femmes choisissent de se démobiliser elles-mêmes : « L'autodémobilisation se produit lorsqu'un membre d'un groupe armé choisit de partir, ce qui signifie souvent qu'il doit fuir »²⁸⁷. Sans l'aide des canaux officiels ou du soutien familial, quitter un groupe armé peut être difficile car souvent la personne n'est pas près de chez elle, parfois en rupture familiale, et n'a pas beaucoup de ressources. D'où, en plus de s'auto-démobiliser, la plupart de ces femmes choisissent de s'enrôler dans les FARDC de manière indépendante parce qu'elles ne savaient pas ce qu'était le DDR ou parce qu'elles ne voulaient pas retourner à la vie civile une fois qu'elles avaient quitté le groupe armé²⁸⁸. L'enrôlement dans l'armée leur apparaissant comme l'une des seules possibilités qui leur permettraient de mettre à profit leur expérience et de bénéficier d'une sécurité financière²⁸⁹. Ce choix est davantage forcé en raison du manque d'autres opportunités et de sécurité que les programmes officiels de DDR ne peuvent leur offrir. C'est le cas des femmes ex-combattantes du camp de transit Bweremana dans le documentaire de Lamorré et Tosarelli. On peut comprendre leur volonté de s'enrôler dans l'armée nationale comme un choix dicté par le fait qu'elles n'avaient pas d'autres voies pouvant leur offrir de la stabilité : « Au moins si je meurs l'Etat s'occupera de mes enfants »²⁹⁰.

C'est ce que Vlassenroot et al. dans leur étude, qualifient de « retour circulaire forcé », ou quand les combattants retournent dans le métier des armes, après une période de démobilisation : ce retour peut être dû à la frustration face aux avantages et aux résultats limités de la réinsertion dans la société et aux difficultés de retour à la vie civile ; il peut être également le résultat de changements dans le contexte sécuritaire et de la nécessité qui en résulte de protéger la communauté, révélant un état de préparation persistant des ex-

²⁸⁴ Nathalie DOMAAS, Maria Martín DE ALMAGRO INIESTA, Sylvie IMATA et Eric BANYANGA, « Gender and Disarmament, Demobilization, Reintegration (DDR) Programmes in the Democratic Republic of Congo and Reflections for the P-DDRCS », *op. cit.*

²⁸⁵ *Ibid.*

²⁸⁶ Récit de vie femme ex-combattante, in Stéphanie LAMORRE et Franchesca TOSARELLI, « Combattantes du Nord-Kivu : l'impossible destin », *op. cit.*

²⁸⁷ Nathalie DOMAAS, Maria Martín DE ALMAGRO INIESTA, Sylvie IMATA, et Eric BANYANGA, « Gender and Disarmament, Demobilization, Reintegration (DDR) Programmes in the Democratic Republic of Congo and Reflections for the P-DDRCS », *op. cit.*, p. 20.

²⁸⁸ *Ibid.*

²⁸⁹ *Ibid.*

²⁹⁰ Récit de vie femme ex-combattante, in Stéphanie LAMORRE et Franchesca TOSARELLI, « Combattantes du Nord-Kivu : l'impossible destin », *op. cit.*

combattants²⁹¹. C'est le cas de la deuxième femme ex-combattante avec laquelle je me suis entretenu, et son cas est parlant en la matière. D'abord il y a eu une première mobilité : des FARDC à un groupe armé, résultant de sa volonté de combattre les Banyamulenge, pour protéger la nation. Ensuite, après avoir quitté le groupe armé en 2021, pour des raisons de précarité et de fonctionnement dans le groupe armé, elle a intégré un programme de désarmement :

« Je ne pouvais pas rester dans l'anarchie. Je dois sauver mon pays contre les Rwandais. (...) Je suis venue en 2022 passer par le PDDRCS, pour voir si je peux retourner aux FARDC et continuer à les combattre en étant colonel ou major. J'ai commencé le processus au centre de rendement de Kabare en 2023, et j'ai dit que je ne veux plus des groupes armés »²⁹².

On peut lire qu'elle entrevoit sa réintégration dans deux optiques. Celle de sauver le pays d'une part, et celle d'une promotion de l'autre, que le chef dans le groupe armé où elle combattait ne lui offrait sans doute pas, alors qu'elle avait plus d'expérience que lui. Néanmoins, cette réintégration n'a pas (encore ?) abouti, et elle a dû retourner dans la vie civile : « Je suis très pauvre et ce sont les voisins qui m'aident pour la plupart des fois. Je vends aussi des légumes au marché et cela fait vivre mes enfants »²⁹³.

Une démobilisation et un retour à la vie civile, qui ressemblent à une période de transition, car plus que tout, elle souhaite retourner dans l'armée : « Comme à Bukavu on ne me connaît pas trop, je me camoufle encore. Mais je veux aller à Uvira et combattre pour mon pays avec les FARDC. C'est mon souhait »²⁹⁴.

Un tel itinéraire fait sens avec ce qu'affirme Vlassenroot et al. : « La démobilisation est dans de nombreux cas une stratégie de transition, ou la création d'un pont vers un autre groupe armé, dans l'espoir d'entrer dans de nouveaux espaces sociaux offrant de meilleures conditions ou avantages »²⁹⁵.

On voit donc comment, pour cette femme ex-combattante, cette mobilité est une condition persistante voire existentielle. C'est ce que nous montre aussi l'iconographie « Ms Kalashnikov » de Francesca Tosarelli²⁹⁶. Certaines images donnent à voir des parcours de « femmes » combattantes qui commencent souvent très jeunes, comme avec cette combattante du groupe rebelle Maï-Maï Shetani, qu'elle a rejoint après que des criminels aient attaqué sa famille (violé sa sœur, et volé les animaux), qui ne connaît pas son âge, selon l'iconographie, mais qui semble n'être qu'une adolescente à voir ses traits sur l'image :

²⁹¹ Koen VLASSENROOT, Emery MUDINGA et Josaphat MUSAMBA, « Navigating social spaces: armed mobilization and circular return in Eastern DR Congo », *op. cit.*

²⁹² Entretien femme ex-combattante #2, Bukavu, 21 avril 2025.

²⁹³ *Ibid.*

²⁹⁴ *Ibid.*

²⁹⁵ Koen VLASSENROOT, Emery MUDINGA et Josaphat MUSAMBA, « Navigating social spaces: armed mobilization and circular return in Eastern DR Congo », *op. cit.*

²⁹⁶ Francesca TOSARELLI, « Ms Kalashnikov », *op. cit.*



Image 5²⁹⁷

Ce parcours se poursuit parfois durant de longues années, à tel point que certaines combattantes ne savent plus trop combien d'années elles ont passé dans les groupes armés. C'est le cas de la première femme avec laquelle je me suis entretenu. Si elle savait bien à quel âge elle avait rejoint le groupe armé « J'avais 26 ans »²⁹⁸, se pencher sur le nombre exact d'années qu'elle y avait passé, fut un exercice assez compliqué pour elle : « J'ai fait au moins... (silence)... 7 ans ou 5 ans (...) je suis sortie en 2017, je suis sortie (longue réflexion) en 1999 »²⁹⁹. Me rendant compte que la temporalité différait, je le lui fais savoir, elle m'avoue alors : « J'ai vécu longtemps là-bas, même la famille pensait que j'étais morte, j'ai vraiment vécu longtemps là-bas, j'ai étudié pendant dix ans après mon départ de Bukavu, je faisais mon autre vie là-bas jusqu'à ce que je rejoigne le groupe armé »³⁰⁰.

Comme je l'avais déjà affirmé plus haut, le recours aux armes n'est plus seulement à restituer dans une trajectoire historique mais aussi dans un itinéraire de vie, marqué par l'instabilité et la violence. Dès lors, cette mobilité dans le métier des armes, comme avec le recours aux armes, met en évidence aussi une « compénétration des violences », car cette mobilité est aussi une réponse ou une quête d'opportunité pour faire face (encore) à la violence et à l'instabilité de la vie, après l'autodémobilisation. Faire face aussi aux ressources limitées qu'offrent les programmes DDR pour elles. En cela, recentrer cette mobilité au cœur de cette « compénétration des violences », permet, comme avec le recours aux armes, de situer leur agentivité durant leur transition vers la vie civile, car celle-ci est aussi marquée par la violence, l'instabilité, et la perpétuation des rapports de pouvoir. Cette mobilité ne présente pas pour autant un itinéraire fixe : si la réintégration dans l'armée est l'un de celui-ci, elle peut se faire entre différents groupes armés, l'iconographie de Franchesca Tosarelli donnant à voir des parcours de femmes ayant connu plusieurs groupes armés, ou étant passées de l'armée régulière aux groupes armés, comme c'est le cas de la deuxième femme ex-

²⁹⁷ Franchesca TOSARELLI, « Ms Kalashnikov », in *Der Spiegel*, 30.09.2013. <https://www.spiegel.de/international/world/franchesca-tosarelli-photographs-women-rebel-fighters-in-congo-a-925283.html#fotostrecke-cc074fb8-0001-0002-0000-000000102056>

²⁹⁸ Entretien femme ex-combattante #1, Bukavu, 16 décembre 2024.

²⁹⁹ *Ibid.*

³⁰⁰ *Ibid.*

combattante de mes entretiens, mais aussi d'une femme combattante, dans l'iconographie de Tosarelli qui après avoir fait désertion des FARDC, a rejoint le M23 avec son mari :



Image 6³⁰¹

Cette image, ou cette mobilité que donne à voir cette image, illustre deux choses : d'une part la fongibilité et la complexité des parcours qui caractérisent le métier des armes, comme le rappelait Debos³⁰² ; de l'autre, comment cette navigation sociale inclut aussi une forme de routinisation dans la mobilisation armée, étayée par le fait qu'on voit à travers cette image, comment le statut de combattant offre à ces femmes la possibilité d'utiliser deux rôles simultanément : celui de combattante et de celui de civile. Si naviguer dans et entre différents espaces sociaux est devenu une condition de vie persistante, voire existentielle, toutes les combattantes ne préfèrent pas pour autant rester dans cet état de mobilité pendulaire. Certaines repartent complètement à la vie civile, mais ce retour à la vie civile reste toutefois marqué par leur expérience dans les groupes armés, soit par la stigmatisation, comme je l'ai déjà montré plus haut, soit par des choix de vie.

3. Un retour à la vie civile marqué par la militarisation : « J'ai épousé un militaire »

C'est le cas de la première femme ex-combattante avec laquelle je me suis entretenu. Après son départ du groupe armé, elle s'était retrouvée à vivre dans un académie militaire :

« Quand je suis venue ici, je n'ai pas fait le processus de désarmement. Mais j'ai cherché où vivre. Ma famille savait que je vivais cette vie et personne ne pouvait m'accueillir chez elle en confiance. J'ai évité des problèmes »³⁰³.

On lit clairement que son départ du groupe armé avait débouché sur une période d'incertitudes pour elle, liée entre autres au fait qu'elle ne pouvait pas retourner dans sa famille. Elle a dû donc se chercher un toit, et ce fut l'académie militaire, sans qu'elle me précise lequel ni dans quelles circonstances elle s'était retrouvée

³⁰¹ Franchesca TOSARELLI, « Ms Kalashnikov », in *Der Spiegel*, 30.09.2013. <https://www.spiegel.de/international/world/francesca-tosarelli-photographs-women-rebel-fighters-in-congo-a-925283.html#fotostrecke-cc074fb8-0001-0002-0000-000000102056>.

³⁰² Marielle DEBOS, *Le métier des armes au Tchad. Le gouvernement de l'entre-guerres*, op. cit.

³⁰³ Entretien femme ex-combattante #1, Bukavu, 16 décembre 2024.

là : était-ce grâce au contact qu'elle avait pu garder, comme elle m'a avoué dans l'entretien, avec certains combattants ou combattantes qu'elle avait rencontré durant son parcours dans le groupe armée ? Ce qui ne fait pas l'ombre d'un doute, cette académie est le lieu où elle eut à rencontrer son défunt mari :

« Quand j'ai quitté le groupe armé, je suis repartie à l'académie, j'ai encore pris un homme militaire, j'ai encore épousé un militaire »³⁰⁴.

Quoique fidèle à son propos tenu lors de notre entrevue, cette retranscription et cette traduction ne permettent pas néanmoins de saisir, tout le sens implicite que recelait cette phrase en lingala, à peine sortie de sa bouche. Comme si elle me disait, je paraphrase: si je n'ai pas continué dans l'armée, c'est parce que – « omoni makambo ndengue ezalaka (une façon de me dire tu vois comment la vie est) »³⁰⁵– j'ai épousé un militaire. Bien qu'elle n'avait pas pu participer à un processus de désarmement, j'ai alors essayé de comprendre si elle voulait être réintégrée dans l'armée, au moment de sa démobilisation : « Mon mari ne voulait pas que je reparte dans l'armée, il disait que c'est mieux que tu restes ma femme plutôt que de repartir dans les métiers de soldat »³⁰⁶.

D'elle à elle-même, regrettait-elle ? C'est la question que je mets ensuite dans l'équation. Elle répond : « Je ne regrettais pas, vu que quand j'ai eu mon mari, il faisait tout pour moi, ma vie est devenue meilleure, j'étais heureuse en tant que femme d'un soldat »³⁰⁷. J'ai ensuite, pour mieux comprendre, égrené ces questions : aurait-elle pu se marier avec un civil ? Ou aurait-elle dit la même chose si elle s'était mariée avec un civil ? Sa réponse fut pour le moins sans ambages « Est-ce qu'un civil peut vivre avec moi ? Si seulement il apprend mon passé il peut me laisser. Mais un militaire peut me comprendre. C'est moi qui choisis des maris militaires seulement »³⁰⁸.

Ce qui s'esquissait, en filigrane dans ses propos ci-dessus, apparaît alors dans toute sa concrétude. On comprend que ce « choix de vie » était conditionné par son expérience militaire. Suffisant pour montrer à quel point la militarisation peut continuer à impacter la vie de ces femmes combattantes, même quand elles retournent à la vie civile. Ce qui est intéressant dans son cas, malgré le fait qu'elle ait fini par retourner à la vie civile, c'est que ce « choix de vie » n'est pas si différent de celui des femmes combattantes qui veulent à tout prix continuer la guerre ou intégrer l'armée. Là où la continuité de carrière ou la mobilité sociale dans les armes peut se comprendre pour elles comme une réponse ou une opportunité pour faire face au manque d'opportunités et difficultés auxquelles elles sont confrontées après leur démobilisation, avec les processus de désarmement comme une période de transition, elle l'était aussi chez cette femme ex-combattante, même si le rapport à la militarisation dans son cas, est indirect ou par procuration. En cela, son itinéraire de retour à la vie civile vient introduire de la complexité, à toutes les perspectives qui voient toujours le retour à la vie civile des femmes combattantes à travers le prisme de la (re)domestication³⁰⁹, car son cas cristallise les tensions qu'il peut subsister entre militarisation et espaces domestiques, et espaces domestiques et espaces publics, celles-ci caractérisant pour beaucoup les itinéraires sociaux de ces femmes combattantes.

Remettons un peu d'ordre dans tout ça, comme je l'ai montré au début de ce chapitre, les itinéraires sociaux de ces femmes combattantes sont à restituer dans le prolongement conflictuel à l'est du Congo. Pour ses logiques de guerre, que mettent en exergue les différentes formes violence que ces femmes ont subies dans leur itinéraire de vie avant leur recours armes. C'est ainsi que j'ai parlé de « compénétration des violences » (imbrication entre les formes de violence subies elles-mêmes, puis avec le recours aux armes), qui met à nu des relations de pouvoir et d'oppression, permettant de saisir comment leur recours aux armes est une pratique d'émancipation qui leur a permis d'accéder à des subjectivités politiques. Pour ses logiques d'entre-guerre, car le recours aux armes de ces femmes combattantes dénote de la pratique du métier des armes. Un métier qu'elles peuvent exercer – en restituant cette pratique dans cette « histoire sans fin » que connaît l'est du Congo avec les programmes DDR – dans une continuité de carrière, malgré la précarité de ce métier. D'autant que la militarisation continue d'impacter leur vie après leur démobilisation, soit parce qu'elles n'ont d'autres choix que de continuer la guerre du fait des difficultés rencontrées après la démobilisation, soit par

³⁰⁴ *Ibid.*

³⁰⁵ *Ibid.*

³⁰⁶ *Ibid.*

³⁰⁷ *Ibid.*

³⁰⁸ *Ibid.*

³⁰⁹ Camille BOUTRON, *Femmes en armes : itinéraires de combattantes au Pérou (1980-2010)*, *op. cit.*

la stigmatisation, soit parce que la militarisation impacte même leur retour à la vie civile. À ce titre, cette pratique du métier des armes peut être vue aussi comme une pratique d'émancipation, étant donné que ce fut un moyen pour elles d'accéder à un métier, à des avantages sociaux (l'argent entre autres) mais aussi de bénéficier d'une mobilité sociale, grâce à la fongibilité qui caractérise ce métier des armes. Ce qui met en lumière déjà les prémices des transformations sociales que leur recours aux armes et leur implication dans la lutte armée ont pu engendrer. Pour mieux saisir ces transformations sociales, il faut encore un fois, restituer leurs itinéraires sociaux dans le prolongement conflictuel à l'est du Congo, où pour beaucoup de jeunes, rejoindre un groupe armée équivaut à accéder à un espace social alternatif, propice justement à des transformations sociales. Ce qui peut expliquer aussi cette continuité de carrière, car retourner à la vie civile, équivaut pour ces femmes à être confrontées de nouveau à des rôles traditionnels qui ne sont plus en phase avec l'autonomisation qu'elles ont bénéficié durant leur parcours dans le groupe armé.

Chapitre III

La guerre à l'est du Congo comme un espace social alternatif et un terreau de transformations sociales

A. La guerre à l'est du Congo comme un espace social alternatif

Comme le montrent Vlassenroot et al., dans le sillage de la démocratisation de Mobutu, les groupes armés ont attiré un nombre croissant de jeunes, principalement des hommes, mais aussi certaines femmes, comme cette étude permet de le documenter, leur offrant une alternative à la vie civile, un domaine d'activité, et un métier³¹⁰. Ces groupes armés sont devenus un espace social alternatif, qui impose et offre simultanément à ses membres un nouveau mode de vie, un capital social, symbolique et économique, une protection, des formes d'appartenance et une nouvelle identité³¹¹. Même si la stigmatisation dont ces femmes combattantes souffrent pourrait venir contrarier l'idée de ces gains multiformes, j'ai déjà montré dans le chapitre précédent que la pratique du métier des armes pouvait être pourvoyeuse d'avantages sociaux pour elles, il convient donc de regarder à la loupe ce que leur incorporation dans les groupes armés révèle plus amplement de transformations sociales.

1. Les armes comme un moyen d'accéder à un capital social alternatif

L'itinéraire de vie de la première femme ex-combattante avec laquelle je me suis entretenu met en évidence cet accès par les armes à un espace social alternatif. Car, dans son cas, le recours aux armes s'inscrivait dans un itinéraire social marqué par l'éloignement de sa famille qui pensait qu'elle était morte. Une évocation de la mort sociale qui met non seulement en lumière cet accès à un espace social alternatif, mais l'accentue aussi, vu qu'elle était en situation de rupture familiale. Dès lors, dans les conditions qui étaient les siennes, faites de rupture familiale et d'abandon sentimental, rejoindre le groupe armé lui a donc permis d'accéder à cet espace social alternatif de la guerre où elle a pu tisser des liens d'amitiés, ou y retrouver des amis :

« On s'est croisés avec les amis là-bas, et on a commencé à parler des mauvaises choses, il n'y a plus rien de bien dans nos têtes, et quand je suis sortie, je suis revenue aux choses bien »³¹².

Même si elle parle a posteriori de cette expérience en de termes négatifs, son itinéraire social et les liens d'amitiés qu'elle y avait tissés, même gardés avec certaines femmes combattantes après sa démobilisation comme elle l'a reconnu lors de notre entretien, montre qu'intégrer le groupe armé a constitué pour elle un moyen d'accéder à un capital social. Il faudrait peut-être préciser ce que j'entends par capital social ici, et ce sont les mots de Bourdieu qui s'y prêtent :

« Le capital social est l'ensemble des ressources réelles ou potentielles qui sont liées à la possession d'un réseau durable de relations plus ou moins institutionnalisées de connaissance et de reconnaissance mutuelles - autrement dit, à l'appartenance à un groupe - qui procure à chacun de ses membres l'adossement au capital détenu collectivement, une "créance" qui donne droit au crédit, dans les différents sens du terme »³¹³.

C'est donc à travers la possession d'un réseau de relations, qui est flagrante dans le cas de cette femme ex-combattante, qu'on peut évaluer ce capital social. Encore plus flagrant que ce réseau de relations ne se limite pas à des liens camaraderies, mais inclut aussi les relations sentimentales qu'elle a eues dans le groupe armé :

³¹⁰ Koen VLASSENROOT, Emery MUDINGA et Josaphat MUSAMBA, « Navigating social spaces: armed mobilization and circular return in Eastern DR Congo », *op. cit.*

³¹¹ *Ibid.*

³¹² Entretien avec une femme ex-combattante, Bukavu (en ligne), 16 décembre 2024.

³¹³ Pierre BOURDIEU, « Les formes du capital », in John G. RICHARDSON, *Handbook of Theory and Research for the Sociology of Education*, California, Greenwood press, 1986, p. 21.

« J'ai eu deux amants quand je vivais là. Le premier était caporal. Mais pendant que je vivais avec lui, son chef me séduisait. A cause de cela, il ne lui donnait pas son argent comme il faut. Lorsque j'ai vu que je vivais mal, j'ai changé et j'ai accepté le chef. Mon ancien amant ne pouvait rien faire car c'est son chef qui vivait désormais avec moi. Après mon premier amant a quitté notre groupe et est allé à Fizi centre. Mais je n'aimais pas ce chef comme l'autre. C'est parce que chez le chef je trouvais à manger et je ne pouvais pas de l'eau. Mais pour attaquer, je transportais les armes avec tous les autres combattants »³¹⁴.

Son propos est sans équivoque. Ces relations sentimentales furent pour elle de véritables sources de capital social, ce qui lui a permis d'accéder à certains avantages dans le groupe armé : le manger, être dispensée de certaines tâches. Chez la deuxième femme ex-combattante avec laquelle je me suis entretenu, il est aussi question de ce réseau de relations en intégrant le groupe armé. D'abord parce que dans son cas, l'engagement dans le groupe armé s'est fait en groupe : « Dans notre unité femme, j'avais influencé 9 femmes et 17 hommes à quitter. Mais nous sommes restées que deux femmes chez Mutetezi Kibukila et les autres femmes avaient fui car la vie dans le groupe armé est pénible »³¹⁵.

Des réseaux de relations qui ont jalonné tout son parcours dans le groupe armé, où elle a eu aussi des relations sentimentales, qu'elle a évoqué pour répondre à la question de savoir si elle y avait subi des violences sexuelles : « Non pour la violence sexuelle. Les fétiches de ce groupe armé et les désordres sexuels ne marchent pas. J'ai eu deux enfants là-bas, mais c'était avec un collègue combattant sans me forcer. Et jusqu'aujourd'hui il est toujours là et nous gardons contact. Je lui ai dit que je pars dans l'armée régulière il n'a pas refusé »³¹⁶.

Si ce ne fut pas son cas, ces réseaux de relations, parfois même sentimentales comme c'est le cas de ces deux femmes ex-combattantes, ne doivent pas faire oublier que certaines femmes subissent des agressions sexuelles dans les groupes armés³¹⁷. Et aussi, comme le montre Bucaille, le fait lorsque les femmes endossent le rôle de combattantes, leur présence dans les rangs produit une situation de mixité qui débouche sur la nécessité d'une régulation de l'économie sexuelle³¹⁸. Néanmoins, dans un contexte social où elles souffrent de stigmatisation, ce qui complique, pour certaines d'entre elles, leurs rapports sociaux avec leur communauté d'origine, ces liens de camaraderie ou ces réseaux de relations, montrent comment le groupe armé devient un espace social alternatif pour elles. Une femme ex-combattante dans le documentaire de Lamorre et Tosarelli, qui s'est retrouvée en situation de rupture familiale comme la première femme de mon entretien, exprimait clairement cela : « Je n'ai pas d'amis, mes seuls amis ce sont mes compagnons d'armes. Je respecte tous mes supérieurs et mes subalternes. Ce sont mes seuls frères et mes seuls amis »³¹⁹.



QR code récit de vie

Il ne fait guère de doute que pour certaines femmes combattantes, surtout celles en rupture sociale avec leur communauté d'origine, que la vie dans le groupe armé constitue pour elles un espace social alternatif où elles ont pu accéder à un capital social, qu'on peut évaluer par les liens de camaraderie ou des réseaux de relation que la vie dans le groupe armé engendre. Parfois, pour certaines femmes combattantes, le groupe

³¹⁴ Entretien femme ex-combattante #1, Bukavu, 16 décembre 2024.

³¹⁵ Entretien femme ex-combattante #2, Bukavu, 21 avril 2025.

³¹⁶ *Ibid.*

³¹⁷ Nathalie DOMAAS, Maria Martin DE ALMAGRO INIESTA, Sylvie IMATA et Eric BANYANGA, « Gender and Disarmament, Demobilization, Reintegration (DDR) Programmes in the Democratic Republic of Congo and Reflections for the P-DDRCS », *op. cit.*

³¹⁸ Laetitia BUCAILLE, « Femmes à la guerre. Égalité, sexe et violence », *op. cit.*

³¹⁹ Récit de vie femme ex-combattante, in Stéphanie LAMORRE et Franchesca TOSARELLI, « Combattantes du Nord-Kivu : l'impossible destin », *op. cit.*

armé peut constituer comme un nouveau chez soi, confère cette image d'une femme combattante, dans l'iconographie de Tosarelli, qui a accroché une photo de sa sœur cadette pour lui rappeler sa maison :



Image 7³²⁰

Accrocher la photo des siens sur les murs, n'est-ce pas une culture matérielle banale et usitée que beaucoup d'entre nous adoptent pour s'approprier un lieu ? Cela montre en tout cas que cet espace social alternatif ne doit pas être vu comme un espace qui vit en vase clos, coupé du monde. Déjà, ce ne sont pas toutes les combattantes qui sont en rupture avec leur famille, j'ai montré plus haut que certaines d'entre elles continuaient d'entretenir une relation avec leur famille, qui leur apportait même un soutien financier, ou dans la garde des enfants. De plus, j'ai montré que la plupart de ces femmes vivent dans un état de mobilité persistante entre la vie de combattante et la vie civile. Ces réseaux de relations, ou ce capital social, mettent plutôt en évidence, ce que soulignait Schlichte, dans son travail sur la micropolitique des groupes armés comme étant : « Des cadres sociaux plus petits, des groupes et des collectifs moins structurés, et comme des ensembles d'individus interdépendants (...) liés par des équilibres de pouvoir asymétriques, dans la mesure où ils échangent des faveurs ou des biens, dans la mesure où ils entretiennent des liens affectifs, et même lorsqu'ils se battent »³²¹.

À ce titre, toutes ces interactions soulignent comment les groupes armés tout en devenant un espace social alternatif, tout en générant de différents ensembles de registres sociaux, de capital social, conservent tout de même une connexion avec l'environnement social plus large et un chevauchement avec d'autres espaces sociaux³²². Cela dit, si comme je l'ai montré dans le chapitre précédent, rejoindre un groupe armé pour ces femmes peut se résumer à une quête d'opportunité et une réponse à un contexte sécuritaire et social en pleine mutation, on remarque avec ces développements, qu'il peut aussi se comprendre comme une quête

³²⁰ Franchesca TOSARELLI, *Ms Kalashnikov*, site personnel de la photographe. <https://www.francescatosarelli.com/ms-kalashnikov/0xzdgiy1dizv6pnyyfxpdddkyafa1>.

³²¹ Klaus SCHLICHTÉ, *In the shadow of violence: The politics of armed groups*, *op. cit.*, p. 17.

³²² Koen VLASSENROOT, Emery, MUDINGA et Josaphat MUSAMBA, « Navigating social spaces: armed mobilization and circular return in Eastern DR Congo », *op. cit.*

d'appartenance et d'identité, un mode de vie qui permet aussi de mieux mesurer ce capital social auquel ces femmes accèdent dans les groupes armés.

2. Les armes comme un moyen d'accéder à un nouveau mode de vie

Pour mieux saisir ce nouveau mode de vie, ou cette socialisation, je me suis surtout focalisé sur l'iconographie de la photographe italienne Tosarelli, qui donne à voir comment certaines femmes combattantes partagent des moments quotidiens dans les groupes armés. Comme dans cette image qui montre comment certaines femmes combattantes au Nord-Kivu, précisément à Kiwanja (un territoire contrôlé par le M23 à l'époque), partagent un plat commun en parallèle des combats :



Image 8³²³

Même si cette image à elle seule ne montre que quelque chose de parcellaire, qui ne permet de toute évidence de saisir toute l'étendue de la socialisation qui peut exister dans un groupe armé, elle permet néanmoins de capturer un moment crucial du quotidien de la vie de ces femmes combattantes: le partage d'un plat, qui plus est en ensemble, qui plus est en civil et entre femmes. Ce qui confirme ces liens de camaraderie, qui font sens avec ce que Ortega et Maria dans leur étude sur les arrangements en matière de genre dans les projets insurgés au Salvador, en Colombie et au Pérou, qualifient d'identité de la « camarade féminine », ayant permis de construire des féminités insurgées³²⁴. Comment saisir ces constructions pour ces femmes combattantes dans le conflit à l'est du Congo ? Si rejoindre un groupe armé peut être considéré comme une façon d'accéder à un nouvel espace social, à un capital social, il permet aussi à ces jeunes d'accéder nouvelle identité, comme tenu des règles particulières, ses hiérarchies, et ses nouveaux codes de conduite, qui prévalent dans les groupes armés. D'autant que, comme je l'ai souligné plus haut en mettant avant les discours d'émancipation sociale dont ils sont porteurs, les groupes armés sont comme des organisations qui s'opposent au *statu quo*, encourageant une rupture avec l'ordre établi au sein de leurs

³²³ Franchesca TOSARELLI, *Ms Kalashnikov*, site personnel de la photographe. <https://www.francescatosarelli.com/ms-kalashnikov/q5qmon4olc1g2b2hkp9zdrizqg624m>

³²⁴ Dietrich ORTEGA et Luis MARIA, « The Female Comrade": Militant Women and Spaces of " Agency" in Guerrilla Insurgencies in Latin America », *op. cit.*

militants et une volonté de changement. Ainsi, les groupes armés utilisent souvent des constructions de féminités et de masculinités insurgées pour se différencier de l'ordre dominant³²⁵.

B. Expériences sexistes et transformations des rôles de genre au sein des groupes armés

La partie introductive de ce travail, notamment dans la revue de littérature, annonçait déjà la couleur des perspectives qui allaient être abordées dans cette sous-partie, ô combien essentielles dans cette étude, ou celles sur comment les rôles de genre, qui sont souvent établis dans une certaine société, changent dans le cadre des groupes armés par le biais d'un processus de militarisation³²⁶. Je disais, en reprenant la perspective de Cohn du genre comme « une relation de pouvoir structurelle »³²⁷ que ces transformations s'accompagnent souvent d'un changement dans les relations de pouvoir. Pour prendre le pouls de ces transformations des rôles de genre pour les femmes combattantes à l'est du Congo, il faut donc prêter attention aux positions qu'elles occupent dans la hiérarchie des groupes armés, voire de l'armée régulière, et à la division sexuelle du travail qui organise la vie de ces structures.

1. Citoyenneté militaire et division sexuelle du travail : une indifférenciation égalitaire

Les femmes combattantes jouent différents rôles dans les groupes armés. Étant donné que les groupes armés sont constitués par une hiérarchie, ces rôles sont souvent attribués selon la place ou la position que les combattantes occupent dans cette hiérarchie, entraînant un traitement différent de la part des autres combattants et combattantes³²⁸. Dans cette hiérarchie, les femmes combattantes peuvent occuper des positions subalternes, mais aussi plutôt élevées ; aux dires de la première femme ex-combattante avec laquelle je me suis entretenu : « Il y a aussi des cheffes femmes, moi je n'étais qu'un caporal, mais il y avait aussi des lieutenants femmes »³²⁹.

Le même constat peut être fait pour le documentaire de Lamorrié et Tosarelli qui donne à voir des femmes combattantes, autant celles des groupes armés que celles de l'armée régulière, qui occupent différentes positions : major, capitaine, sergent, etc. La deuxième femme ex-combattante a d'ailleurs confié ses envies, une fois sa réintégration effective, d'avoir une promotion : colonel ou major. Ce qui veut dire qu'une femme combattante peut atteindre ou aspirer à une position assez haute dans la hiérarchie militaire. Les images de Tosarelli donnent à voir une certaine Fanette Umuraza, qui fut le bras droit à cette époque du chef militaire du M23 Sultani Makenga. La voici ici qui est photographiée au quartier général du M23 dans le village de Kibumba (Nord-Kivu), un territoire contrôlé par le M23 à l'époque :

³²⁵ *Ibid.*

³²⁶ Cynthia ENLOE, *The Curious Feminist: Searching for Women in the New Age of Empire*, *op. cit.*; Andrea MENDEZ, *Militarized Gender Performativity: Women and Demobilization in Colombia's FARC and AUC*, *op. cit.*

³²⁷ Carol COHN, « Women and Wars: Toward a Conceptual Framework », *op. cit.*

³²⁸ Britt WERELDS, *Female combatants' identities and a gendered analysis of Disarmament, Demobilisation and Reintegration processes in eastern Congo*, *op. cit.*

³²⁹ Entretien avec une femme ex-combattante, Bukavu (en ligne), 16 décembre 2024.



Image 9³³⁰

On ne sait à quelle occasion cette photo fut prise, mais elle capture dans un moment de commandement, ou social dans ce village contrôlé par le M23 à l'époque, qui en dit long sur la position importante que cette dernière occupait dans la structure militaire du M23. Alors qu'elle se tient, debout, au centre, et qu'elle est l'objet des regards des populations qui sont tenues à l'écart, des hommes armés l'entourent comme pour la protéger. Ainsi cette image n'est pas qu'une photo, elle montre aussi une scénographie du pouvoir, qu'un groupe armé peut mettre en place dans sa gouvernance d'un territoire contrôlé. Une scénographie dans laquelle, cette dernière affiche clairement sa posture de pouvoir, comme dans cette autre image, où elle met en scène son pouvoir, à travers son langage corporel :

³³⁰ Franchesca, TOSARELLI, Ms *Kalashnikov*, site personnel de la photographe, <https://www.francescatoarelli.com/ms-kalashnikov/q5qmon4olc1g2b2hkp9zdrizqg624m>



Image 10³³¹

Les images de cette femme combattante qui occupait une position importante dans le M23 dénote aussi de cette performativité qui caractérise le militarisation des subjectivités féminines dans le groupe armé, brouillant parfois les rôles traditionnels de genre. D'autant que certaines combattantes parlent du métier des armes, comme un métier où il n'existe pas de différence de sexes. De la bouche même d'une femme ex-combattante dans le documentaire de Lamorre et Tosarelli : « Le travail de soldat, c'est comme le service de Dieu. Et dans le service de Dieu, il n'y a pas de femme et homme. Nous sommes tous des soldats »³³².



QR code récit de vie

La première femme ex-combattante avec laquelle je me suis entretenu a aussi évoqué cette indifférenciation des sexes inhérente au métier des armes :

« Tu sais dans le travail de soldat, les expériences de dire moi je suis une femme ça n'existe pas, donc là-bas, tout ce que les hommes font, toi aussi tu fais, si l'homme saute, toi aussi tu sautes, si l'homme dort dehors, toi aussi tu dors dehors, ce n'est pas parce que tu es une femme qu'on te laissera dormir, non, tu fais tout ce que les hommes font, s'il faut détruire, tu détruis, s'il faut arranger, tu arranges, donc tu es un homme au milieu de ces hommes »³³³.

Il n'est pas une hérésie de penser que les conséquences d'une telle indifférenciation des frontières entre les sexes sont de fait d'emblée politiques, car celle-ci permet notamment de saisir les contours de ce que Fanny

³³¹ *Ibid.*

³³² Récit de vie femme ex-combattante, in Stéphanie LAMORRE et Franchesca TOSARELLI, « Combattantes du Nord-Kivu : l'impossible destin », *op. cit.*

³³³ Entretien avec une femme ex-combattante, Bukavu (en ligne), 16 décembre 2024,

Bugnon qualifie de « citoyenneté militaire », qui dépasse les catégories de sexe³³⁴. Une citoyenneté à laquelle ces femmes accèdent par le recours aux armes, qui peut être interprété comme un pouvoir qui confère une citoyenneté à part entière³³⁵. Une hérésie encore moins, qu'il ne faut pas oublier que le processus de démocratisation de la politique militarisée, engendra une forme de concurrence dans l'est du Congo (Zaire à l'époque), qui fut centrée entre autres sur les questions de citoyenneté, déclenchant la création d'un certain nombre de groupes d'autodéfense communautaires³³⁶.

Venons-en à la division sexuelle du travail en elle-même. La tendance qui s'est dégagée des récits de vie de ces femmes combattantes, est aussi celle d'une indifférenciation, tant elles ont souvent insisté sur le fait que le travail et les tâches accomplis étaient effectués sans distinction de sexe ou de genre. C'est ce que me révélait, sans ambages, la première femme ex-combattante avec laquelle je me suis entretenu :

« Il n'y a pas de tâche réservée aux femmes, c'est par tour, si c'est le tour de l'homme, c'est l'homme qui fait, si c'est le tour de la femme, c'est la femme qui fait, ce n'est pas seulement à la femme de cuisiner, non ce n'est pas ça, je dis bien s'ils dorment dehors toi aussi tu dors dehors, s'ils dorment par terre, toi tu dors par terre »³³⁷.

Si elles peuvent être à la cuisine, comme on peut le voir dans cette image de Tosarelli, d'une femme combattante dans le groupe Maï-Maï Shetani (Base militaire de Buramba, Nyamilima, Nord-Kivu), qui prépare un plat :



Image 11³³⁸

³³⁴ Fanny BUGNON, *La Violence politique au prisme du genre à travers la presse française (1970-1994)*, *op. cit.*, p. 408.

³³⁵ Coline CARDI et Geneviève PRUVOST, *Penser la violence des femmes*, *op. cit.*

³³⁶ Koen VLASSENROOT, Emery MUDINGA et Josaphat MUSAMBA, « Navigating social spaces: armed mobilization and circular return in Eastern DR Congo », *op. cit.*

³³⁷ Entretien avec une femme ex-combattante, Bukavu (en ligne), 16 décembre 2024.

³³⁸ Franchesca TOSARELLI, *Ms Kalashnikov*, site personnel de la photographe. <https://www.francescatosarelli.com/ms-kalashnikov/q5qmon4olc1g2b2hkp9zdrizqg624m>

Elles peuvent aussi être assignées à d'autres tâches, et c'est la deuxième femme combattante de mon entretien qui abondait dans ce sens :

« Il arrivait aussi que notre chef nous donne un peu d'argent, quand nous occupions un village et collections les taxes les jours des marchés »³³⁹.

Ou un extrait du documentaire de Lamorré et Tosarelli (2014), qui montre une femme (une adolescente sans doute) combattante qui récolte des taxes à des femmes au champ :



Séquence vidéo d'une femme combattante Maï-Maï Shetani, récoltant de taxes³⁴⁰

Et prendre les taxes n'est pas une tâche anodine, elle constitue un levier important dans l'institution d'une gouvernance rebelle, sur les territoires contrôlés, par les groupes armés. Ainsi, ces groupes armés offrent à ces femmes, non seulement un espace de socialisation, une alternative à la vie civile, mais aussi, de par la pratique du métier des armes, un domaine d'activité, dans lequel elles peuvent exécuter des tâches ou occuper des rôles, qui impliquent une indifférenciation égalitaire. Les positions et les rôles que ces femmes occupent dans les groupes armés peuvent donc être source de transformations sociales, d'autant qu'elles bénéficient, à travers ces tâches, d'une autonomisation. C'est aussi cela qu'elles expriment – cette forme d'autonomisation, ce domaine d'activité, ce savoir-faire, cette expérience, que leur procure le métier des armes – quand elles disent qu'elles veulent continuer la guerre, malgré sa dangerosité. La première femme combattante de mon entretien a aussi évoqué son rôle dans le groupe armé :

« J'allais prendre les taxes, je contrôlais les barrières, et on nous disait même que la femme doit avoir un cœur plus dur que l'homme, donc quand une femme est à la barrière, comment est-ce que tu vas passer ? On avait un haut niveau d'intimidation, un homme peut te pardonner, mais jamais une femme »³⁴¹.

En plus de l'autonomisation qui saute aux yeux, ce qui est intéressant dans son cas, c'est que son propos, ou sa situation dans le groupe armé, met en lumière ce que Mendez appelle « *militarized gender performativity* », qui montre comment une féminité peut être militarisée, elle l'interprète comme suit : « La féminité militarisée repose sur la manipulation des femmes et des idées de féminité pour générer des idées dominantes de militarisme. La présence d'une féminité militarisée implique que certains aspects de la féminité sont acceptables et souhaitables au sein des organisations militarisées »³⁴².

Le « on nous disait que la femme doit avoir le cœur dur » est révélateur de cela, de cette manipulation. Néanmoins ce « on nous disait » est aussi révélateur des techniques de subjectivation, qui visaient à inclure cette combattante dans la logique des structures militaires. Comme le souligne Schlichte, ces techniques de subjectivation fonctionnent comme une discipline, mais elles peuvent aussi englober la discussion, la délibération et la persuasion ; dans cette perspective, la formation, l'éducation et tout discours hiérarchique peuvent être utilisés à cette fin³⁴³. Si l'accomplissement de ces tâches montrent une autonomisation et une transformation des rôles de genre, du fait entre autres qu'elles s'accomplissent indifféremment du sexe, ces techniques de subjectivation maintiennent une forme de disciplinarisation. Cela fait sens avec ce que j'ai évoqué plus haut, en mobilisant la pensée de Foucault sur la subjectivation, ces techniques de subjectivation sont en fait des mécanismes d'assujettissement, qui désigne le processus à double tranchant qui consiste à transformer des personnes isolées en individus actifs et réflexifs, tout en les « soumettant » à une relation de

³³⁹ Entretien avec une femme ex-combattante #2, Bukavu (en ligne), 21 avril 2025.

³⁴⁰ Stéphanie LAMORRE et Franchesca TOSARELLI, « Combattantes du Nord-Kivu : l'impossible destin », *op. cit.*

³⁴¹ Entretien avec une femme ex-combattante, Bukavu (en ligne), 16 décembre 2024.

³⁴² Andrea MENDEZ, *Militarized Gender Performativity: Women and Demobilization in Colombia's FARC and AUC*, *op. cit.*, p. 32.

³⁴³ Klaus SCHLICHTTE, *In the shadow of violence: The politics of armed groups*, *op. cit.*

domination³⁴⁴. Il faut donc s'appesantir sur les codes de conduite et les pratiques réflexives de ces femmes combattantes par rapport à leur féminité militarisée.

2. Code de conduite et pratiques réflexives des femmes combattantes

En effet, pour Jean-François Bayart, la question ne fait pas de doute, les mouvements armés sont un espace de subjectivation, étant donné qu'ils proposent à leurs membres de se constituer en sujets moraux selon des conduites de vie et des figures imaginaires diverses, qui affectent également une stylistique de l'existence³⁴⁵. Il faut donc voir cette dureté de cœur comme un code de conduite que cette femme ex-combattante devait adopter dans le groupe armé. À cet effet, le « on nous disait » peut être lu comme un discours hiérarchique l'ayant dicté un code de conduite dans l'accomplissement de ses tâches, et de son rôle. Et cette dureté du cœur est souvent revenue lors de notre entretien :

« Au front, quand c'est le moment de tenir l'arme, tout le monde tient l'arme, s'il faut taper quelqu'un tu tapes, il faut un avoir un cœur dur, si tu n'as pas un cœur dur tu ne pourras pas »³⁴⁶.

Dans le documentaire de Lamorré et Tosarelli, certaines femmes combattantes, cette fois-ci dans les FARDC, ont évoqué aussi cette dureté du cœur que devrait avoir une femme combattante :

« Il faut avoir le cœur dur pour faire ce métier, si tu vois que l'un de ton groupe est mort, tu ne craques pas, tu continues le combat »³⁴⁷.



QR code récit de vie

Il va sans dire que cette dureté du cœur n'est pas seulement un trait de caractère, ou une forme de courage ou de résilience dont ces femmes doivent faire preuve au combat ou dans la pratique de ce métier, elle met en lumière plutôt les techniques de subjectivation inhérentes aux processus de militarisation auxquelles elles ont dû passer. À cet effet, le code de conduite d'une « bonne combattante » est créé, qui doit avoir le cœur dur en l'occurrence, à laquelle ces femmes aspirent. Ce code de conduite ne correspond pas au code traditionnel auquel les femmes sont souvent rattachées dans la société congolaise, qui tient parfois de l'inconscient collectif. Je me rappelle cette tendance qu'on a dans les deux Congo de rappeler à l'ordre de tendresse, de la docilité sans faille, toute femme qui manifeste des manières abruptes : « Une femme doit être tendre ». Cette dureté de cœur, voire ces techniques de subjectivation, s'inscrivent donc en rupture avec les normes sociétales antérieures, que ces femmes sont emmenées à délaisser pour en adopter des nouvelles. Des nouveaux codes de conduite auxquels elles s'identifient, qui trouvent écho dans leur pratique réflexive par rapport à leur féminité militarisée, parfois même dans leur histoire personnelle, telle que me l'a affirmé la première femme ex-combattante :

« Je me suis toujours vu comme un homme, même pour rejoindre le groupe armé, ils avaient vu que j'avais un esprit comme celui d'un homme »³⁴⁸.

³⁴⁴ *Ibid.*

³⁴⁵ Jean-François BAYART, « Fait missionnaire et politique du ventre : une lecture foucauldienne », *op. cit.*, p. 32.

³⁴⁶ Entretien avec une femme ex-combattante, Bukavu (en ligne), 16 décembre 2024.

³⁴⁷ Récit de vie femme ex-combattante, Stéphanie LAMORRE et Franchesca TOSARELLI, « Combattantes du Nord-Kivu : l'impossible destin », *op. cit.*

³⁴⁸ Entretien avec une femme ex-combattante, Bukavu (en ligne), 16 décembre 2024.

Cet esprit d'homme est souvent vu par ces femmes comme la perte de l'esprit civil et l'acquisition de l'esprit militaire, comme cela ressortait chez des femmes combattantes dans le documentaire de Lamorre et Tosarelli :

« Quand tu deviens combattante, tu perds l'esprit civil. Tu repenses aux souffrances, aux moments difficiles, tout ça c'est en toi. L'esprit civil disparaît alors définitivement. Il faut être solide c'est ça le problème »³⁴⁹.



QR code récit de vie

Cet esprit militaire s'énonce aussi en termes de comportements, dont la première femme ex-combattante de mes entretiens me faisait l'inventaire pour son cas :

« Savoir intimider quelqu'un, déjà quand tu sais intimider quelqu'un, déjà là, tu es comme un homme, et puis savoir mentir, quand tu arrives à mentir, c'est que tu es un homme, donc tu es capable, tout ce qu'un homme peut faire toi aussi tu peux le faire »³⁵⁰.

Si certaines femmes se sentent comme des hommes, elles ont tout de moins conscience de leur féminité, malgré la militarisation :

« Moi je suis toujours une femme, puisque le seigneur m'a conçue comme une femme, femme parce j'ai des seins, j'ai aussi un vagin, mais quand il s'agit de combattre, de défendre mon pays, je ne suis plus une femme »³⁵¹.



QR code récit de vie

Une image de Tosarelli montre aussi comment une femme combattante, dans le M23, qu'elle avait rejoint en quittant les Maï-Maï La fontaine, met en scène sa féminité militarisée, comme si elle voulait montrer qu'elle était à parts égales une femme et un soldat :

³⁴⁹ Récit de vie femme ex-combattante, in Stéphanie LAMORRE et Franchesca TOSARELLI, « Combattantes du Nord-Kivu : l'impossible destin », *op. cit.*

³⁵⁰ Entretien avec une femme ex-combattante, Bukavu (en ligne), 16 décembre 2024.

³⁵¹ Récit de vie femme ex-combattante, in Stéphanie LAMORRE et Franchesca TOSARELLI, « Combattantes du Nord-Kivu : l'impossible destin », *op. cit.*



Image 12³⁵²

Femme : parce que pouvoir encore se faire belle, se maquiller ; soldat : parce que le treillis militaire, le code de conduite, la militarisation. Ce sont des associations qui peuvent sembler sexistes, mais pas fortuites, car nombres de femmes combattantes dans le documentaire de Lamorre et Tosarelli, ont développé une réflexivité qui fait état d'une forme d'oxymore ontologique, auquel elles associent leur féminité militarisée :

« Normalement il doit y avoir une différence entre les hommes et les femmes. Une femme doit être coquette, se faire belle, c'est pour cela qu'on nous appelle les PMF, Personnel Militaire Féminin. Le mot féminin implique toute la différence. Quand je suis en tenue civile, je m'habille comme je l'entends. Mais en tenue militaire, je me comporte comme un homme »³⁵³.



QR code récit de vie

Que nous suggère, au demeurant, les pratiques réflexives que ces femmes combattantes développent par rapport à leur féminité militarisée ? *Grosso modo*, toute l'ambiguïté des processus de militarisation auxquelles elles sont dû passer, et qui les amènent à mettre en question leur identité traditionnelle. D'une part, ces pratiques réflexives montrent comment ces femmes, à travers cette militarisation, ont dû transformer leurs identités sexuées traditionnelles afin d'échapper à des structures de pouvoir marginalisantes. Ce qui leur a permis d'accéder à une citoyenneté militaire, occuper des rôles qui sont en rupture avec les rôles traditionnels

³⁵² Franchesca TOSARELLI, « Ms Kalashnikov », in *Der Spiegel*, 30.09.2013. <https://www.spiegel.de/international/world/francesca-tosarelli-photographs-women-rebel-fighters-in-congo-a-925283.html#fotostrecke-cc074fb8-0001-0002-0000-000000102056>

³⁵³ Récit de vie femme ex-combattante, Stéphanie LAMORRE et Franchesca TOSARELLI, « Combattantes du Nord-Kivu : l'impossible destin », *op. cit.*

de genre, car traditionnellement réservés aux hommes. De l'autre, et c'est en cela que réside cette ambiguïté, ces transformations des rôles de genre ne sont pas affranchissantes en soi. Tout d'abord, parce que les techniques de subjectivation de cette féminité militarisée à laquelle elles ont accédé, comme une nouvelle subjectivité, induisent une soumission et des relations de pouvoir, qu'on peut saisir par les codes de conduite. Mais aussi, parce que ces pratiques réflexives révèlent que ces femmes ne reproduisent pas moins des valeurs patriarcales et des codes traditionnels de genre (se considérer comme des hommes). Ce qui met non seulement en évidence comment la militarisation est associée au privilège de la masculinité³⁵⁴, mais aussi l'assujettissement du sujet quand il se prend l'objet d'une culture de soi. Nous sommes déjà en plein dans « l'émancipation dans l'assujettissement » que j'ai développée au début de cette étude. Néanmoins, pour vraiment en prendre la mesure, il faut aller plus loin que ces codes de conduites, ces partages de tâches, et aborder la question de l'économie sexuelle qui, comme le rappelle Bucaille, organise la vie militaire, du fait de la situation de promiscuité qu'elle crée entre femmes et hommes qui montent au front côte-à-côte³⁵⁵.

3. Économie sexuelle dans les groupes armés : une autre forme d'émancipation dans l'assujettissement

Dans la seconde partie de cette étude, j'ai abordé comment les groupes armés pouvaient constituer un espace social alternatif pour les femmes combattantes, à même de leur permettre d'accéder à un capital social, que l'on peut évaluer par des liens de camaraderie, la socialisation dans le groupe, mais aussi les relations sentimentales. Il se préfigurait déjà comment ces relations sentimentales étaient à même de favoriser une meilleure position pour les femmes combattantes dans le groupe armé, comme c'est le cas de la première femme combattante de mes entretiens, qui avaient évoqué ces relations sentimentales, d'abord avec un caporal puis avec son chef, comme une source de faveurs pour elles : avoir à manger, éviter de puiser de l'eau. Néanmoins, j'ai insisté sur le fait qu'il ne fallait pas voir ces relations sentimentales seulement à travers le prisme de cet accès à un capital, mais en cernant aussi qu'elles s'incluent dans une économie sexuelle qui organise le groupe armé. Lors de notre entretien avec la première femme ex-combattante, le premier élément – indépendamment d'une question allant dans ce sens de ma part – qui m'a mis sur le chemin pour cerner cette économie sexuelle, est lorsqu'elle a parlé de son enrôlement, qui était possible aussi parce qu'elle avait plu au chef. J'ai donc essayé de comprendre ce qu'elle entendait par plaire au chef :

« J'ai plu au chef, il a seulement vu que cette femme est courageuse, il m'a fait entrer dans le travail, maintenant là-bas quand tu rejoins le travail, étant donné que tu as plu au chef, cela veut dire que c'est pour être pour sa femme »³⁵⁶.

Propos qui laisse entrevoir déjà une situation d'économie sexuelle, qui se révélera de façon concrète, lorsqu'elle s'épanchera sur l'existence de ce type de relation dans le groupe armé :

« Oui, ça existait, pour bénéficier de ce prestige, partout où il y a des barrières, quand tu es avec le chef, on te fait toujours passer, tu fais tes choses, même quand ils vont prendre les minerais, or et autres, en allant dans les carrières, toi aussi tu as ta part. Donc il n'y a pas moyen de refuser, c'est une obligation »³⁵⁷.

Non seulement elle confirme que ce type de relation existait, on peut lire dans son propos que cela était un moyen pour une femme combattante de bénéficier d'un prestige. Prestige étant la traduction littérale du mot qu'elle a utilisé dans l'entretien : « Lukumu », j'aurais pu traduire aussi par gloire, mais à l'entendre parler, elle faisait plutôt allusion à une forme d'autonomisation, qui s'accompagne d'avantages, que ce type de relation permet. Comme le montre Laurent Gayer dans son étude sur les femmes mobilisées dans le mouvement armé sikh du Punjab (Inde), ici aussi, c'est paradoxalement par sa soumission au *leadership* masculin et aux valeurs patriarcales du mouvement, mise en lumière par cette économie sexuelle, que cette femme semble avoir trouvé un sentiment d'*empowerment*³⁵⁸. Cependant, contrairement à ce que soutient Laurent Gayer, cette soumission suppose une relation de pouvoir, dans laquelle ces femmes peuvent encore déployer leur agentivité. Le pouvoir devant être saisi ici comme une concaténation d'actions³⁵⁹. Et c'est ce que montre le cas de cette femme combattante, qui avait non seulement changé d'amant, pour pouvoir

³⁵⁴ Cynthia ENLOE, *The Curious Feminist: Searching for Women in the New Age of Empire*, *op. cit.*

³⁵⁵ Laetitia BUCAILLE, « Femmes à la guerre. Égalité, sexe et violence », *op. cit.*

³⁵⁶ Entretien avec une femme ex-combattante, Bukavu (en ligne), 16 décembre 2024.

³⁵⁷ *Ibid.*

³⁵⁸ Laurent GAYER, « Liberation and containment: The Ambivalent Empowerment of Sikh Female fighters », *op. cit.*

³⁵⁹ Michel FOUCAULT, *Dits et écrits II: 1976–1988*, *op. cit.*

bénéficier des avantages dans le groupe armé, mais qui avait vu aussi la position qu'elle occupait dans ce groupe armé, grâce la relation avec son chef, être menacée :

« Quand j'étais avec mon chef, il m'aimait, quand on a pris une autre femme sur la route, elle devient plus belle que toi, le chef te change, le pouvoir que tu avais en tant que sa femme tu ne l'as plus, c'est toi qui commandais sur le territoire où il était, après on vient avec une autre, il te change, je ne sais pas si c'était la colère ou la jalousie, c'est pourquoi je me suis dit de sortir, pour aller m'asseoir et m'occuper de mes enfants »³⁶⁰.

Plus qu'un simple départ, Vlassenroot et al. montrent, dans leur étude sur les jeunes combattants, que l'acte de quitter le groupe armé peut être considéré comme un acte de résistance (contre la hiérarchie du groupe armé) en même temps qu'une revendication de sa propre mobilité et de son propre pouvoir d'action³⁶¹. Bien que cela ne saute pas toujours aux yeux, c'est le cas de cette femme ex-combattante, mais aussi de la deuxième femme ex-combattante de mes entretiens qui avait quitté son groupe armé, parce qu'elle ne supportait plus d'être soumise à un chef qui n'appréciait pas son travail à sa juste valeur. Une autodémobilisation qui vient encore une fois situer leur agentivité, comme avec leur recours aux armes et leur mobilité dans ce métier des armes, dans les structures de pouvoir. Et c'est en cela qu'on peut résumer toutes les ambivalences des itinéraires de vie de ces femmes combattantes dans le conflit à l'est du Congo. En même temps que leurs itinéraires sociaux montrent une surdétermination des questions de genre, comme une relation de pouvoir, qui maintient ces femmes dans des formes d'assujettissement, ils mettent aussi en lumière des transformations sociales, qui ont été possibles parce que ces femmes ont eu recours à leur agentivité, tout en étant aux prises à ces structures de pouvoir. Ce qui vient bousculer toutes ces visions qui cantonnent la situation des femmes dans le conflit à l'est du Congo à une ontologie d'éternelles victimes.

³⁶⁰ Entretien avec une femme ex-combattante, Bukavu (en ligne), 16 décembre 2024.

³⁶¹ Koen VLASSENROOT, Emery MUDINGA et Josaphat MUSAMBA, « Navigating social spaces: armed mobilization and circular return in Eastern DR Congo », *op. cit.*

Conclusion

De la marge au centre

Comme toutes les choses ont une fin, j'ai proposé – en défendant l'idée dans cette monographie que la violence, en contexte d'oppression, est une ressource d'émancipation comme une autre – une analyse critique du recours aux armes de certaines femmes combattantes dans le conflit à l'est du Congo. Celle-ci – sous l'angle de leur itinéraire social, que j'ai retracé au travers de biographèmes et d'images – a permis de tisser et d'insérer « l'expérience féminine combattante »³⁶² dans les dynamiques historiques, politiques, structurelles, et sociales des transformations sociales à l'œuvre dans le conflit à l'est du Congo, dans lequel les femmes ne sont vues que comme des victimes ou des actrices passives. Une telle insertion, qui s'est faite en trois temps, s'est notamment révélée pertinente pour interpréter à nouveau frais la question combattante, et celle de la violence politique dans son ensemble, car elle a permis de comprendre la façon dont le mode d'accès à la violence, est produit par les relations de pouvoir qui organisent les sociétés en conflit.

Dans un premier temps, j'ai restitué les itinéraires sociaux de certaines femmes combattantes dans le prolongement conflictuel à l'est du Congo. Cette restitution – au-delà de saisir la collision entre les itinéraires de vies minuscules de ces femmes combattantes et la trajectoire conflictuelle au Congo – a mis en lumière comment le recours aux armes de ces femmes s'inscrit dans un parcours de vie, marqué par différentes formes de violence qu'elles ont subies avant leur recours aux armes. Des violences produites par le prolongement conflictuel à l'est du Congo, mais aussi dans leur sphère intime, qui sont le reflet, comme je l'ai soutenu dans cette étude, des relations de pouvoir, qui caractérisent les relations sociales de sexe dans la société congolaise en conflit. D'où j'ai développé l'idée d'« une compénétration des violences », qui a aussi permis de saisir leur agentivité, et de considérer leur recours aux armes comme un moyen pour elles de recourir à des subjectivités prises dans des relations de pouvoir.

Dans un second temps – l'est de la RDC étant marqué par une trajectoire historique où les armes sont devenues comme un métier – cette restitution a montré que le recours aux armes de ces femmes doit être aussi inséré dans cette pratique du métier des armes, car en plus de penser leur activité dans les groupes armés ou dans l'armée régulière comme un travail comme un autre, ces dernières ont développé des registres de justification inhérents à cette pratique, voire un rapport affectif malgré sa dangerosité. Dans un contexte de longue implémentation que connaît l'est du Congo avec les programmes DDR, j'ai montré que c'est une pratique (du métier des armes) qui montre une continuité de carrière, tant ces femmes peuvent exercer ce métier dans une mobilité persistante entre différents groupes armés, entre la vie combattante et la vie civile ; mobilité que permet notamment la fongibilité de ce métier des armes. Pour certaines femmes qui retournent à la vie civile, j'ai montré que la militarisation continue d'impacter leur vie, soit par la stigmatisation, soit par les choix de vie, matrimoniaux notamment : épouser un militaire à défaut de retourner dans les groupes armés. Ce qui introduit de la complexité à toutes les perspectives qui voient le retour à la vie civile, comme une redomestication pure et simple des femmes combattantes.

Enfin, en partant du principe que leur recours aux armes s'inscrit dans des relations de pouvoir, j'ai soutenu qu'il est une pratique d'émancipation. Ce qui leur a permis – en plus d'accéder au statut de sujet politique et au métier des armes dont la pratique leur offre même des perspectives de mobilité sociale – d'accéder aussi à l'espace social alternatif de la guerre, où elles ont pu bénéficier d'avantages sociaux, accéder à un capital social, qu'on peut évaluer par des liens de camaraderie entre autres, une nouvelle identité, à la citoyenneté militaire, et plus grande autonomisation, en rupture avec les rôles traditionnels de genre. Néanmoins, ces formes d'émancipation par les armes doivent être nuancées, car elles ne sont pas dépourvues de mécanismes d'assujettissement relatifs : aux relations de pouvoir que mettent à nu les différentes formes de violence qu'elles ont subi avant leur recours aux armes ; aux techniques de subjectivation visant à leur dicter une conduite (avoir le cœur dur) à tenir dans le groupe armé ; aux pratiques réflexives par rapport à leur féminité militarisée, car malgré les transformations des rôles de genre, ces femmes ne restent pas moins assujetties aux codes et valeurs traditionnels de genre et masculinistes de la militarisation ; enfin, à l'économie sexuelle

³⁶² Camille BOUTRON, *Femmes en armes : itinéraires de combattantes au Pérou (1980-2010)*, *op. cit.*

qui prévaut dans les groupes armés, car certaines femmes ont pu accéder à une plus grande autonomisation, en entretenant une relation avec leur chef. C'est tout cela que j'ai appelé l'« émancipation dans l'assujettissement ».

Ainsi, la perspective heuristique de cette étude fait écho au concept de la marge vers le centre — *from margin to center* — théorisé par bell hooks³⁶³, dans le sens où elle a permis de resituer dans les structures de pouvoir, la trajectoire historique violente de la formation de l'Etat au Congo ; une violence, ou l'expérience féminine combattante au Congo, qui est souvent tenue à l'écart, en marge, et dépolitisée. Bien que la nature de certaines données recueillies, et leurs nombres, requièrent une observation empirique plus conséquente, pour donner plus de consistance aux perspectives heuristiques que cette monographie montre, celle-ci a néanmoins permis de développer un cadre théorique critique qui me semble crucial pour analyser les relations de pouvoir à l'œuvre dans les conflits armés.

Maintenant que nous avons dit cela, il ne reste plus qu'à élargir les horizons, esquissés par ailleurs par Swati Parashar et al. dans *Revisiting Gendered States*³⁶⁴. Si la violence subie par les femmes autant que leur usage de la violence peuvent s'inscrire, comme le montre cette étude, dans un contexte de formation, voire de reconfiguration de l'Etat – pour revenir sur la question du viol comme arme de guerre, des études ont montré que la croissance dramatique des violences et des viols dans l'est de la République démocratique du Congo, en plus d'être liée au sexe et à un ordre patriarcal que le colonialisme a mondialisé³⁶⁵, est aussi liée à la guerre, qui est elle-même alimentée par l'économie mondialisée des minerais rares³⁶⁶ – quelles perspectives, une telle intrication, ouvre-t-elle à l'analyse politique de la violence politique et leurs effets tant au niveau global, que local, et intime ? Permet-elle de saisir l'Etat comme une structure de pouvoir, ou une relation de pouvoir, non plus au nom d'une violence légitime, mais d'une économie de la violence³⁶⁷, voire d'une « compénétration des violence » dans certains cas comme celui-ci, dans laquelle la violence est autant un moyen d'exercer le pouvoir (de la violence) que d'y accéder, autant un moyen d'oppression que d'émancipation ?

³⁶³ bell HOOKS, *Feminist Theory: From Margin to Center*, Brooklyn, South End Press, 2nd edition, 2000.

³⁶⁴ Swati PARASHAR, Judith Ann TICKNER et Jacqui TRUE (eds), *Revisiting Gendered States: Feminist Imaginings of the State in International Relations*, New York, Oxford University Press, Oxford Studies in Gender and International Relations, 2018.

³⁶⁵ Charlotte MERTENS, « In the ruins of empire: historicizing sexual violence in Congo », in *International Feminist Journal of Politics*, 2023, vol. 23 no. 3, pp. 529-550.

³⁶⁶ Carol MANN et Alphonse MAINDO « Sexual Violence in the DRC: What Good is the Dodd-Frank Act? », in *Think Africa Press*, 2012.

³⁶⁷ Adam BACZKO et Gilles DORRONSORO, « Pour une approche sociologique des guerres civiles », *op. cit.*

Bibliographie

- ACHEBE, Chinua, « An Image of Africa: Racism in Conrad's Heart of Darkness », in *The Massachusetts Review*, 2016, vol. 57 no. 1, pp. 14-27.
- ADELKHAH, Fariba, *La révolution sous le voile : Femmes islamiques d'Iran*, Paris, Karthala, 1991.
- ADICHIE, Chimamanda Ngozi, « The danger of a single story », 20 Juillet 2009.
- ALISON, Miranda, « Cogs in the wheel? Women in the liberation tigers of Tamil Eelam », in *Civil Wars*, 2003, vol. 6 no. 4, pp. 37-54.
- AMRANE, Djamila, *Les femmes dans la guerre d'Algérie*, Paris, Plon, 1991.
- AMSELLE, Jean-Loup et M'BOKOLO, Elikia (dir.), *Au cœur de l'ethnie : Ethnies, tribalisme et État en Afrique*, Paris, La Découverte, 2005.
- ANCTIL AVOINE, Priscyll, « Disembodying Combat: Female Combatants' Political Reintegration in Nepal and Colombia », in *Defence and Security Foresight Group*, 2021, vol. 1 no. 24.
- ANDREE, Michel, *Féminisme et antimilitarisme*, Donnemarie-Dontilly, Éditions iXe, préface de Jules Falquet, 2012.
- ARENDT, Hannah, *Du mensonge à la violence*, Paris, Calmann-Lévy, 1972.
- BAAZ, Maria Eriksson et STERN, Maria, « Fearless Fighters and Submissive Wives: Negotiating Identity among Women Soldiers in the Congo (DRC) », in *Armed forces & society*, 2013, vol. 39 no. 4, pp. 711-239.
- BACQUE, Marie-Hélène et BIEWENER, Carole, « L'empowerment, un nouveau vocabulaire pour parler de participation ? », in *Idées économiques et sociales*, 2013/3, N° 173, pp. 25-32.
- BACZKO, Adam et DORRONSORO, Gilles, « Pour une approche sociologique des guerres civiles », in *Revue française de science politique*, 2017/2, Vol. 67, pp. 309-327.
- BADYE, Médard Kayamba, « Le passé des Banyamulenge et la mémoire des autres (1970-2006) », in NDAYWL E NZIEM, Isidore et MUDIMBE-BOY, Elisabeth, *Images, mémoires et savoirs : Une histoire en partage avec Bogumil Koss Jęwsiewicki*, Paris, Karthala, 2009, pp. 461-485.
- BARTH, Elise Fredrikke, « Peace as disappointment: The reintegration of female soldiers in post-conflict societies: A comparative perspective from Africa », in *PRIO Report*, 2002, no. 3.
- BARTHES, Roland, *Sade, Fourier, Loyola*, Paris, Média Diffusion, 1971.
- BAYART, Jean-François, « Fait missionnaire et politique du ventre : une lecture foucauldienne », in *Le Fait Missionnaire*, 1998, Cahier N6.
- BAYART, Jean-François, *L'énergie de l'État Pour une sociologie historique et comparée du politique*, Paris, La Découverte, 2022.
- BAYART, Jean-François, *L'Etat en Afrique : la politique du ventre*, Paris, Fayard, 2006.
- BAYART, Jean-François, « Comparer en France Petit essai d'autobiographie disciplinaire », in *Politix*, 2008, vol. 83 no. 3, pp. 205-232.
- BHABHA, Homi, « Of mimicry and man: The ambivalence of colonial discourse », in *Literary theory and criticism : recent writings from South Asia*, New Dehli, Routledge India, 2021, pp. 171-181.
- BOFANE, Inkoli Jean, *Congo Inc. : le testament de Bismarck*, Paris, Actes Sud, 2014.
- BOSHOFF, Henri, « Demobilization, Disarmament and Reintegration in the Democratic Republic of Congo: A Never- Ending Story », in *Africa Security Review*, 2007, vol. 16 no. 2, pp. 59-64.

- BOURDIEU, Pierre, « Les formes du capital », in RICHARDSON, John G, *Handbook of Theory and Research for the Sociology of Education*, California, Greenwood press, 1986, pp. 15-29.
- BOUTRON, Camille, « La question du genre en situation de conflits armés : l'expérience des femmes combattantes au Pérou (1980-2000) », in *Critique internationale*, 2013/3, no. 60, pp. 37-52.
- BOUTRON, Camille, *Femmes en armes : itinéraires de combattantes au Pérou (1980-2010)*, Rennes, Presses universitaires de Rennes, 2019.
- BRASSAT, Emmanuel, « Les incertitudes de l'émancipation », in *Le Télémaque*, 2013, vol. 43 no. 1, pp. 45-58.
- BUCAILLE, Laetitia, « Femmes à la guerre. Égalité, sexe et violence », in *Critique internationale*, 2013/3, no. 60, pp. 9-19.
- BUGNON, Fanny, *La Violence politique au prisme du genre à travers la presse française (1970-1994)*, Thèse de doctorat d'histoire sous la direction de BARD, C., Angers, Université d'Angers, 2011.
- BUTLER, Judith, *Trouble dans le genre. Le féminisme et la subversion de l'identité*, Paris, La Découverte, 2006.
- CARDI, Coline et PRUVOST, Geneviève, *Penser la violence des femmes*, Paris, La Découverte, 2012.
- CHARPY, Manuel, « Les aventuriers de la mode », in *Hommes & migrations*, 2015/2, no. 1310, pp. 25-33.
- COCKBURN, Cynthia, *Des femmes contre le militarisme et la guerre*, Paris, La Dispute, 2025.
- COHN, Carol, « Women and Wars: Toward a Conceptual Framework », in COHN, Carole (Ed.), *Women and Wars: Contested Histories Uncertain Futures*, Cambridge, Polity Press, 2012, pp. 1-35.
- COOMARASWAMY, Radhika, « Réflexions sur les femmes, les filles et les conflits armés », in *HuffPost*, 2011, https://www.huffpost.com/entry/women-girls-armed-conflict_b_832559.
- CUNNINGHAM, Karla J., « Cross regional trends in female terrorism », in *Studies in Conflict and Terrorism*, 2010, n° 26, pp. 171-195.
- DARDOT, Pierre, « De la praxis aux pratiques », in LAVAL, Christian, PALTRINIERI, Luca et TAYLAN, Ferhat, *Marx & Foucault : Lectures, usages, confrontations*, Paris, La Découverte, 2015, pp. 184-198.
- DEBOS, Marielle, *Le métier des armes au Tchad. Le gouvernement de l'entre-guerres*, Paris, Karthala, 2013.
- DEBOS, Marielle, « Conflits armés », in ACHIN, Catherine et BERENI, Laure, *Dictionnaire. Genre et science politique. Concepts, objets, problèmes*, Paris, Presses de Sciences Po, « Références », 2013, pp. 103-114.
- DOMAAS, Nathalie, DE ALMAGRO INIESTA, Maria Martin, IMATA, Sylvie et BANYANGA, Eric, « Gender and Disarmament, Demobilization, Reintegration (DDR) Programmes in the Democratic Republic of Congo and Reflections for the P-DDRCS », in *The Insecure Livelihoods Series. Governance in Conflict Network (GIC) & Conflict Research Group (CRG)*, 2024.
- DUNN, Kevin C., *Imagining Congo: The international relations of identity*, New York, Palgrave Macmillan, 2003.
- ENLOE, Cynthia, *The Curious Feminist: Searching for Women in the New Age of Empire*, Berkely and Los Angeles, University of California Press, 2004.
- ENLOE, Cynthia, *Maneuvers: The International Politics of Militarizing Women's Lives*, Berkeley, University of California Press, 2000.
- FALQUET, Jules, « Entre rupture et reproduction : femmes salvadoriennes dans la guerre révolutionnaire (1981-1992) », in *Nowelles Questions féministes*, 1996, vol. 17 no. 2, pp. 5-38.
- FALQUET, Jules, « Division sexuelle du travail révolutionnaire : réflexions à partir de l'expérience salvadorienne (1970-1994) », in *Cahiers des Amériques latines*, 2002, no. 40, pp. 109-128.
- FANON, Frantz, *Les damnés de la terre*, Paris, La Découverte, 2002.

- FAIREY, Tiffany, et ORTON, LIZ, « Photography as dialogue. Photography and Culture », in *Photography and Culture*, 2019, vol. 12, no. 3, pp. 299-305.
- FELICES-LUNA, Maritza, « Chapitre 7. Stigmatisation du quotidien des femmes engagées dans la lutte armée au Pérou et en Irlande du Nord: transformation et continuité des rapports sociaux », in CARDI, Coline et PRUVOST, Geneviève, *Penser la violence des femmes*, Paris, La Découverte, 2012, pp. 155-168.
- FELICES-LUNA, Maritza, « L'implication des femmes au sein des groupes armés contestataires : la déviance au service d'une entreprise citoyenne », in *Champ pénal*, 2007, vol. IV.
- FELICES-LUNA, Maritza, « Déviance et politique: la carrière des femmes au sein de groupes armés contestataires », in *Déviance et Société*, 2007, vol. 32 no. 2, pp. 163-185.
- FOUCAULT, Michel, *Dits et écrits II: 1976–1988*, Paris, Quarto Gallimard, 2001.
- FOUCAULT, Michel, « Nietzsche, la généalogie, l'histoire », in *Hommage à Jean Hyppolite*, Paris, P.U.F., coll. « Épiméthée », 1971, pp. 145-172.
- GAYER, Laurent, « Liberation and containment: The Ambivalent Empowerment of Sikh Female fighters », in *Pôle Sud*, 2012, vol.36, no. 1, pp. 49-65.
- GIRAUD, Frédérique, RAYNAUD, Aurélien ; SAUNIER, Emilie, « Principes, enjeux et usages de la méthode biographique en sociologie », in *Interrogations ? Revue pluridisciplinaire de sciences humaines et sociales*, 2014, no. 17.
- GRAJALES, Jacobo et LE COUR GRANDMAISON, Romain (dir.), *L'État malgré tout. Produire l'autorité dans la violence*, Paris, Karthala, 2019.
- GROJEAN, Olivier, « Théorie et construction des rapports de genre dans la guérilla kurde de Turquie », in *Critique internationale*, 2013/3, no. 60, pp. 21-35.
- GUNARATNAM, Yasmin et HAMILTON, Carrie, « Introduction: The Wherewithal of Feminist Methods », in *Feminist Review*, 2017, vol. 115, no. 1, pp. 1-12.
- HAGMANN, Tobias et PECLARD, Didier, « Negotiating Statehood: Dynamics of Power and Domination in Africa », in *Development and Change*, 2010, vol. 41, n° 4, pp. 539-562.
- HAMILTON, Carrie, « The gender politics of political violence: Women armed activists in ETA », in *Feminist Review*, 2007, vol. 86, no. 1, pp. 132-148.
- HAUGE, Wenche Ire, *The demobilization and political participation of female fighters in Guatemala*, Oslo, Oslo Peace Research Institute, 2007.
- HOOKS, bell, *Feminist Theory: From Margin to Center*, Brooklyn, South End Press, 2nd edition, 2000.
- JENNINGS, Kathleen M., « The political economy of DDR in Liberia: a gendered critique », in *Conflict, Security & Development*, 2009, vol. 9 no. 4, pp. 475–494.
- KALDOR, Mary, *New and Old Wars: Organised Violence in a Global Era*, Cambridge, Polity Press, 1999.
- KAPLAN, Robert, « The Coming Anarchy. How scarcity, crime, overpopulation, tribalism, and disease are rapidly destroying the social fabric of our planet », in *The Atlantic Monthly*, 1994, vol. 273 no. 2, pp. 44-76.
- KC, Luna et VAN DER HAAR, Gemma, « Living Maoist gender ideology: experiences of women ex combatants in Nepal », in *International Feminist Journal of Politics*, 2019, vol. 21 no. 3, pp. 434–453.
- LACLAU, Ernesto, *La guerre des identités. Grammaire de l'émancipation*, Paris, La Découverte, 2003.
- LAMORRE, Stéphanie et TOSARELLI, Franchesca, « Combattantes du Nord-Kivu : l'impossible destin », in *Arte*, 2014. https://youtu.be/s5t5vT6WxUI?si=mIij_ryjR_z14VRE.
- LEWIS, Chloé, *Gender protection/Protecting the gender order: rethinking responses to sexual violence in armed conflict and its aftermath*, Unpublished Thesis, Oxford, Oxford University, 2018.

- MACKENZIE, Megan H., *Female soldiers in Sierra Leone: Sex, Security, and Post-Conflict Development*, New York University Press, 2012.
- MANN, Carol et MAINDO, Alphonse, « Sexual Violence in the DRC: What Good is the Dodd-Frank Act? », In *Think Africa Press*, 2012.
- MANCHANDA, Rita, *Women, War and Peace in South Asia. From Victimhood to Agency*, Delhi, Sage, 2001.
- MAZURANA, Dyan et COLE, Linda, « Women and Girls and Disarmament, Demobilization and Reintegration (Femmes et filles et désarmement, démobilisation et réintégration) », in COHN, Carole (Ed.), *Women and Wars: Contested Histories Uncertain Futures*, Cambridge, Polity Press, 2012, pp. 194-214.
- MBEMBE, Achille, « Nécropolitique », in *Raisons politiques*, 2006, vol. 21 no. 1, pp. 29-60.
- MBEMBE, Achille, *De la postcolonie: essai sur l'imagination politique dans l'Afrique contemporaine*, Paris, Karthala, 2000.
- MENDEZ, Andrea, *Militarized Gender Performativity: Women and Demobilization in Colombia's FARC and AUC*, Phd thesis, Kingston, Queen's University, Canada, 2012.
- MERTENS, Charlotte, « In the ruins of empire: historicizing sexual violence in Congo », in *International Feminist Journal of Politics*, 2023, vol. 23 no. 3, pp. 529-550.
- MERTENS, Charlotte et PERAZZONE, Stéphanie, « For the archive yet to come », in *Review of international studies*, 2025, vol. 51 no. 2, pp. 196-218.
- MEYER, Michael, « De l'objet à l'oubli : la photographie au service de l'observation en sciences sociales », in *Recherches qualitatives, Hors-Série*, 2017, numéro 22, pp. 8-23.
- MONGO-MBOUSSA, Boniface et NDALA, Blaise « Au cœur des ténèbres, une œuvre ambiguë, et discussion par Boniface Mongo-Mboussa », in *Continents manuscrits. Génétique des textes littéraires—Afrique, Caraïbe, diaspora*, 2018, no 11.
- MUGHENDI, Nzereka N, « Négocier la paix en position de faiblesse: analyse structurale des accords de paix négociés par la RDC entre 1997 et 2014 », in *Parcours et Initiatives : Revue interdisciplinaire du Graben (PIRIG)*, 2020, no. 20, pp. 13-37.
- MUSAMBA BUSSY, Josaphat, VOGEL, Christoph et VLASSENROOT, Koen, *Il en faut deux (ou plus) pour un Tango : la politique armée, l'agentivité de combattant et la demi-vie des programmes DDR au Congo*, Gand, Université de Gand, Governance in Conflict Network (GiC), 2022.
- NDERITU, Alice Wairimu, *'Peace on paper?': assessing the impact of peace agreements on armed conflict: the case of the democratic republic of Congo (DRC)—1999-to 2012*, Doctoral dissertation, Nairobi, University of Nairobi, 2013.
- NESS, Cindy, « Introduction », in NESS, Cindy (ed.), *Female Terrorism and Militancy: Agency, Utility, and Organization*, Londres, Routledge, 2008.
- NFUNDIKO, Justin Sheria, « Femmes du Sud-Kivu, victimes et actrices en situation de conflit et postconflit », In *Hérodote*, 2015/3, no. 158, pp. 182-199.
- NIANG, Amy, *The Postcolonial African State in Transition: Stateness and Modes of Sovereignty*, Londres, Rowman & Littlefield International, 2018.
- ORTEGA, Dietrich et MARIA, Luis, « "The Female Comrade": Militant Women and Spaces of "Agency" in Guerrilla Insurgencies in Latin America », in *Colombia Internacional*, 2014, 80, pp. 83-133.
- PARASHAR, Swati, *Women and Militant Wars: The politics of injury*, Londres, Routledge, 1st ed., 2014.
- PARASHAR, Swati, TICKNER, Judith Ann et TRUE, Jacqui (eds), *Revisiting Gendered States: Feminist Imaginings of the State in International Relations*, New York, Oxford University Press, Oxford Studies in Gender and International Relations, 2018.

- PERAZZONE, Stéphanie, « Réintégrer les anciens combattants au Congo : des objectifs ambitieux, des résultats limités », in *International Peacekeeping*, 2017, vol. 24, n° 2, pp. 254–279.
- PERAZZONE, Stéphanie, « Shouldn't You Be Teaching Me? » State Mimicry in the Congo », in *International Political Sociology*, 2019, vol. 13 no. 2, pp. 161-180.
- PERAZZONE, Stéphanie, « Ending Global Violence Through Radical Feminist Theory: The Teachings of bell hooks on Power and Domination », in *Civil Wars*, 2023, vol. 25, no. 2-3, pp. 595-605.
- PERAZZONE, Stéphanie, MERTENS, Charlotte et MWANBARI, David, « Fatal misconceptions: colonial durabilities, violence and epistemicide in Africa's Great Lakes Region », in *Critical African Studies*, 2022, vol. 14, no. 1, pp. 2–18.
- POPINEAU, Camille, « Mimer l'État : la (re)production de l'autorité légitime chez les Forces Nouvelles de Côte d'Ivoire (2002-2011) », in GRAJALES, Jacopo Lopez et LE COUR GRANDMAISON, Romain (Ed.), *L'État malgré tout. Produire l'autorité dans la violence*, Paris, Karthala, 2019, pp. 245-270.
- ROBIN, Pierrine, « Le parcours de vie, un concept polysémique ? », in *Les Cahiers Dynamiques*, 2016, vol. 67, no. 1, pp. 33-41.
- SCHLICHT, Klaus, *In the shadow of violence: The politics of armed groups*, Francfort-sur-le-Main, Campus Verlag, 2009.
- SLEGH, Henny, BARKER, Gary, RURATOTOYE, Benoit et SHAND, Tim, « Relations de genre, violence sexuelle et sexiste et effets du conflit sur les femmes et les hommes au Nord-Kivu, dans l'est de la République démocratique du Congo : résultats de l'enquête internationale sur les hommes et l'égalité des sexes (IMAGES) », in *Promundo-US et Sonke Gender Justice*, 2012.
- SJOBORG, Laura, « Women and the genocidal rape of women. The Gendered dynamics of gendered war crimes », in BERGHOFFEN, Debra (et al.), *Confronting global gender justice : women lives, human rights*, Abington/New York, Routledge, 2010, pp. 39-52.
- SJOBORG, Laura et GENTRY, Caron E, *Mothers, Monsters, Whores: Women's Violence in Global Politics*, Londres, Zed Books, New York, 2007.
- SOHIER, Estelle, « Polyphonie d'une photographie coloniale. Portrait de Béhanzin, "Ancien roi du Dahomey" », in *Revue Alarmer*, 2022.
- SOMMO PENDE, Achille, « " J'aime la guerre ! ". Itinéraires des femmes combattantes en rdc », in *Sextant, Revue de recherche interdisciplinaire sur le genre et la sexualité*, 2017, no 34, pp. 45-53.
- SPIVAK, Gayatri Chakravorty, « Can the subaltern speak? », in CAIN, Peter et HARRISON, Mark, *Imperialism*, Routledge, 2023, pp. 171-219.
- STANILAND, Paul, « The evolution of civil wars research: From civil war to political violence », in *Civil Wars*, 2023, vol. 25, no 2-3, pp. 187-207.
- STEARNS, Jason, BAAZ, Maria Eriksson et VERWEIJEN, Judith, « The national army and armed groups in the eastern Congo: Untangling the Gordian knot of insecurity », in *Rift Valley Institute*, 2013.
- STEARNS, Jason K. et VOGEL, Christoph, « Cartographie des groupes armés dans l'est du Congo », in *Une publication par le Centre du Coopération Internationale*, 2015, pp. 23-48.
- TARRAGONI, Federico, « L'émancipation dans la pensée sociologique : un point aveugle ? », in *Revue du MAUSS*, 2016/2, n° 48, pp. 117-134.
- TARRAGONI, Federico, *Émancipation*, Paris. Anamosa, 2021.
- TILLY, Charles, « War making and state making as organized crime », in CASTAÑEDA, Ernesto et SCHNEIDER, Cathy (eds), *Collective violence, contentious politics, and social change : a Charles Tilly reader*, New York, Routledge, 2017, pp. 121-139.

TOSARELLI, Franchesca, « Ms Kalashnikov », in *Iconographie Matchbox Media Collective*, 2014. <https://www.flickr.com/photos/80073447@N02/albums/72157635805097933>.

VLASSENROOT, Koen, « Negotiating and contesting public order in the eastern Democratic Republic of the Congo », in *Politique africaine*, 2008, vol. 111, no. 3, pp. 44-68.

VLASSENROOT, Koen, MUDINGA, Emery et MUSAMBA, Josaphat, « Navigating social spaces: armed mobilization and circular return in Eastern DR Congo », in *Journal of Refugee Studies*, 2020, vol. 33, no. 4, pp. 832-852.

VLASSENROOT, Koen, « Sud-Kivu : identité, territoire et pouvoir dans l'est du Congo », in *Rift Valley Institute (RVI)*, 2013.

VOGEL, Christoph et MUSAMBA, Josaphat, « Recyclage des rebelles ? Démobilisation au Congo », in *PRSP Briefing Papers*, Rift Valley Institute, 2016, no. 11.

WERELDS, Britt, *Female combatants' identities and a gendered analysis of Disarmament, Demobilisation and Reintegration processes in eastern Congo*, Master's dissertation, Ghent, Ghent University, 2023.

WILLAME, Jean-Claude, *Patrimonialism and political change in the Congo*, Redwood, Stanford University Press, 1972.

Table des matières

Remerciements	2
Résumé	3
Sommaire	5
Introduction générale	6
I. Brève mise en contexte : l'est du Congo, l'éternel retour des armes	6
II. Les ambivalences d'un récit unique et incomplet	7
III. Problématisation : sortir de la dépolitisation	11
IV. « L'émancipation dans l'assujettissement »	13
V. Méthode	14
VI. Structure du mémoire	18

Chapitre I

Revue de littérature, prolongement conflictuel, et engagement féminin à l'est du Congo

A. Revue de littérature, clarifications, et cadre conceptuels	19
1. De la violence d'émancipation	19
2. La question de l'émancipation par les armes des femmes combattantes : un ping-pong heuristique	20
3. « L'émancipation dans l'assujettissement » : un ancrage empirique	24
B. Prolongement conflictuel à l'est du Congo	26
1. Mobilisation et fragmentation militaire dans l'est du Congo	26
2. L'entre-guerre à l'est du Congo : une histoire de la provenance	29
C. Engagement féminin dans le conflit à l'est du Congo	33
1. Une situation marquée par des disparités et des brassages : la femme combattante, une catégorie plastique	33
2. Une expérience marquée par la stigmatisation : « les femmes difficiles »	35

Chapitre II

Des itinéraires féminins de la guerre et de l'entre-guerre

A. Des itinéraires féminins marqués par la guerre et des violences multiformes	37
1. Une vie d'avant marquée par la violence : les armes comme une alternative de vie et une réponse à un contexte social en pleine mutation	37
2. Le recours aux armes comme une opportunité de vie ou économique	41
3. Compénétration des violences	43
B. Des itinéraires marqués par des logiques d'entre-guerre : le métier des armes	46
1. Les armes : un « mossala » comme un autre	46
2. Des registres de justification inhérents à la guerre et aux métiers des armes	48
3. Les logiques d'une continuité de carrière dans le métier des armes	48
C. Mobilité sociale pour les femmes combattantes à l'est du Congo : la carrière des armes ?	52
1. Efforts de démobilisation à l'est du Congo	52
2. Démobilisation, réintégration et mobilité sociale des femmes combattantes dans l'est du Congo	53
3. Un retour à la vie civile marqué par la militarisation : « J'ai épousé un militaire »	57

Chapitre III
La guerre à l'est du Congo comme un espace social alternatif
et un terreau de transformations sociales

A. La guerre à l'est du Congo comme un espace social alternatif	60
1. Les armes comme un moyen d'accéder à un capital social alternatif	60
2. Les armes comme un moyen d'accéder à un nouveau mode de vie	63
B. Expériences sexistes et transformations des rôles de genre au sein des groupes armés	64
1. Citoyenneté militaire et division sexuelle du travail : une indifférenciation égalitaire	64
2. Code de conduite et pratiques réflexives des femmes combattantes	69
3. Economie sexuelle dans les groupes armés : une autre forme d'émancipation dans l'assujettissement	72
Conclusion : de la marge au centre	74
Bibliographie	76
Table des matières	82